

CONSEIL MUNICIPAL  
VENDREDI 28 Septembre 2018 – 20 H 45  
Ordre du jour

Approbation de la séance précédente

Ordre du Jour (*rapports joints*)

**I – FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE**

- 1 - Décision Modificative N°2 du Budget Principal
- 2 - Répartition des recettes issues des Forfaits Post-Stationnement
- 3 - Convention de mutualisation des services entre la Ville de Compiègne et le Centre Communal d'Action Sociale
- 4 - Convention de partenariat tripartite "Sur les pas de Blaise Diagne" – Ville de Compiègne – Léo Lagrange Nord Ile de France et l'Association Compiègne Ziguinchor
- 5 - Rapport annuel « Politique de la Ville » de l'ARC pour l'année 2017
- 6 - Plan de lutte contre les discriminations – Autorisation de signature
- 7 - Demandes de subventions auprès de la Région des Hauts-de-France - Création d'un jardin des senteurs (Victoire/Maréchaux) – Requalification des abords du centre commercial du Clos des Roses
- 8 - Approbation du rapport d'activité et de développement durable de l'ARC pour l'année 2017
- 9 - Rapports d'activité 2017 des parcs de stationnement faisant l'objet d'une gestion par délégation de service public
- 10 - Mandats spéciaux

**II – PERSONNEL**

- 11 - Règlement pour l'attribution d'un véhicule de service avec remisage au domicile
- 12 - Modification du tableau des effectifs
- 13 - Accueil d'apprentis dans les services municipaux

### **III – AFFAIRES IMMOBILIERES**

14 - Cession d'une bande de terrain à M. et Mme MOUSSAOUI – Rue Victor Schoelcher – Section AR n°331

15 - Cession d'une parcelle et d'une bande de terrain complémentaire à Mme VANDEPUTTE – Rue de l'Oise – Section BK n°11

16 - Cession d'une parcelle à M. et Mme JOURANI – Rue Winston Churchill

### **IV – VOIRIE ET AMENAGEMENT URBAIN**

17 – Création d'une zone bleue et mise en place de tarifs pour le stationnement des résidents dans le quartier du petit Margny

18 – Stade Équestre du Grand Parc – Grilles tarifaires pour les séances d'entraînement

### **V – ECONOMIE ET URBANISME**

19 - Programme « Action Cœur de Ville » - Signature de la convention - cadre

### **VI – AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES ET PETITE ENFANCE**

20 - Intervention d'un musicien dans les structures municipales d'accueil de jeunes enfants

21 - Modification du règlement intérieur de la halte-garderie « Les Poussins »

22 - Structures d'accueil collectif de jeunes enfants – Intervention de professionnels en psychomotricité

### **VII – ENSEIGNEMENT ET FORMATION**

23 - Indemnité représentative de logement – Exercice 2018

24 - Convention entre la Ville et le Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD)

### **VIII – AFFAIRES CULTURELLES**

25 - Convention de partenariat entre la Ville de Compiègne et la Mission du Centenaire – Commémorations du Centenaire de l'Armistice

26 – Tarif pour le Concert Commémoratif 14 Fresque de la Grande Guerre

27 - Restauration d'une collection de verres de Bohème – Musée Antoine Vivenel

28 - Renouvellement des CLEA (Contrat Local d'Enseignement Artistique) 2018/2019

29 - Gestion des archives municipales par le Service Commun de l'ARC – Signature des conventions entre la Ville de Compiègne et l'Agglomération

### **IX – SPORTS ET JEUNESSE**

30 - Renouvellement de la convention d'exploitation de la cafétéria du Complexe sportif Piscine–Patinoire de Mercières – Autorisation de signature

31 - Complexe sportif Piscine/Patinoire de Mercières - Propositions de nouvelles prestations

**X – ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

32 - Chauffage urbain - Lancement d'une étude complémentaire au Schéma Directeur du chauffage urbain

**XI – QUESTIONS DIVERSES**

33 - Décisions du Maire

MAIRIE DE COMPIEGNE (Oise)

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

**SÉANCE du VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018**

**1 - Décision Modificative N°2 du Budget Principal**

L'an deux mille dix-huit, le **VENDREDI VINGT-HUIT SEPTEMBRE à 20 heures 45**, le **CONSEIL MUNICIPAL de COMPIEGNE** s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en la salle ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Philippe MARINI, Sénateur honoraire de l'Oise, Maire de ladite Ville.**

Date de convocation :  
04 juillet 2018

Date d'affichage :  
06 juillet 2018

Nombre de  
Conseillers présents  
ou représentés :  
36

Nombre de  
Conseillers en  
exercice :  
39

**Etaient présents :**

**Philippe MARINI, Maire, Sénateur Honoraire,**

Michel FOUBERT, Sylvie OGER-DUGAT, Nicolas LEDAY, Evelyse GUYOT, Eric VERRIER, Eric HANEN, Arielle FRANÇOIS, Françoise TROUSSELLE, Oumar BA, Dominique RENARD, Sophie SCHWARZ, Marie-Pierre DEGAGE, Marie-Christine LEGROS, Philippe TRINCHEZ, Christian TELLIER, Jacqueline LIÉNARD, Joël DUPUY de MERY, Etienne DIOT, Richard VELEX, Sylvianne ROMET, Liliane VÉZIER, Jean-Luc LESAGE, Christine BRAULT, Christopher CAUVIN, Maria ARAUJO de OLIVEIRA, Solange DUMAY, Dilvin YUKSEL, Jean-Marc BRANCHE, François GACHIGNARD

**Etaient représentés :**

Date de transmission :  
04 octobre 2018

Date d'affichage :  
05 octobre 2018

Eric de VALROGER représenté par Joël DUPUY de MÉRY  
Emmanuel MARSIGNY représenté par Philippe MARINI  
Anne KOERBER représentée par Christian TELLIER  
Monia LHADI représentée par Françoise TROUSSELLE  
Arnaud THOREL représenté par Éric VERRIER  
Patricia RENOULT représentée par François GACHIGNARD

Rendue exécutoire le :  
05 octobre 2018

**Etaient absents :**

Sandrine de FIGUEIREDO  
Marc-Antoine BREKIESZ  
Richard VALENTE

## 1 - Décision Modificative N°2 du Budget Principal

---

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment l'article L.1612-11 ;

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 23 mars 2018 approuvant le budget primitif 2018 et du 25 mai 2018 adoptant la Décision Modificative n°1;

Vu la maquette budgétaire et les tableaux joints en annexe qui détaillent les ajustements de crédits opérés;

Considérant que les décisions modificatives permettent, en cours d'année, d'ajuster les ouvertures de crédits inscrites au budget primitif, soit par réaffectation de crédits disponibles, ou par l'inscription de recettes nouvelles.

Considérant que le projet de Décision Modificative N°2 du budget principal s'équilibre :

En fonctionnement à : +1.352 € en dépenses et en recettes

En investissement à : +968.318 € en dépenses et en recettes

Il est précisé que la diminution du prélèvement en faveur de la section d'investissement (-120.868 euros) est consécutive à son augmentation lors de la Décision Modificative N°1 (+250.000 euros), et que le recours prévisionnel à l'emprunt reste inchangé, ce qui permet de souligner que les « grands équilibres » du Budget Primitif 2018 ne sont pas remis en cause dans le cadre des ajustements opérés en cours d'année.

Il peut être relevé les inscriptions budgétaires suivantes :

- perception du produit des amendes de police 2017 avant réforme des droits de stationnement (+365.661 euros),
- rétrocession des 4 collèges au Département et cession de l'immeuble à l'UTC (702.734 euros),
- travaux d'aménagement de la place de l'hôtel de ville (36.000 euros) et étude pour la requalification de la place Saint Antoine (20.000 euros),
- commémorations du centenaire de l'Armistice (ajout de 30.000 euros). A noter que ces manifestations organisées par la ville de Compiègne concourent à la promotion du tourisme, d'où la demande d'une participation financière de l'agglomération de la Région de Compiègne à hauteur de 15.000 euros.

**Le Conseil Municipal,**

Entendu le rapport présenté par M.FOUBERT,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 19 septembre 2018,

**Après en avoir délibéré à la majorité des membres présents et représentés, avec 3 abstentions : Jean-Marc BRANCHE, Patricia RENOULT et François GACHIGNARD,**

**ADOpte** la Décision budgétaire Modificative N°2 du Budget Principal.

**DÉCIDE** d'allouer les subventions exceptionnelles suivantes :

| Bénéficiaire   | Montant  | Commentaires   |
|--|----------|--|
| La bonne semence   | 300 €    | organisation marché d'Afrique  |
| De la piste à la scène   | 1 000 €  | nouvel atelier artistique  |
| Compiègne Handball Club (CHBC)                                   | 5 000 €  | Aide exceptionnelle  |
| Amicale Sport Sapeurs Pompiers Compiègne                         | 1 000 €  | participation d'un athlète au championnat du monde Ironman (triathlon) d'Hawaii  |
| COMPIEGNE KAYAK  | 400 €    | Tournoi pour monter en Nationale 4   |
| Association amis Maliens de L'ARC (AAMARC)                       | 3 000 €  | Soutien au projet de création d'une activité d'aviculture à Bamako   |
| Happyness la Web radio de l'Oise                                 | 1 000 €  | aide à l'installation d'une antenne à Compiègne  |
| Association sportive du collège Ferdinand BAC                    | 300 €    | participation au championnat de France de cross-country  |
| Galant et Compagnies   | 1 000 €  | Aide pour la retranscription des légendes du musée du Cloître pour une meilleure accessibilité   |
| Société d'histoire moderne et contemporaine de Compiègne         | 1 500 €  | Actions programmées dans le cadre des commémorations de la Grande Guerre et liées à la convention financière signée avec la mission centenaire |
| Festival des forêts  | 5 000 €  |  |
| Association des amis du festival du film historique de Compiègne | 14 000 € |  |
| Bonzaï et compagnie - les amis de la pédiatrie                   | 250 €    | association conventionnée avec l'hôpital de Compiègne-Noyon et œuvrant en pédiatrie  |
| TOTAL :  | 33 750 € |  |

**DECIDE** de reconduire les adhésions suivantes :

| Bénéficiaire                           | Montant | Commentaires   |
|--|---------|--|
| Syndicat de l'énergie de l'Oise (SE60) | 1 000 € | Renouvellement de l'adhésion au groupement de commande du SE60 pour la fourniture d'électricité décidée par délibération du 3 avril 2015 |
| TOTAL :                                | 1 000 € |  |

**SOLLICITE** l'Agglomération de la Région de Compiègne pour obtenir une subvention de 15.000 euros pour l'organisation des manifestations à l'occasion du centenaire de l'Armistice.

Fait et délibéré à COMPIEGNE, le 28 septembre 2018  
Et ont signé au registre, les membres présents,  
Pour copie conforme,



Le Maire de Compiègne,

*Philippe Marini*  
Philippe MARINI  
Sénateur Honoraire de l'Oise

| N° Env.                   | Chapitre | Fonction | Nature | Libellé Nature   | DEPENSES             |                 | RECETTES             |                 | commentaires   | Liens |
|---------------------------|----------|----------|--------|--|----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|--|-------|
|                           |          |          |        |  | Crédits ouverts 2018 | Proposition DM2 | Crédits ouverts 2018 | Proposition DM2 |  |       |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT |          |          |        |  |                      |                 |                      |                 |  |       |
|                           |          |          |        | Transferts de crédits :                                |                      |                 |                      |                 |  |       |
| 106                       | 011      | 020      | 6226   | Honoraires Service Juridique                           | 35 500,00            | -3 950,00       |                      |                 | Régularisation de la cotisation pour les risques statutaires de 2017   |       |
| 28                        | 012      | 020      | 6455   | Cotisations pour risques statutaires                   | 238 000,00           | 3 950,00        |                      |                 |  |       |
| 340                       | 011      | 011      | 6068   | Autres matières et fournitures bibliothèques           | 4 500,00             | -520,00         |                      |                 | Besoin en investissement (mobilier)  | 3     |
|                           |          |          |        | Ajustements ou inscriptions de crédits :               |                      |                 |                      |                 |  |       |
| 27944                     | 73       | 01       | 7318   | Autres impôts locaux                                   |                      |                 | 35 000,00            | 34 800,00       | Rôles supplémentaires (34,8k€)   |       |
| 29014                     | 73       | 01       | 73211  | Attribution de compensation                            |                      |                 | 10 632 000,00        | -98 107,00      | Selon hypothèse retenue par groupe de travail en vue CLECT suite au transfert des ZAE avec la perception par l'ARC de la TLPE (montant pris en considération dans le calcul de selon montant perçu de la CAF dans le cadre du contrat enfance jeunesse |       |
| 18898                     | 73       | 01       | 7358   | Taxe locale publicité extérieure                       |                      |                 | 100 000,00           | -67 761,00      |  |       |
| 5205                      | 74       | 64       | 7478   | Subv. et participation autres organismes               |                      |                 | 650 000,00           | 72 000,00       |  |       |
| 30275                     | 74       | 30       | 7488   | Autres subventions participations                      |                      |                 | 0,00                 | 50 000,00       | selon convention financière avec la mission centenaire   | 11    |
| 30068                     | 74       | 323      | 74718  | Subventions de l'Etat pour les archives                |                      |                 | 4 500,00             | -4 500,00       | prévision annulée et reprise partiellement en investissement au vu de la notification de la subvention   | 14    |
| 12541                     | 77       | 01       | 7788   | Autre produits exceptionnels (remboursement sinistres) |                      |                 | 536 000,00           | 30 000,00       | Remb. par assurances suite sinistres   | 12    |
| 11448                     | 74       | 422      | 74718  | Subvention de l'Etat pour les actions CUCS             |                      |                 | 130 000,00           | -30 880,00      | Ajustement car notification de 99 320€ avec diminution à due concurrence des dépenses  | 1     |
| 30266                     | 77       | 30       | 7713   | Libéralités reçues                                     |                      |                 | 0,00                 | 15 600,00       | Campagne de mécénat et financement participatif centenaire armistice 1914-1918   |       |
| 11076                     | 011      | 422      | 6247   | Transports collectifs actions CUCS                     | 37 300,00            | -5 580,00       |                      |                 | Ajustement compte tenu montant notifié en recette (voir subvention Etat)   | 1     |
| 11077                     | 011      | 422      | 6188   | Frais divers actions CUCS                              | 75 790,00            | -25 000,00      |                      |                 |  |       |
| 134                       | 011      | 823      | 6068   | Autres matières et fournitures                         | 90 000,00            | 15 000,00       |                      |                 | Complément pour l'achat de bulbes dans le cadre du concours des villes fleuries  |       |
| 160                       | 011      | 814      | 6156   | Entretien éclairage public                             | 170 000,00           | 10 000,00       |                      |                 | Complément lié aux remb. par assurances suite sinistres  | 12    |
| 23455                     | 011      | 026      | 6042   | Entretien cimetières                                   | 100 000,00           | 5 000,00        |                      |                 | Actualisation marché confié à l'association "un château pour l'emploi"(chantier d'insertion)   |       |
| 201                       | 011      | 024      | 6232   | Fêtes et cérémonies                                    | 7 198,00             | 2 500,00        |                      |                 | Divers achats liés aux commémorations du centenaire  |       |
| 11474                     | 011      | 024      | 6232   | Fêtes et cérémonies                                    | 19 800,00            | 30 000,00       |                      |                 | Commémorations centenaire de l'Armistice   |       |
| 11983                     | 011      | 024      | 6232   | Prestations diverses                                   | 6 597,00             | 2 825,00        |                      |                 | Retransmission matchs coupe du monde - gardiennage (sécurité)  |       |
| 27913                     | 011      | 811      | 61531  | Entretien réseaux VRD suite à sinistre                 | 40 000,00            | -20 000,00      |                      |                 | Minoration crédits en vue abondement ligne réseaux eaux pluviales  | 13    |
| 18725                     | 011      | 813      | 615231 | Entretien espaces piétons                              | 15 000,00            | -15 000,00      |                      |                 |  |       |
| 18687                     | 011      | 811      | 611    | Entretien réseaux eaux pluviales                       | 175 000,00           | 70 000,00       |                      |                 | Complément pour atteindre montant du marché (255k€ dépensés en 2017)   | 13    |
| 4599                      | 011      | 024      | 6155   | Maintenance fêtes et cérémonies                        | 0,00                 | 300,00          |                      |                 | Maintenance groupes électrogènes   |       |
| 11065                     | 011      | 024      | 6232   | Prestations fête nationale                             | 24 200,00            | 2 300,00        |                      |                 | Complément pour le 14 juillet  |       |
| 14153                     | 011      | 024      | 6135   | Locations mobilières événementiel                      | 5 212,00             | 5 495,00        |                      |                 | 14 juillet - Location d'une nacelle et d'un camion (900€) et location écran et sanitaires pour retransmission matchs coupe du monde (4.595€)   |       |
| 17473                     | 011      | 322      | 6188   | Frais divers Mémorial                                  | 13 775,00            | 3 500,00        |                      |                 | Frais d'insertion : spectacle Journées du Patrimoine, spectacle Centenaire et Guide de l'été   |       |
| 497                       | 67       | 01       | 673    | Annulation titres de recettes sur exercices antérieurs | 11 150,00            | 5 000,00        |                      |                 | titres annulés et réemis afin de permettre la poursuite des débiteurs  |       |

| N° Env.   | Chapitre | Fonction | Nature | Libellé Nature  | DEPENSES             |                 | RECETTES             |                 | commentaires   | Liens |
|---|----------|----------|--------|---|----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|--|-------|
|   |          |          |        |   | Crédits ouverts 2018 | Proposition DM2 | Crédits ouverts 2018 | Proposition DM2 |  |       |
| 18857   | 67       | 415      | 6748   | Subventions exceptionnelles domaine sportif           | 2 900,00             | 6 000,00        |                      |                 | Compiègne Handball Club (CHBC, 5.000 euros) + Amicale Sport Sapeurs Pompiers Compiègne (1.000 euros).                      |       |
| 19930   | 67       | 048      | 6748   | Subventions exceptionnelles coopération décentralisée | 1 000,00             | 3 000,00        |                      |                 | Association amis Maliens de L'ARC (AAMARC)   |       |
| 19932   | 67       | 025      | 6748   | autres subventions exceptionnelles                    | 2 500,00             | 1 000,00        |                      |                 | Aide à l'installation d'une antenne à Compiègne de Happiness la Web radio de l'Oise  |       |
| 23435   | 67       | 114      | 6748   | Autres subventions exceptionnelles                    | 5 850,00             | 6 000,00        |                      |                 | Subventions exceptionnelles dont politique ville conseil municipal du 23 mars 2018 (5.000€), Galant et Compagnies (1.000€) |       |
| 18856   | 67       | 30       | 6748   | Autres subv. Except. Domaine culturel                 | 30 300,00            | 20 500,00       |                      |                 | selon convention avec la mission centenaire et engagement de reversement pris par la Ville à un ensemble d'associations    | 11    |
| 7   | 023      | 01       | 023    | Prélèvement en faveur section investissement          | 3 376 445,00         | -120 868,00     |                      |                 | Pour équilibre section. A noter que la DMI augmentait ce prélèvement de +250k€.  |       |
| <b>TOTAL DES DEPENSES ET DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b> |          |          |        |   |                      | <b>1 352,00</b> |                      | <b>1 352,00</b> |  |       |
| <b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT</b>                           |          |          |        |   |                      | <b>0,00</b>     |                      |                 |  |       |

| N° Env.                         | Chapitre ou opération | Fonction | Nature | Libellé Nature  | DEPENSES             |                 | RECETTES             |                 | commentaires  | Liens |
|---------------------------------|-----------------------|----------|--------|---|----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|---|-------|
|                                 |                       |          |        |   | Crédits ouverts 2018 | Proposition DM2 | Crédits ouverts 2018 | Proposition DM2 |   |       |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |                       |          |        |   |                      |                 |                      |                 |   |       |
|                                 |                       |          |        | <b>Transferts de crédits :</b>  |                      |                 |                      |                 |   |       |
| 30260                           | 21                    | 321      | 2184   | Mobilier bibliothèques  | 0,00                 | 520,00          |                      |                 | Acquisition de transats pour la cour St Corneille à partir de crédits de fct.   | 3     |
| 30216                           | 20                    | 020      | 2031   | Frais d'études thermiques bâtiments communaux   | 20 000,00            | -20 000,00      |                      |                 | Travaux de rénovation thermique Crèche Ste Elisabeth, Les 41.034 euros complémentaires sont financés par la subvention DSIL               | 9     |
| 26857                           | 23                    | 020      | 2313   | Travaux d'économie d'énergie divers bâtiments   | 53 687,98            | 61 034,00       |                      |                 |   |       |
| 21293                           | 201104                | 321      | 2183   | Matériel informatique Bibliothèque Numérique  | 49 505,10            | -8 000,00       |                      |                 | Projet numérique bibliothèque   |       |
| 23457                           | 201104                | 321      | 2051   | Acquisition de logiciels Bibliothèque Numérique   | 9 840,00             | 8 000,00        |                      |                 |   |       |
| 18771                           | 23                    | 414      | 2313   | travaux centre régional équestre  | 53 618,20            | -2 000,00       |                      |                 | Ajust pour l'acquisition d'un tracteur  |       |
| 27899                           | 21                    | 2158     | 2158   | matériel technique centre équestre  | 22 000,00            | 2 000,00        |                      |                 |   |       |
| 30181                           | 21                    | 821      | 2188   | Acquisition de pompes à carburant   | 30 000,00            | -27 500,00      |                      |                 | Réaffectation comptable   |       |
| 30264                           | 23                    | 821      | 2315   | Remplacement des pompes à carburant du CTM  | 0,00                 | 27 500,00       |                      |                 |   |       |
| 18794                           | 23                    | 213      | 2313   | Prog annuel remplacement menuiseries écoles   | 134 295,95           | -850,00         |                      |                 | Acquisition d'un monte matériel en vue des travaux sur la toiture de la crèche Saint Elisabeth.   |       |
| 10559                           | 21                    | 020      | 2158   | matériel et outillage service bâtiment  | 5 342,50             | 850,00          |                      |                 |   |       |
|                                 |                       |          |        | <b>Ajustements ou inscriptions de crédits :</b>   |                      |                 |                      |                 |   |       |
| 744                             | 021                   | 01       | 021    | Prélèvement en provenance de la section de fct  |                      |                 | 3 376 445,00         | -120 868,00     | Ajustement pour équilibre section   |       |
| 17413                           | 024                   | 020      | 024    | Produits de cession   |                      |                 | 1 092 000,00         | -148 685,00     | Ajustement prévision du BP2018 au vu du programme de cession actualisé (-179k€) et du montant des créances (+30k€ de paiements différés). | 4     |
| 30208                           | 041                   | 323      | 18878  | Acquisition Collection LECURU   |                      |                 | 15 000,00            | 5 250,00        | constat de la dette en lien avec inscription de la dépense  | 5     |
| 30153                           | 13                    | 323      | 1321   | Subvention du service interministériel des Archives de France (SIAF) pour l'acquisition collection Lecuru |                      |                 | 4 500,00             | 3 000,00        | Ajustement au vu du montant obtenu  | 14    |

| N° Env.  | Chapitre | Fonction | Nature | Libellé Nature  | DEPENSES             |                 | RECETTES             |                   | commentaires   | Liens |
|--|----------|----------|--------|---|----------------------|-----------------|----------------------|-------------------|--|-------|
|  |          |          |        |   | Crédits ouverts 2018 | Proposition DM2 | Crédits ouverts 2018 | Proposition DM2   |  |       |
| 30054  | 13       | 822      | 1323   | Subvention CD 60 Square de l'Echarde  |                      |                 | 40 000,00            | -6 700,00         |  |       |
| 30249  | 13       | 822      | 1321   | Subvention Etat Square de l'Echarde   |                      |                 | 0,00                 | 18 700,00         | Ajustement des prévisions de recettes au vu des taux de subventions attendus qui génère une recette globale supplémentaire de +23,3k€.                     |       |
| 30060  | 13       | 823      | 1323   | Subvention CD 60 Square du Vivier Corax   |                      |                 | 36 700,00            | -3 400,00         |  |       |
| 30250  | 13       | 822      | 1321   | Subvention Etat Square du Vivier Corax  |                      |                 | 0,00                 | 16 700,00         |  |       |
| 30252  | 13       | 110      | 1321   | Subvention FIPD Videoprotection   |                      |                 | 0,00                 | 8 230,00          | subvention selon notification  | 6     |
| 30270  | 13       | 816      | 1321   | Subvention DSIL   |                      |                 | 0,00                 | 41 034,00         | Travaux de rénovation thermique Crèche Ste Elisabeth   | 9     |
| 30170  | 13       | 212      | 1321   | Subvention FIPD   |                      |                 | 0,00                 | 11 667,00         | Subvention liée travaux sécurité écoles  | 8     |
| 29040  | 13       | 020      | 1322   | Subvention Région   |                      |                 | 0,00                 | 32 960,00         | Travaux pourtour salle Debussy et Ecole P. Lebesgue  |       |
| 28991  | 13       | 822      | 1323   | Subvention CD60 rue Wemyss  |                      |                 | 40 700,00            | -9 000,00         | Ajustement compte tenu diminution des dépenses   | 10    |
| 30286  | 13       | 830      | 1328   | Subventions autres organismes   |                      |                 | 0,00                 | 24 000,00         | Subvention ADEME étude géothermie réseau de chaleur  | 15    |
| 11083  | 13       | 01       | 1342   | Produit des amendes de police   |                      |                 | 100 000,00           | 365 661,00        | Notification du 28/05/2018 qui correspond au reversement de l'année 2017 (avant réforme droits de stationnement)   |       |
| 30277  | 041      | 01       | 21318  | Autres constructions  |                      |                 | 0,00                 | 702 734,00        | constatation rétrocession des 4 collèges au département (322k€) et cession immeuble à l'UTC (381k€) (voir dépense à l'identique)                           | 7     |
| 30280  | 27       | 01       | 2762   | Créance sur transfert de droit à déduction  |                      |                 |                      | 29 035,00         | Reversement de TVA obtenu de la part du délégataire sur l'Eau (créance issue d'un compte du budget annexe de l'Eau clôturé et repris au budget principal). |       |
| 30281  | 20       | 830      | 2031   | Etude géothermie réseau chaleur   | 0,00                 | 48 000,00       |                      |                   | étude en vue de l'introduction d'une énergie renouvelable au réseau de chaleur   | 15    |
| 30282  | 20       | 822      | 2031   | Etude requalification place Saint Antoine   | 0,00                 | 20 000,00       |                      |                   | étude en vue de travaux  |       |
| 30271  | 041      | 01       | 204412 | Subv. d'équipement en nature collectivité publique                                    | 0                    | 702 734,00      |                      |                   | constatation rétrocession des 4 collèges au département et cession immeuble à l'UTC (voir recette à l'identique)   | 7     |
| 30205  | 041      | 323      | 2166   | Acquisition Collection LECLURU  | 15 000,00            | 5 250,00        |                      |                   | Ajout frais de notaire   | 5     |
| 12052  | 21       | 821      | 2182   | Acquisition véhicule  | 232 620,00           | 8 000,00        |                      |                   | Acquisition véhicule occasion en remplacement véhicule accidenté   |       |
| 15270  | 21       | 112      | 2188   | Acquisition d'équipement pour la police municipale                                    | 35 750,00            | 5 000,00        |                      |                   | Acquisition de verbalisateurs électroniques  |       |
| 18876  | 23       | 026      | 2313   | Equipements des cimetières  | 46 409,20            | 21 000,00       |                      |                   | installation columbarium   |       |
| 11108  | 23       | 212      | 2313   | Travaux sécurité écoles   | 26 000,00            | 18 400,00       |                      |                   | Installation de visiophones avec subvention FIPD   | 8     |
| 30278  | 23       | 324      | 2313   | Travaux restauration monument Guynemer  | 0,00                 | 12 000,00       |                      |                   | Reprise gravure pierre et ensemble lettrage socle statue   |       |
| 10531  | 23       | 816      | 2315   | Enfouissement réseaux rue Lorraine et Vermenton                                       | 290 000,00           | -25 000,00      |                      |                   | Ajustement au vu des montants des marchés publics  |       |
| 30283  | 21       | 822      | 2188   | Fournitures pour le réaménagement de la place de l'Hdv                                | 0,00                 | 10 000,00       |                      |                   | Création d'une plateforme pavés en lieu et place de espaces verts actuels  |       |
| 30278  | 21       | 822      | 2315   | Travaux de réaménagement de la place de l'Hdv   | 0                    | 26 000,00       |                      |                   |  |       |
| 20017  | 2008     | 824      | 2315   | travaux d'aménagement d'une clôture dans la coulée verte - Quartier du Clos des Roses | 0,00                 | 45 000,00       |                      |                   | délibération du 23 mars 2018   |       |
| 15212  | 23       | 110      | 2315   | Equipement vidéo surveillance urbaine   | 348 949,00           | 8 230,00        |                      |                   | Abondement en dépense selon subvention notifiée en recette   | 6     |
| 28980  | 23       | 822      | 2315   | Travaux rue Amiral Wemyss   | 250 000,00           | -40 000,00      |                      |                   | Ajustement au vu des montants des marchés publics  | 10    |
| 30284  | 23       | 822      | 2313   | Travaux stade de football de Mercières  | 0,00                 | 28 400,00       |                      |                   | Création d'un accès sécurisé au stade  |       |
| 20032  | 23       | 323      | 2318   | Travaux de restauration registres archives  | 5 234,75             | 3 750,00        |                      |                   | Réabondement de l'enveloppe suite transfert crédits pour acquisition collection Lecuru   | 5     |
| 30272  | 27       | 01       | 2764   | Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé                      | 0,00                 | 30 000,00       |                      |                   | Cessions foncières avec paiement différé selon délibérations du 29 juin 2018 : constatation de la créance.   | 4     |
| <b>TOTAL DES DEPENSES ET DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |          |          |        |   |                      |                 | <b>968 318,00</b>    | <b>968 318,00</b> |  |       |
| <b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT</b>                           |          |          |        |   |                      |                 | <b>0,00</b>          |                   |  |       |

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**COMMUNE DE COMPIEGNE**

Numéro SIRET : 21 600 158 600 017

**POSTE COMPTABLE DE COMPIEGNE**

**M 14**

**DECISION MODIFICATIVE 2**  
 **voté par nature**

**BUDGET : 01 VILLE DE COMPIEGNE**

**ANNEE 2018**

**SOMMAIRE**

| Pages |   |       |
|-------|---|-------|
|       | <b>I - Informations générales</b>   |       |
|       | A - Informations statistiques, fiscales et financières                                      |       |
| 1     | B - Modalités de vote du budget   |       |
|       | <b>II - Présentation générale du budget</b>   |       |
| 2     | A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser                   |       |
| 3     | A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres                                 |       |
| 4     | A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres                                  |       |
| 5     | B1 - Balance générale du budget - Dépenses  |       |
| 6     | B2 - Balance générale du budget - Recettes  |       |
|       | <b>III - Vote du budget</b>   |       |
| 7-9   | A1 - Section de fonctionnement - Détails des dépenses - Articles                            |       |
| 10-11 | A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes - Articles                             |       |
| 12-13 | B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses   |       |
| 14-15 | B2 - Section d'investissement - Détail des recettes   |       |
| 16    | B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles                             |       |
|       | <b>IV - Annexes</b>   |       |
|       | <b>A - Eléments du bilan</b>  |       |
|       | A1 - Présentation croisée par fonction (1)  | Néant |
|       | A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement                            | Néant |
|       | A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement                            | Néant |
|       | A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie                                  | Néant |
|       | A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dettes                                  | Néant |
|       | A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux                    | Néant |
|       | A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours                          | Néant |
|       | A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture                               | Néant |
|       | A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement            | Néant |
|       | A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N                         | Néant |
|       | A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme                | Néant |
|       | A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes   | Néant |
|       | A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements   | Néant |
|       | A4 - Etat des provisions  | Néant |
|       | A5 - Etalement des provisions   | Néant |
|       | A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses                                      | Néant |
|       | A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes                                      | Néant |
|       | A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Fonct. (2) | Néant |
|       | A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Invest.(2) | Néant |
|       | A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM – Fonctionnement (4)                            | Néant |
|       | A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM – Investissement (4)                            | Néant |
|       | A8 - Etat des charges transférées   | Néant |
|       | <b>B - Engagements hors bilan</b>   |       |
|       | B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement                         | Néant |
|       | B1.2 - Calcul du ratio d'endettement  | Néant |
|       | B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail   | Néant |
|       | B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé  | Néant |
|       | B1.5 - Etat des autres engagements donnés   | Néant |
|       | B1.6 - Etat des engagements reçus   | Néant |
| 17    | B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)                              |       |
|       | B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents             | Néant |
|       | B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents             | Néant |
|       | B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale                                 | Néant |
|       | <b>C - Autres éléments d'informations</b>   |       |
|       | C1 - Etat du personnel  | Néant |
|       | C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier                  | Néant |
|       | C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement   | Néant |
|       | C3.2 - Liste des établissements publics créés   | Néant |
|       | C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe                              | Néant |
|       | C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe                | Néant |
|       | <b>D - Décisions en matière des taux de contributions directes - Arrêté et signatures</b>   |       |
|       | D1 - Décisions en matière de taux de contributions directes                                 | Néant |
|       | D2 - Arrêté et signatures   |       |

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activités uniques érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier - Informations générales - annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan. Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| I - INFORMATIONS GENERALES  | I |
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

**POUR MÉMOIRE (1)**

- I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature:
- au niveau (2) du **Chapitre** pour la section de fonctionnement,
  - au niveau (2) du **Chapitre** pour la section d'investissement.
    - (3) sans les chapitres «opérations d'équipement » de l'état III B 3.
    - (4) sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

.....  
 .....

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

.....

III - Les provisions sont (5) :  
 semi-budgétaires

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf colonne "Pour mémoire") s'effectue par rapport à la colonne du budget

- ~~primitif~~ ou cumulé - de l'exercice précédent (2)

Si le présent budget est un budget supplémentaire, reporter le budget primitif et le cumul des décisions budgétaires du budget en cours.

V - Le présent budget a été voté (2) :

~~sans reprise des résultats de l'exercice N-1~~

~~avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1~~

avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement)

- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

|                                      |    |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE                       | A1 |

**FUNCTIONNEMENT**

|  |   | DEPENSES DE LA SECTION<br>DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>DE FONCTIONNEMENT |
|--|---|---|---|
| V<br>O<br>T<br>E                                 | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES<br>AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 1 352.00                                    | 1 352.00                                    |
| +  |   | +   | +   |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S                  | RESTES A REALISER (R.A.R)<br>DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)          |   |   |
|  | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)                        | (si déficit)                                | (si excédent)                               |
| =  |   | =   | =   |
| <b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)</b> |   | <b>1 352.00</b>                             | <b>1 352.00</b>                             |

**INVESTISSEMENT**

|   |  | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT |
|---|--|--|--|
| V<br>O<br>T<br>E                                | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1)<br>VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET<br>(y compris le compte 1068) | 968 318.00                                 | 968 318.00                                 |
| +   |  | +  | +  |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S                 | RESTES A REALISER (R.A.R)<br>DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)                                       |  |  |
|   | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)                            | (si solde négatif)                         | (si solde positif)                         |
| =   |  | =  | =  |
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b> |  | <b>968 318.00</b>                          | <b>968 318.00</b>                          |

**TOTAL**

|                            |                   |                   |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL DU BUDGET (3)</b> | <b>969 670.00</b> | <b>969 670.00</b> |
|----------------------------|-------------------|-------------------|

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT)

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET  | II |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES | A2 |

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.   | Libellé  | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III       | TOTAL IV=I+II+III    |
|---|--|----------------------------|------------------------------|------------------------|--------------------|----------------------|
| 011   | CHARGES A CARACTERE GENERAL                        | 14 044 785.00              |                              | 76 770.00              | 76 770.00          | 14 121 535.00        |
| 012   | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES            | 34 420 000.00              |                              | 3 950.00               | 3 950.00           | 34 423 950.00        |
| 014   | ATTENUATIONS DE PRODUITS                           | 35 000.00                  |                              |                        |                    | 35 000.00            |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                 | 4 139 453.00               |                              |                        |                    | 4 139 453.00         |
| 656   | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS         |                            |                              |                        |                    |                      |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       |  | <b>52 639 218.00</b>       |                              | <b>80 720.00</b>       | <b>80 720.00</b>   | <b>52 719 938.00</b> |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                                | 1 350 000.00               |                              |                        |                    | 1 350 000.00         |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                            | 304 245.66                 |                              | 41 500.00              | 41 500.00          | 345 745.66           |
| 68  | DOTATIONS AUX PROVISIONS (4)                       | 41 600.00                  |                              |                        |                    | 41 600.00            |
| 022   | DEPENSES IMPREVUES                                 |                            |                              |                        |                    |                      |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> |  | <b>54 335 063.66</b>       |                              | <b>122 220.00</b>      | <b>122 220.00</b>  | <b>54 457 283.66</b> |
| 023   | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)         | 3 376 445.00               |                              | -120 868.00            | -120 868.00        | 3 255 577.00         |
| 042   | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5) | 1 683 430.00               |                              |                        |                    | 1 683 430.00         |
| 043   | OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5)    |                            |                              |                        |                    |                      |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |  | <b>5 059 875.00</b>        |                              | <b>-120 868.00</b>     | <b>-120 868.00</b> | <b>4 939 007.00</b>  |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>59 394 938.66</b>       |                              | <b>1 352.00</b>        | <b>1 352.00</b>    | <b>59 396 290.66</b> |

|   |  |                      |
|---|--|----------------------|
| + | D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)               |                      |
| = | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>59 396 290.66</b> |

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.   | Libellé  | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III      | TOTAL IV=I+II+III    |
|---|--|----------------------------|------------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 013   | ATTENUATIONS DE CHARGES                              | 400 000.00                 |                              |                        |                   | 400 000.00           |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 4 050 150.00               |                              |                        |                   | 4 050 150.00         |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                      | 42 067 408.00              |                              | -131 068.00            | -131 068.00       | 41 936 340.00        |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 10 339 952.00              |                              | 86 820.00              | 86 820.00         | 10 426 772.00        |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 693 973.00                 |                              |                        |                   | 693 973.00           |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |  | <b>57 551 483.00</b>       |                              | <b>-44 248.00</b>      | <b>-44 248.00</b> | <b>57 507 235.00</b> |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  | 10.70                      |                              |                        |                   | 10.70                |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               | 554 500.00                 |                              | 45 600.00              | 45 600.00         | 600 100.00           |
| 78  | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (4)        |                            |                              |                        |                   |                      |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |  | <b>58 105 993.70</b>       |                              | <b>1 352.00</b>        | <b>1 352.00</b>   | <b>58 107 345.70</b> |
| 042   | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)   | 81 250.00                  |                              |                        |                   | 81 250.00            |
| 043   | OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5)      |                            |                              |                        |                   |                      |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |  | <b>81 250.00</b>           |                              |                        |                   | <b>81 250.00</b>     |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>58 187 243.70</b>       |                              | <b>1 352.00</b>        | <b>1 352.00</b>   | <b>58 188 595.70</b> |

|   |  |                      |
|---|--|----------------------|
| + | R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)               | 1 207 694.96         |
| = | <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>59 396 290.66</b> |

**Pour information :**

|  |                     |
|--|---------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT(6)</b> | <b>4 857 757.00</b> |
|--|---------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|                                      |    |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES | A3 |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap. | Libellé  | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III      | TOTAL IV=I+II+III    |
|-------|--|----------------------------|------------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 010   | STOCKS (5)   |                            |                              |                        |                   |                      |
| 20    | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)                   | 572 378.00                 |                              | 48 000.00              | 48 000.00         | 620 378.00           |
| 204   | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                                   | 544 000.00                 |                              |                        |                   | 544 000.00           |
| 21    | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                | 2 028 304.74               |                              | -1 130.00              | -1 130.00         | 2 027 264.74         |
| 22    | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)                  |                            |                              |                        |                   |                      |
| 23    | IMMOBILISATIONS EN COURS                                   | 5 955 304.61               |                              | 138 464.00             | 138 464.00        | 6 093 768.61         |
|       | Total des opérations d'équipement                          | 1 851 359.71               |                              | 45 000.00              | 45 000.00         | 1 896 359.71         |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>                     | <b>10 951 437.06</b>       |                              | <b>230 334.00</b>      | <b>230 334.00</b> | <b>11 181 771.06</b> |
| 10    | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                        | 71 528.56                  |                              |                        |                   | 71 528.56            |
| 13    | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES                        |                            |                              |                        |                   |                      |
| 16    | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                              | 4 402 000.00               |                              |                        |                   | 4 402 000.00         |
| 18    | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (7)                       |                            |                              |                        |                   |                      |
| 26    | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                            |                              |                        |                   |                      |
| 27    | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         |                            |                              | 30 000.00              | 30 000.00         | 30 000.00            |
| 020   | DEPENSES IMPREVUES   |                            |                              |                        |                   |                      |
|       | Total des dépenses financières                             | 4 473 528.56               |                              | 30 000.00              | 30 000.00         | 4 503 528.56         |
| 45... | Total des opé.pour compte de tiers(8)                      |                            |                              |                        |                   |                      |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>         | <b>15 424 965.62</b>       |                              | <b>260 334.00</b>      | <b>260 334.00</b> | <b>15 685 299.62</b> |
| 040   | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)         | 81 250.00                  |                              |                        |                   | 81 250.00            |
| 041   | OPERATIONS PATRIMONIALES (4)                               | 15 000.00                  |                              | 707 984.00             | 707 984.00        | 722 984.00           |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>         | <b>96 250.00</b>           |                              | <b>707 984.00</b>      | <b>707 984.00</b> | <b>804 234.00</b>    |
|       | <b>TOTAL</b>   | <b>15 521 215.62</b>       |                              | <b>968 318.00</b>      | <b>968 318.00</b> | <b>16 489 533.62</b> |

|   |                      |
|---|----------------------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 3 228 540.87         |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>     | <b>19 718 074.49</b> |

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap. | Libellé  | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III      | TOTAL IV=I+II+III    |
|-------|--|----------------------------|------------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 010   | STOCKS (5)   |                            |                              |                        |                   |                      |
| 13    | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)             | 3 716 417.06               |                              | 500 852.00             | 500 852.00        | 4 217 269.06         |
| 16    | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)                   | 3 683 000.00               |                              |                        |                   | 3 683 000.00         |
| 20    | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)                   |                            |                              |                        |                   |                      |
| 204   | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES                                   |                            |                              |                        |                   |                      |
| 21    | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                |                            |                              |                        |                   |                      |
| 22    | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)                  |                            |                              |                        |                   |                      |
| 23    | IMMOBILISATIONS EN COURS                                   |                            |                              |                        |                   |                      |
|       | Total des recettes d'équipement                            | 7 399 417.06               |                              | 500 852.00             | 500 852.00        | 7 900 269.06         |
| 10    | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)            | 2 084 025.86               |                              |                        |                   | 2 084 025.86         |
| 1068  | EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES (9)                | 3 033 910.14               |                              |                        |                   | 3 033 910.14         |
| 165   | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS                             | 2 000.00                   |                              |                        |                   | 2 000.00             |
| 18    | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (7)                       |                            |                              |                        |                   |                      |
| 26    | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                            |                              |                        |                   |                      |
| 27    | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         | 2 000.00                   |                              | 29 035.00              | 29 035.00         | 31 035.00            |
| 024   | PRODUITS DES CESSIONS                                      | 1 092 000.00               |                              | -148 685.00            | -148 685.00       | 943 315.00           |
|       | Total des recettes financières                             | 6 213 936.00               |                              | -119 650.00            | -119 650.00       | 6 094 286.00         |
| 45... | Total des opé.pour compte de tiers(8)                      |                            |                              |                        |                   |                      |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>         | <b>13 613 353.06</b>       |                              | <b>381 202.00</b>      | <b>381 202.00</b> | <b>13 994 555.06</b> |
| 021   | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (4)               | 3 376 445.00               |                              | -120 868.00            | -120 868.00       | 3 255 577.00         |
| 040   | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)         | 1 683 430.00               |                              |                        |                   | 1 683 430.00         |
| 041   | OPERATIONS PATRIMONIALES (4)                               | 15 000.00                  |                              | 707 984.00             | 707 984.00        | 722 984.00           |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>         | <b>5 074 875.00</b>        |                              | <b>587 116.00</b>      | <b>587 116.00</b> | <b>5 661 991.00</b>  |
|       | <b>TOTAL</b>   | <b>18 688 228.06</b>       |                              | <b>968 318.00</b>      | <b>968 318.00</b> | <b>19 656 546.06</b> |

|   |                      |
|---|----------------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 61 528.43            |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>     | <b>19 718 074.49</b> |

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DEGAGE PAR LA SECTION<br/>DE FONCTIONNEMENT(10)</b> | <b>4 857 757.00</b> |
|---|---------------------|

(1) Cf. Modalités de vote I-B

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (jardissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'amortissement de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement affectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) RI 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|                                      |    |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET           | B1 |

1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

|   | FONCTIONNEMENT                                 | Opérations réelles<br>(1) | Opérations d'ordre<br>(2) | TOTAL           |
|---|--|---------------------------|---------------------------|-----------------|
| 011                                       | CHARGES A CARACTERE GENERAL                    | 76 770.00                 |                           | 76 770.00       |
| 012                                       | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES        | 3 950.00                  |                           | 3 950.00        |
| 014                                       | ATTENUATIONS DE PRODUITS                       |                           |                           |                 |
| 60  | ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)             |                           |                           |                 |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE             |                           |                           |                 |
| 656                                       | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS (4) |                           |                           |                 |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                            |                           |                           |                 |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                        | 41 500.00                 |                           | 41 500.00       |
| 68  | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS     |                           |                           |                 |
| 022                                       | DEPENSES IMPREVUES                             |                           |                           |                 |
| 023                                       | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT         |                           | -120 868.00               | -120 868.00     |
| <b>Dépenses de fonctionnement - Total</b> |  | <b>122 220.00</b>         | <b>-120 868.00</b>        | <b>1 352.00</b> |

+

|                                    |
|------------------------------------|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE |
|------------------------------------|

=

|  |                 |
|--|-----------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>1 352.00</b> |
|--|-----------------|

|  | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles<br>(1) | Opérations d'ordre<br>(2) | TOTAL             |
|--|--|---------------------------|---------------------------|-------------------|
| 10                                       | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                        |                           |                           |                   |
| 13                                       | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                               |                           |                           |                   |
| 15                                       | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)                     |                           |                           |                   |
| 16                                       | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)   |                           |                           |                   |
| 18                                       | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (6)                        |                           |                           |                   |
|  | Total des opérations d'équipement                          | 45 000.00                 |                           | 45 000.00         |
| 20                                       | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(6)                | 48 000.00                 |                           | 48 000.00         |
| 21                                       | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)                            | -1 130.00                 | 5 250.00                  | 4 120.00          |
| 22                                       | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6) (9)              |                           |                           |                   |
| 23                                       | IMMOBILISATIONS EN COURS (6)                               | 138 464.00                |                           | 138 464.00        |
| 26                                       | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                           |                           |                   |
| 27                                       | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         | 30 000.00                 |                           | 30 000.00         |
| 28                                       | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS (reprise)               |                           |                           |                   |
| 29                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (5)       |                           |                           |                   |
| 39                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN-COURS (5)    |                           |                           |                   |
| 45...                                    | Total des opérations pour compte de tiers (7)              |                           |                           |                   |
| 481                                      | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES                 |                           |                           |                   |
| 49                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (5)      |                           |                           |                   |
| 59                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (5)    |                           |                           |                   |
| 3...                                     | Stocks   |                           |                           |                   |
| 020                                      | DEPENSES IMPREVUES   |                           |                           |                   |
| <b>Dépenses d'investissement - Total</b> |  | <b>260 334.00</b>         | <b>5 250.00</b>           | <b>265 584.00</b> |

+

|   |
|---|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE |
|---|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>265 584.00</b> |
|---|-------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres «opérations d'équipement»

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|                                      |    |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET           | B2 |

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

|   | FONCTIONNEMENT                                      | Opérations réelles<br>(1) | Opérations d'ordre<br>(2) | TOTAL           |
|---|---|---------------------------|---------------------------|-----------------|
| 013                                       | ATTENUATIONS DE CHARGES                             |                           |                           |                 |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES |                           |                           |                 |
| 71  | PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)                  |                           |                           |                 |
| 72  | TRAVAUX EN REGIE                                    |                           |                           |                 |
| 73  | IMPOTS ET TAXES                                     | -131 068.00               |                           | -131 068.00     |
| 74  | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS                         | 86 820.00                 |                           | 86 820.00       |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                 |                           |                           |                 |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                 |                           |                           |                 |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                              | 45 600.00                 |                           | 45 600.00       |
| 78  | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS           |                           |                           |                 |
| 79  | TRANSFERTS DE CHARGES                               |                           |                           |                 |
| <b>Recettes de fonctionnement - Total</b> |   | <b>1 352.00</b>           |                           | <b>1 352.00</b> |

+

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE |  |
|------------------------------------|--|

=

|  |                 |
|--|-----------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>1 352.00</b> |
|--|-----------------|

|  | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles<br>(1) | Opérations d'ordre<br>(2) | TOTAL             |
|--|--|---------------------------|---------------------------|-------------------|
| 13                                       | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                               | 500 852.00                |                           | 500 852.00        |
| 15                                       | PROVISIONS RISQUES ET CHARGES (4)                          |                           |                           |                   |
| 18                                       | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (6)                        |                           |                           |                   |
| 20                                       | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)                   |                           |                           |                   |
| 21                                       | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                |                           | 702 734.00                | 702 734.00        |
| 22                                       | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (7)                  |                           |                           |                   |
| 23                                       | IMMOBILISATIONS EN COURS                                   |                           |                           |                   |
| 26                                       | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                           |                           |                   |
| 27                                       | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         | 29 035.00                 |                           | 29 035.00         |
| 28                                       | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS                         |                           |                           |                   |
| 29                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (4)       |                           |                           |                   |
| 45...                                    | Opérations pour compte de tiers (5)                        |                           |                           |                   |
| 49                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (4)      |                           |                           |                   |
| 59                                       | PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (4)    |                           |                           |                   |
| 3...                                     | Stocks   |                           |                           |                   |
| 021                                      | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT                   |                           | -120 868.00               | -120 868.00       |
| 024                                      | PRODUITS DES CESSIONS                                      | -148 685.00               |                           | -148 685.00       |
| <b>Recettes d'investissement - Total</b> |  | <b>381 202.00</b>         | <b>581 866.00</b>         | <b>963 068.00</b> |

+

|   |  |
|---|--|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE |  |
|---|--|

+

|                            |  |
|----------------------------|--|
| AFFECTATION AU COMPTE 1068 |  |
|----------------------------|--|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>963 068.00</b> |
|---|-------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|   |     |
|---|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                            | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES | A1  |

| Chap/<br>art(1) | Libellé (1)  | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)   |
|-----------------|--|-----------------------------|-------------------------------|------------|
| 011             | CHARGES A CARACTERE GENERAL                                      | 14 044 765.00               | 76 770.00                     | 76 770.00  |
| 6042            | ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER | 1 041 000.00                | 5 000.00                      | 5 000.00   |
| 60611           | EAU ET ASSAINISSEMENT  | 371 400.00                  |                               |            |
| 60612           | ENERGIE ET ELECTRICITE   | 1 320 600.00                |                               |            |
| 60613           | CHAUFFAGE URBAIN   | 1 599 000.00                |                               |            |
| 60621           | COMBUSTIBLES   | 4 500.00                    |                               |            |
| 60622           | CARBURANTS   | 229 000.00                  |                               |            |
| 60623           | ALIMENTATION   | 175 850.00                  |                               |            |
| 60628           | AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES                                  | 154 275.00                  |                               |            |
| 60631           | FOURNITURES D'ENTRETIEN  | 103 250.00                  |                               |            |
| 60632           | FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT                                  | 213 060.00                  |                               |            |
| 60633           | FOURNITURES DE VOIRIE  | 112 000.00                  |                               |            |
| 60636           | VETEMENTS DE TRAVAIL   | 56 367.00                   |                               |            |
| 6064            | FOURNITURES ADMINISTRATIVES                                      | 33 020.00                   |                               |            |
| 6065            | LIVRES DISQUES CASSETTES (BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUE)            | 73 000.00                   |                               |            |
| 6067            | FOURNITURES SCOLAIRES  | 100 000.00                  |                               |            |
| 6068            | AUTRES MATIERES ET FOURNITURES                                   | 715 350.00                  | 14 480.00                     | 14 480.00  |
| 611             | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES         | 529 804.00                  | 70 000.00                     | 70 000.00  |
| 6132            | LOCATIONS IMMOBILIERES   | 187 100.00                  |                               |            |
| 6135            | LOCATIONS MOBILIERES   | 518 450.00                  | 5 495.00                      | 5 495.00   |
| 614             | CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE                              | 311 900.00                  |                               |            |
| 61521           | ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS                            | 947 000.00                  |                               |            |
| 615221          | ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS                                  | 263 875.00                  |                               |            |
| 615228          | ENTRETIEN AUTRES BATIMENTS                                       | 3 500.00                    |                               |            |
| 615231          | ENTRETIEN VOIRIES  | 392 000.00                  | -35 000.00                    | -35 000.00 |
| 615232          | ENTRETIEN DES RESEAUX  | 167 100.00                  |                               |            |
| 61551           | ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT                        | 79 500.00                   |                               |            |
| 61558           | ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES                 | 211 595.00                  |                               |            |
| 6156            | MAINTENANCE  | 916 554.00                  | 10 300.00                     | 10 300.00  |
| 6161            | PRIMES ASSURANCE MULTIRISQUES                                    | 347 500.00                  |                               |            |
| 617             | ETUDES ET RECHERCHES   | 67 000.00                   |                               |            |
| 6182            | DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE                              | 18 400.00                   |                               |            |
| 6184            | VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION                         | 85 850.00                   |                               |            |
| 6188            | AUTRES FRAIS DIVERS  | 652 012.00                  | -21 500.00                    | -21 500.00 |
| 6225            | INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS                        | 3 500.00                    |                               |            |
| 6226            | HONORAIRES   | 110 400.00                  | -3 950.00                     | -3 950.00  |
| 6227            | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX                                  | 72 600.00                   |                               |            |
| 6228            | DIVERS   | 47 090.00                   |                               |            |
| 6231            | ANNONCES ET INSERTIONS   | 27 870.00                   |                               |            |
| 6232            | FETES ET CEREMONIES  | 551 139.00                  | 37 625.00                     | 37 625.00  |
| 6236            | CATALOGUES ET IMPRIMES   | 9 200.00                    |                               |            |
| 6237            | PUBLICATIONS   | 117 590.00                  |                               |            |
| 6238            | DIVERS   | 29 620.00                   |                               |            |
| 6247            | TRANSPORTS COLLECTIFS  | 211 500.00                  | -5 680.00                     | -5 680.00  |
| 6248            | DIVERS   | 8 000.00                    |                               |            |
| 6251            | VOYAGES ET DEPLACEMENTS  | 19 140.00                   |                               |            |
| 6256            | MISSIONS   | 800.00                      |                               |            |
| 6257            | RECEPTIONS   | 67 774.00                   |                               |            |
| 6261            | FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT   | 92 000.00                   |                               |            |
| 6262            | FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS                                      | 195 300.00                  |                               |            |
| 627             | SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES                                  | 3 000.00                    |                               |            |
| 6281            | CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)                                    | 59 100.00                   |                               |            |
| 6282            | FRAIS DE GARDIENNAGE (EGLISE, FORET, BOIS COMMUNAUX)             | 9 330.00                    |                               |            |
|                 | DES LOCAUX   | 50 000.00                   |                               |            |

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|   |     |
|---|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                            | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES | A1  |

| Chap./<br>art(1)   | Libellé (1)   | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)         |
|--|---|-----------------------------|-------------------------------|------------------|
| 62876  | REMBOURSEMENT DE FRAIS AU GFP DE RATTACHEMENT                         | 162 000.00                  |                               |                  |
| 63512  | TAXES FONCIERES   | 182 300.00                  |                               |                  |
| 63513  | AUTRES IMPOTS LOCAUX  | 5 500.00                    |                               |                  |
| 6353   | IMPOTS INDIRECTS  | 1 000.00                    |                               |                  |
| 6355   | TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES                                     | 7 000.00                    |                               |                  |
| 637  | AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)           | 1 200.00                    |                               |                  |
| <b>012</b>   | <b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>                        | <b>34 420 000.00</b>        | <b>3 950.00</b>               | <b>3 950.00</b>  |
| 6216   | PERSONNEL AFFECTE PAR LE GFP  | 1 376 600.00                |                               |                  |
| 6331   | VERSEMENT DE TRANSPORT  | 168 093.00                  |                               |                  |
| 6336   | COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION                          | 171 554.00                  |                               |                  |
| 64111  | REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE                           | 15 003 180.00               |                               |                  |
| 64112  | NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE      | 545 601.00                  |                               |                  |
| 64118  | AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE                                 | 2 179 003.00                |                               |                  |
| 64131  | REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE                                  | 5 000 743.00                |                               |                  |
| 64168  | AUTRES EMPLOIS D'INSERTION  | 389 544.00                  |                               |                  |
| 6417   | REMUNERATION DES APPRENTIS  | 59 257.00                   |                               |                  |
| 6451   | COTISATIONS A L'URSSAF  | 4 012 756.00                |                               |                  |
| 6453   | COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE                                   | 4 767 862.00                |                               |                  |
| 6455   | COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL                               | 238 000.00                  | 3 950.00                      | 3 950.00         |
| 6457   | COTISATIONS SOCIALES LIEES A L'APPRENTISSAGE                          | 4 544.00                    |                               |                  |
| 6458   | COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX                             | 56 599.00                   |                               |                  |
| 6472   | PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES                                       | 18 076.00                   |                               |                  |
| 64731  | ALLOCATIONS CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT                               | 342 588.00                  |                               |                  |
| 6475   | MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE  | 86 000.00                   |                               |                  |
| <b>014</b>   | <b>ATTENUATIONS DE PRODUITS</b>                                       | <b>35 000.00</b>            |                               |                  |
| 7391172  | DEGREVEMENT DE TAXE D HABITATION SUR LES LOGEMENTS VAGANTS            | 35 000.00                   |                               |                  |
| <b>65</b>  | <b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>                             | <b>4 139 453.00</b>         |                               |                  |
| 6521   | DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF                 | 400 000.00                  |                               |                  |
| 6531   | INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS                         | 302 000.00                  |                               |                  |
| 6532   | FRAIS DE MISSIONS MAIRES ADJOINTS CONSEILLERS                         | 4 000.00                    |                               |                  |
| 6533   | COTISATIONS DE RETRAITE ELUS  | 28 000.00                   |                               |                  |
| 6535   | FORMATIONS ELUS   | 2 500.00                    |                               |                  |
| 6541   | CREANCES ADMISES EN NON VALEUR  | 14 000.00                   |                               |                  |
| 6542   | CREANCES ETEINTES   | 8 500.00                    |                               |                  |
| 65548  | AUTRES CONTRIBUTIONS ORGANISMES DE GROUPEMENT                         | 275 000.00                  |                               |                  |
| 6556   | CONTINGENTS PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES INDEMNITES LOGMT INSTITUTEURS | 700.00                      |                               |                  |
| 65732  | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT A LA REGION                             | 19 500.00                   |                               |                  |
| 657362   | SUBVENTION C.C.A.S.   | 323 000.00                  |                               |                  |
| 6574   | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES   | 2 762 253.00                |                               |                  |
| <b>656</b>   | <b>FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS</b>                     |                             |                               |                  |
| <b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)=(011+012+014+65+656)</b> |   | <b>52 639 218.00</b>        | <b>80 720.00</b>              | <b>80 720.00</b> |

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|   |     |
|---|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                            | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES | A1  |

| Chap./<br>art(1)                              | Libellé (1)   | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)          |
|---|---|-----------------------------|-------------------------------|-------------------|
| 66  | <b>CHARGES FINANCIERES(b)</b>   | 1 350 000.00                |                               |                   |
| 66111   | INTERETS REGLES A L'ECHEANCE  | 1 360 000.00                |                               |                   |
| 66112   | INTERETS-RATTACHEMENT DES ICNE  | -40 000.00                  |                               |                   |
| 6615  | INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS                     | 5 000.00                    |                               |                   |
| 668   | AUTRES CHARGES FINANCIERES  | 20 000.00                   |                               |                   |
| 6688  | AUTRES CHARGES FINANCIERES  | 5 000.00                    |                               |                   |
| 67  | <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES(c)</b>   | 304 245.66                  | 41 500.00                     | 41 500.00         |
| 6711  | CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES | 30 000.00                   |                               |                   |
| 6713  | CHARGES EXCEPTIONNELLES SECOURS ET DOTS                                   | 126 500.00                  |                               |                   |
| 6714  | CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR BOURSES ET PRIX                               | 10 850.00                   |                               |                   |
| 6718  | AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE GESTION                           | 41 320.00                   |                               |                   |
| 673   | TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS                                   | 5 000.00                    | 5 000.00                      | 5 000.00          |
| 6748  | AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES  | 80 200.00                   | 36 500.00                     | 36 500.00         |
| 678   | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES  | 10 375.66                   |                               |                   |
| 68  | <b>DOTATIONS AUX PROVISIONS(d)(6)</b>                                     | 41 600.00                   |                               |                   |
| 6817  | DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS          | 41 600.00                   |                               |                   |
| 022   | <b>DEPENSES IMPREVUES(e)</b>  |                             |                               |                   |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b> |   | <b>54 335 063.66</b>        | <b>122 220.00</b>             | <b>122 220.00</b> |

|  |   |                     |                    |                    |
|--|---|---------------------|--------------------|--------------------|
| 023  | <b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>                                 | 3 376 445.00        | -120 868.00        | -120 868.00        |
| 042  | <b>OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS(7)(8)(9)</b>                | 1 683 430.00        |                    |                    |
| 6811   | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | 1 443 430.00        |                    |                    |
| 6862   | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES CHARGES FINANCIERES A REPARTIR               | 240 000.00          |                    |                    |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |   | <b>5 059 875.00</b> | <b>-120 868.00</b> | <b>-120 868.00</b> |
| 043  | <b>OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT(10)</b>                        |                     |                    |                    |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>                                      |   | <b>5 059 875.00</b> | <b>-120 868.00</b> | <b>-120 868.00</b> |

|   |                      |                 |                 |
|---|----------------------|-----------------|-----------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE<br/>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b> | <b>59 394 938.66</b> | <b>1 352.00</b> | <b>1 352.00</b> |
|---|----------------------|-----------------|-----------------|

|   |  |                 |
|---|--|-----------------|
| + | <b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>                    |                 |
| + | <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>       |                 |
| = | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>1 352.00</b> |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| Montant des ICNE de l'exercice     |  |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 |  |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1     |  |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(8) Aucune provision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 <<produit des cessions d'immobilisation>>).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|   |     |
|---|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                            | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES | A2  |

| Chap./<br>art(1) | Libellé (1)   | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)           |
|------------------|---|-----------------------------|-------------------------------|--------------------|
| <b>013</b>       | <b>ATTENUATIONS DE CHARGES</b>  | <b>400 000.00</b>           |                               |                    |
| 6419             | REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL  | 399 000.00                  |                               |                    |
| 6459             | REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE & PREVOYANCE   | 1 000.00                    |                               |                    |
| <b>70</b>        | <b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>   | <b>4 050 150.00</b>         |                               |                    |
| 7018             | AUTRES  | 6 000.00                    |                               |                    |
| 70311            | CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)  | 60 000.00                   |                               |                    |
| 70321            | DROITS DE STATIONNEMENT ET DE LOCATION SUR LA VOIE PUBLIQUE   | 129 500.00                  |                               |                    |
| 70323            | REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL   | 273 000.00                  |                               |                    |
| 70383            | REDEVANCES DE STATIONNEMENT   | 500 000.00                  |                               |                    |
| 70384            | FORFAIT POST STATIONNEMENT  | 200 000.00                  |                               |                    |
| 70388            | AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES  | 88 000.00                   |                               |                    |
| 7062             | REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE CULTUREL  | 211 500.00                  |                               |                    |
| 70631            | REDEVANCES A CARACTERE SPORTIF  | 548 000.00                  |                               |                    |
| 70632            | REDEVANCES A CARACTERE DE LOISIRS   | 157 000.00                  |                               |                    |
| 7066             | REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE SOCIAL  | 353 000.00                  |                               |                    |
| 7067             | REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES PERISCOLAIRES ET D ENSEIGNEMENT                                   | 975 000.00                  |                               |                    |
| 70688            | AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES  | 24 300.00                   |                               |                    |
| 7078             | AUTRES MARCHANDISES   | 8 000.00                    |                               |                    |
| 7083             | LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)  | 2 600.00                    |                               |                    |
| 70845            | MISE A DISPOSITION PERSONNEL FACTUREE COM.GFP   | 27 850.00                   |                               |                    |
| 70846            | MISE A DISPOSIT*DE PERSONNEL AU GFP DE RATTACHT   | 265 400.00                  |                               |                    |
| 70848            | MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES   | 19 000.00                   |                               |                    |
| 70876            | REMBOURST DE FRAIS PAR LE GFP DE RATTACHT   | 137 000.00                  |                               |                    |
| 7088             | AUTRES PRODUITS D ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D OUVRAGES)                              | 65 000.00                   |                               |                    |
| <b>73</b>        | <b>IMPOTS ET TAXES</b>  | <b>42 067 408.00</b>        | <b>-131 068.00</b>            | <b>-131 068.00</b> |
| 73111            | TAXES FONCIERES ET D'HABITATION   | 27 820 027.00               |                               |                    |
| 7318             | AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES   | 35 000.00                   | 34 800.00                     | 34 800.00          |
| 73211            | ATTRIBUTION DE COMPENSATION   | 10 832 000.00               | -98 107.00                    | -98 107.00         |
| 73212            | DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE  | 848 036.00                  |                               |                    |
| 73221            | FNGIR   | 25 000.00                   |                               |                    |
| 7336             | DROITS DE PLACE   | 110 000.00                  |                               |                    |
| 7351             | TAXE SUR CONSOMMATION FINALE ELECTRICITE  | 730 000.00                  |                               |                    |
| 7368             | TAXE LOCALE PUBLICITE EXTERIEURE  | 100 000.00                  | -67 761.00                    | -67 761.00         |
| 7381             | TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION OU TAXE DE PUBLICITE FONCIERE                             | 1 531 345.00                |                               |                    |
| 7388             | AUTRES TAXES DIVERSES   | 36 000.00                   |                               |                    |
| <b>74</b>        | <b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>   | <b>10 339 952.00</b>        | <b>86 820.00</b>              | <b>86 820.00</b>   |
| 7411             | DOTATION FORFAITAIRE  | 3 906 737.00                |                               |                    |
| 74123            | DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE  | 2 326 931.00                |                               |                    |
| 74127            | DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION   | 197 515.00                  |                               |                    |
| 744              | FCTVA   | 87 700.00                   |                               |                    |
| 745              | DOTATION SPECIALE AU TITRE DES INSTITUTEURS   | 2 300.00                    |                               |                    |
| 74718            | AUTRES PARTICIPATIONS ETAT  | 470 825.00                  | -35 180.00                    | -35 180.00         |
| 7472             | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS   | 81 300.00                   |                               |                    |
| 7473             | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS  | 86 800.00                   |                               |                    |
| 74741            | PART.COMMUNES MEMBRES DU GFP  | 5 000.00                    |                               |                    |
| 74748            | PART.COMMUNES HORS GROUPT   | 20 000.00                   |                               |                    |
| 74751            | PARTICIPATIONS GFP DE RATTACHEMENT  | 136 000.00                  |                               |                    |
| 7478             | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES   | 1 877 500.00                | 72 000.00                     | 72 000.00          |
| 74834            | ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DES TAXES FONCIERES                         | 246 722.00                  |                               |                    |
| 74835            | ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DE TAXE D'HABITATION                        | 833 490.00                  |                               |                    |
| 7484             | DOTATION DE RECENSEMENT   | 7 952.00                    |                               |                    |
| 7485             | DOTATION TITRES SECURISES   | 32 480.00                   |                               |                    |
| 7488             | AUTRES ATTRIBUTIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS  | 20 700.00                   | 50 000.00                     | 50 000.00          |
| <b>75</b>        | <b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>  | <b>693 973.00</b>           |                               |                    |
| 752              | REVENUS DES IMMEUBLES   | 476 573.00                  |                               |                    |
| 757              | REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES   | 115 000.00                  |                               |                    |
| 7588             | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE   | 102 400.00                  |                               |                    |
|                  | <b>Accusé de réception en préfecture des PRODUITS DE GESTION DES SERVICES (a)=(70+73+74+75+013)</b> | <b>57 551 483.00</b>        | <b>-44 248.00</b>             | <b>-44 248.00</b>  |

060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|   |     |
|---|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                            | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES | A2  |

| Chap./<br>art(1)                            | Libellé (1)   | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)        |
|---|---|-----------------------------|-------------------------------|-----------------|
| 76  | PRODUITS FINANCIERS(b)  | 10.70                       |                               |                 |
| 7688  | AUTRES PRODUITS FINANCIERS  | 10.70                       |                               |                 |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS(c)   | 554 500.00                  | 45 600.00                     | 45 600.00       |
| 7711  | DEDITS ET PENALITES PERCUS  | 1 000.00                    |                               |                 |
| 7713  | LIBERALITES RECUES  |                             | 15 600.00                     | 15 600.00       |
| 7718  | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION                             | 1 500.00                    |                               |                 |
| 773   | MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) OU ATTEINTS PAR LA DECHEANCE<br>OUADRIEN | 1 000.00                    |                               |                 |
| 7788  | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS   | 551 000.00                  | 30 000.00                     | 30 000.00       |
| 78  | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS(d)(5)                                     |                             |                               |                 |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d</b> |   | <b>58 105 993.70</b>        | <b>1 352.00</b>               | <b>1 352.00</b> |

|                                   |   |                  |  |  |
|-----------------------------------|---|------------------|--|--|
| 042                               | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS(6)(7)(8)                             | 81 250.00        |  |  |
| 722                               | IMMOBILISATIONS CORPORELLES   | 50 000.00        |  |  |
| 777                               | QUOTE PART DES SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU RESULTAT DE<br>L'EXERCIC | 31 250.00        |  |  |
| 043                               | OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT(9)                                      |                  |  |  |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b> |   | <b>81 250.00</b> |  |  |

|   |                      |                 |                 |
|---|----------------------|-----------------|-----------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE<br/>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b> | <b>58 187 243.70</b> | <b>1 352.00</b> | <b>1 352.00</b> |
|---|----------------------|-----------------|-----------------|

|   |  |                 |  |
|---|--|-----------------|--|
| + | <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>                    |                 |  |
| + | <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>       |                 |  |
| = | <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>1 352.00</b> |  |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| Montant des ICNE de l'exercice     |  |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 |  |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1     |  |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 <<produit des cessions d'immobilisations>>).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|  |     |
|--|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                           | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | B1  |

| Chap./<br>art(1) | Libellé (1)  | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)          |
|------------------|--|-----------------------------|-------------------------------|-------------------|
| 010              | STOCKS   |                             |                               |                   |
| 20               | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf opérations et 204)                   | 572 378.00                  | 48 000.00                     | 48 000.00         |
| 2031             | FRAIS D'ETUDES   | 479 634.40                  | 48 000.00                     | 48 000.00         |
| 2051             | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES   | 92 743.60                   |                               |                   |
| 204              | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES (hors opérations)                               | 544 000.00                  |                               |                   |
| 2041512          | SUBVENTION EQUIPEMENT GFP DE RATTACHEMENT BÂT. ET INSTALLATIONS          | 540 000.00                  |                               |                   |
| 20422            | SUBVENTION EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVEES                     | 4 000.00                    |                               |                   |
| 21               | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)                            | 2 028 394.74                | -1 130.00                     | -1 130.00         |
| 2121             | PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES                                       | 30 503.35                   |                               |                   |
| 21318            | AUTRES BATIMENTS PUBLICS   | 158 500.00                  |                               |                   |
| 2152             | INSTALLATION DE VOIRIE   | 840 000.00                  |                               |                   |
| 21578            | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE                                    | 56 504.81                   |                               |                   |
| 2158             | INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES                   | 37 342.50                   | 2 850.00                      | 2 850.00          |
| 2161             | OEUVRES ET OBJETS D'ART  | 15 000.00                   |                               |                   |
| 2168             | COLLECTIONS - OEUVRES D'ART AUTRES                                       | 20 250.00                   |                               |                   |
| 2182             | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT                 | 232 620.00                  | 8 000.00                      | 8 000.00          |
| 2183             | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE    | 160 600.00                  |                               |                   |
| 2184             | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER                              | 51 601.49                   | 520.00                        | 520.00            |
| 2188             | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES                                | 425 472.59                  | -12 500.00                    | -12 500.00        |
| 22               | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (hors opérations)                  |                             |                               |                   |
| 23               | IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)                               | 5 955 304.61                | 138 464.00                    | 138 464.00        |
| 2312             | IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS  | 162 980.52                  |                               |                   |
| 2313             | IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS                                   | 3 547 688.15                | 137 984.00                    | 137 984.00        |
| 2315             | IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES  | 2 179 460.87                | -3 270.00                     | -3 270.00         |
| 2316             | IMMOBILISATIONS EN COURS RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D ART   | 40 175.07                   | 3 750.00                      | 3 750.00          |
| 238              | AVANCES ET ACOMPTEES VERSEES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 25 000.00                   |                               |                   |
|                  | Opérations d'équipement n°...(5)   | 1 851 359.71                | 45 000.00                     | 45 000.00         |
| 2008             | RENOVATION URBAINE   | 78 149.83                   | 45 000.00                     | 45 000.00         |
| 201101           | AMENAGEMENT COEUR DE VILLE   | 425 000.00                  |                               |                   |
| 201104           | BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE   | 59 345.10                   |                               |                   |
| 201401           | MISE AUX NORMES PATINOIRE MERCIERES                                      | 188 700.96                  |                               |                   |
| 201501           | RESTAURATION EGLISE SAINT JACQUES  | 102 293.62                  |                               |                   |
| 201601           | AMENAGEMENT CANTINE ROYALLIEU  | 2 304.00                    |                               |                   |
| 201701           | RENOVATION ENERGETIQUE ECOLE ROYALLIEU                                   | 35 572.20                   |                               |                   |
| 201702           | LUMINAIRES A LEDS  | 960 000.00                  |                               |                   |
|                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>                                   | <b>10 951 437.06</b>        | <b>230 334.00</b>             | <b>230 334.00</b> |
| 10               | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                                      | 71 528.56                   |                               |                   |
| 10226            | TAXE D AMENAGEMENT   | 10 000.13                   |                               |                   |
| 1068             | EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES                                  | 61 528.43                   |                               |                   |
| 13               | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES                                      |                             |                               |                   |
| 16               | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES  | 4 402 000.00                |                               |                   |
| 1641             | EMPRUNTS EN EUROS  | 4 392 500.00                |                               |                   |
| 165              | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS   | 2 000.00                    |                               |                   |
| 16818            | AUTRES EMPRUNTS AUTRES PRETEURS  | 7 500.00                    |                               |                   |
| 18               | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS   |                             |                               |                   |
| 26               | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS               |                             |                               |                   |
| 27               | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                                       |                             | 30 000.00                     | 30 000.00         |
| 2764             | CREANCES SUR DES PARTICULIERS  |                             | 30 000.00                     | 30 000.00         |
| 020              | DEPENSES IMPREVUES   |                             |                               |                   |
|                  | <b>Total des dépenses financières</b>                                    | <b>4 473 528.56</b>         | <b>30 000.00</b>              | <b>30 000.00</b>  |
|                  | Opé. pour compte de tiers n°...(6)                                       |                             |                               |                   |
|                  | <b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>              |                             |                               |                   |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>  | <b>15 424 965.62</b>        | <b>260 334.00</b>             | <b>260 334.00</b> |

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|  |     |
|--|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                           | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | B1  |

| Chap./<br>art(1)              | Libellé (1)  | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)          |
|-------------------------------|--|-----------------------------|-------------------------------|-------------------|
| 040                           | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (7)                                 | 81 250.00                   |                               |                   |
|                               | Reprises sur autofinancement antérieur (8)   | 31 250.00                   |                               |                   |
| 13911                         | SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT ETAT ET ETABLISSEMENTS<br>NATIONAUX | 26 800.00                   |                               |                   |
| 139151                        | SUB EQUIPT TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT GROUPEMENT                            | 860.00                      |                               |                   |
| 13918                         | SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - AUTRES                            | 3 590.00                    |                               |                   |
|                               | Charges transférées (9)  | 50 000.00                   |                               |                   |
| 2313                          | IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS   | 50 000.00                   |                               |                   |
| 041                           | OPERATIONS PATRIMONIALES (10)  | 15 000.00                   | 707 984.00                    | 707 984.00        |
| 204412                        | SUBV EQUIP EN NATURE ORG PUBLIC  |                             | 702 734.00                    | 702 734.00        |
| 2168                          | COLLECTIONS - OEUVRES D'ART AUTRES   | 15 000.00                   | 5 250.00                      | 5 250.00          |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b> |  | <b>96 250.00</b>            | <b>707 984.00</b>             | <b>707 984.00</b> |

|  |                      |                   |                   |
|--|----------------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE<br/>(= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b> | <b>15 521 215.62</b> | <b>968 318.00</b> | <b>968 318.00</b> |
|--|----------------------|-------------------|-------------------|

+

|                                   |  |
|-----------------------------------|--|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b> |  |
|-----------------------------------|--|

+

|   |  |
|---|--|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)</b> |  |
|---|--|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>968 318.00</b> |
|---|-------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RF 042.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 << produit des cessions d'immobilisation>>).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|  |     |
|--|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                           | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | B2  |

| Chap./<br>art(1)                       | Libellé (1)   | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)          |
|--|---|-----------------------------|-------------------------------|-------------------|
| 010                                    | STOCKS  |                             |                               |                   |
| 13                                     | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)                                  | 3 716 417.06                | 500 852.00                    | 500 852.00        |
| 1311                                   | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX         | 32 069.00                   |                               |                   |
| 13151                                  | SUB EQUIP TRANSFERABLE GFP DE RATTACHT  | 12 500.00                   |                               |                   |
| 1318                                   | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES AUTRES                                   | 35 013.00                   |                               |                   |
| 1321                                   | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX      | 1 510 473.08                | 97 331.00                     | 97 331.00         |
| 1322                                   | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS                              | 165 699.71                  | 32 960.00                     | 32 960.00         |
| 1323                                   | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS                         | 876 533.00                  | -19 100.00                    | -19 100.00        |
| 13251                                  | SUBV.EQUIPT N.TRANSFERABLE GFP DE RATTACHEMENT                                  | 448 200.00                  |                               |                   |
| 1327                                   | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCT | 432 600.27                  |                               |                   |
| 1328                                   | AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES                               | 103 329.00                  | 24 000.00                     | 24 000.00         |
| 1342                                   | FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AMENDES DE POLICE               | 100 000.00                  | 365 661.00                    | 365 661.00        |
| 16                                     | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)  | 3 683 000.00                |                               |                   |
| 1641                                   | EMPRUNTS EN EUROS   | 3 683 000.00                |                               |                   |
| 20                                     | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)  |                             |                               |                   |
| 204                                    | SUBV EQUIPEMENTS VERSEES  |                             |                               |                   |
| 21                                     | IMMOBILISATIONS CORPORELLES   |                             |                               |                   |
| 22                                     | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION   |                             |                               |                   |
| 23                                     | IMMOBILISATIONS EN COURS  |                             |                               |                   |
| <b>Total des recettes d'équipement</b> |   | <b>7 399 417.06</b>         | <b>500 852.00</b>             | <b>500 852.00</b> |

|                                       |  |                     |                    |                    |
|---------------------------------------|--|---------------------|--------------------|--------------------|
| 10                                    | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                        | 5 117 936.00        |                    |                    |
| 10222                                 | F.C.T.V.A.   | 1 584 025.86        |                    |                    |
| 10226                                 | TAXE D AMENAGEMENT   | 500 000.00          |                    |                    |
| 1068                                  | EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES                    | 3 033 910.14        |                    |                    |
| 138                                   | AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT NON TRANSFERABLES      |                     |                    |                    |
| 165                                   | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS                             | 2 000.00            |                    |                    |
| 18                                    | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS                           |                     |                    |                    |
| 26                                    | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                     |                    |                    |
| 27                                    | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         | 2 000.00            | 29 035.00          | 29 035.00          |
| 274                                   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES PRETS                   | 2 000.00            |                    |                    |
| 2762                                  | CREANCE SUR TRANSFERT DE DROITS A DEDUCTION DE TVA         |                     | 29 035.00          | 29 035.00          |
| 024                                   | PRODUITS DES CESSIONS                                      | 1 092 000.00        | -148 685.00        | -148 685.00        |
| <b>Total des recettes financières</b> |  | <b>6 213 936.00</b> | <b>-119 650.00</b> | <b>-119 650.00</b> |

|   |  |  |  |
|---|--|--|--|
| Opé. pour compte de tiers n°...(5)                          |  |  |  |
| <b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b> |  |  |  |

|                                   |  |                      |                   |                   |
|-----------------------------------|--|----------------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b> |  | <b>13 613 353.06</b> | <b>381 202.00</b> | <b>381 202.00</b> |
|-----------------------------------|--|----------------------|-------------------|-------------------|

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|  |     |
|--|-----|
| III - VOTE DU BUDGET                           | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | B2  |

| Chap./<br>art(1)  | Libellé (1)   | Budget<br>de l'exercice (2) | Propositions<br>nouvelles (3) | Vote (4)           |
|---|---|-----------------------------|-------------------------------|--------------------|
| 021   | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT  | 3 376 445.00                | -120 868.00                   | -120 868.00        |
| 040   | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (6)(7)(8)                        | 1 683 430.00                |                               |                    |
| 28031   | FRAIS D'ETUDES  | 56 000.00                   |                               |                    |
| 2804111   | AMORT SUB EQUIPT ETAT ETUDES  | 1 500.00                    |                               |                    |
| 2804132   | AMORTISSEMENT SUBV EQUIPT DEPART BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS                     | 165 000.00                  |                               |                    |
| 28041512  | AMORT SUBVENTION EQUIPEMENT GFP DE RATTACHEMENT                                 | 234 100.00                  |                               |                    |
| 2804172   | AMORT SUB EQUIPT ETAB.PUB.LOCAUX  | 17 000.00                   |                               |                    |
| 280422  | AMORT. SUBV. PERS. DE DT PRIVE  | 22 730.00                   |                               |                    |
| 2804412   | AMORT SUB EQUIPT EN NATURE ORG PUBLIC   | 60 000.00                   |                               |                    |
| 28051   | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES  | 43 500.00                   |                               |                    |
| 28121   | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES PLANTATIONS                      | 16 700.00                   |                               |                    |
| 28132   | AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMEUBLES DE RAPPORT              | 119 000.00                  |                               |                    |
| 28157B  | AMORTISSEMENT DES IMMOS CORPORELLES AUTRE MATERIEL ET OUT.VOIRIE                | 60 100.00                   |                               |                    |
| 28158   | AMORTISSEMENT D'IMMOS CORPO AUTRES INSTAL TECH MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL | 82 000.00                   |                               |                    |
| 281788  | AUTRES  | 16 700.00                   |                               |                    |
| 28182   | MATERIEL DE TRANSPORT   | 79 100.00                   |                               |                    |
| 28183   | MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE                                     | 132 000.00                  |                               |                    |
| 28184   | MOBILIER  | 69 500.00                   |                               |                    |
| 28188   | AUTRES  | 268 500.00                  |                               |                    |
| 4817  | PENALITES DE RENEGOCIATION DE LA DETTE  | 240 000.00                  |                               |                    |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> |   | <b>5 059 875.00</b>         | <b>-120 868.00</b>            | <b>-120 868.00</b> |

|                                   |                                   |                     |                   |                   |
|-----------------------------------|-----------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| 041                               | OPERATIONS PATRIMONIALES(9)       | 15 000.00           | 707 984.00        | 707 984.00        |
| 16878                             | AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS | 15 000.00           | 5 250.00          | 5 250.00          |
| 21318                             | AUTRES BATIMENTS PUBLICS          |                     | 702 734.00        | 702 734.00        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b> |                                   | <b>5 074 875.00</b> | <b>587 116.00</b> | <b>587 116.00</b> |

|   |                      |                   |                   |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE<br/>(=Total des recettes réelles et d'ordre)</b> | <b>18 688 228.06</b> | <b>968 318.00</b> | <b>968 318.00</b> |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|

|   |   |                   |
|---|---|-------------------|
| + | <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>                               |                   |
| + | <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b> |                   |
| = | <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>             | <b>968 318.00</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 «<produit des cessions d'immobilisations>>»).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|   |     |
|---|-----|
| II - VOTE DU BUDGET                           | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | 83  |

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 2008(1)  
LIBELLE : RENOVATION URBAINE

| Art. (2) | Libellé (2)   | Réalisations cumulées au 1/1/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) (a) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) (b) | Montant pour information (5) (b) |
|----------|---|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------|----------------------------------|
|          | <b>DEPENSES</b>   | 7 206 798.55                   |                                  | 45 000.00                  | 45 000.00    |                                  |
| 20       | Immobilisations incorporelles   |                                |                                  |                            |              |                                  |
| 204      | Subventions d'équipement versées  |                                |                                  |                            |              |                                  |
| 21       | Immobilisations corporelles   |                                |                                  |                            |              |                                  |
| 22       | Immobilisations reçues en affect.                                       |                                |                                  |                            |              |                                  |
| 23       | Immobilisations en cours  | 7 206 798.55                   |                                  | 45 000.00                  | 45 000.00    |                                  |
| 2315     | IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES | 7 206 798.55                   |                                  | 45 000.00                  | 45 000.00    |                                  |
|          | Autres  |                                |                                  |                            |              |                                  |

| RECETTES (répartition)<br>Pour information |  | Restes à réaliser N-1 (3) (c) | Recettes de l'exercice (d) |
|--|--|-------------------------------|----------------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>            |  |                               |                            |
| 13   | Subventions d'investissement   |                               |                            |
| 1321                                       | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX |                               |                            |
| 1322                                       | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONES                        |                               |                            |
| 1323                                       | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS                    |                               |                            |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées  |                               |                            |
| 20   | Immobilisations incorporelles  |                               |                            |
| 204  | Subventions d'équipement versées   |                               |                            |
| 21   | Immobilisations corporelles  |                               |                            |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation                                      |                               |                            |
| 23   | Immobilisations en cours   |                               |                            |
|  | Autres   |                               |                            |

|                                    |           |
|------------------------------------|-----------|
| <b>RESULTAT = (c+d)-(a+b)</b>      |           |
| Excédent de financement si positif |           |
| Besoin de financement si négatif   | 45 000.00 |

- (1) Ouvrir un cadre par opération.  
(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.  
(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.  
(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.  
(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 201104(1)  
LIBELLE : BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE

| Art. (2) | Libellé (2)   | Réalisations cumulées au 1/1/N | Restes à réaliser N-1 (3)(5) (a) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) (b) | Montant pour information (5) (b) |
|----------|---|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------|----------------------------------|
|          | <b>DEPENSES</b>   | 315 719.56                     |                                  |                            |              |                                  |
| 20       | Immobilisations incorporelles   |                                |                                  | 8 000.00                   | 8 000.00     |                                  |
| 2051     | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES                                      | 66 344.18                      |                                  | 8 000.00                   | 8 000.00     |                                  |
| 204      | Subventions d'équipement versées                                      |                                |                                  |                            |              |                                  |
| 21       | Immobilisations corporelles   | 249 375.38                     |                                  | -8 000.00                  | -8 000.00    |                                  |
| 2183     | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE | 249 375.38                     |                                  | -8 000.00                  | -8 000.00    |                                  |
| 22       | Immobilisations reçues en affect.                                     |                                |                                  |                            |              |                                  |
| 23       | Immobilisations en cours  |                                |                                  |                            |              |                                  |
|          | Autres  |                                |                                  |                            |              |                                  |

| RECETTES (répartition)<br>Pour information |                                       | Restes à réaliser N-1 (3) (c) | Recettes de l'exercice (d) |
|--|---------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| <b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>            |                                       |                               |                            |
| 13   | Subventions d'investissement          |                               |                            |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées         |                               |                            |
| 20   | Immobilisations incorporelles         |                               |                            |
| 204  | Subventions d'équipement versées      |                               |                            |
| 21   | Immobilisations corporelles           |                               |                            |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation |                               |                            |
| 23   | Immobilisations en cours              |                               |                            |
|  | Autres                                |                               |                            |

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| <b>RESULTAT = (c+d)-(a+b)</b>      |  |
| Excédent de financement si positif |  |
| Besoin de financement si négatif   |  |

- (1) Ouvrir un cadre par opération.  
(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.  
(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.  
(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.  
(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

|  |             |
|--|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>  | <b>IV</b>   |
| <b>ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS</b><br><b>LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS</b> | <b>B1.7</b> |

| ASSOCIATIONS   | 2018                                     |                                      |   |
|--|--|--------------------------------------|---|
|  | Subvention ordinaire accordée au BP 2017 | Subvention ordinaire proposée en DM2 | Subvention exceptionnelle proposée en DM2 |
| <b>TOTAL DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT</b>           | <b>87 356</b>                            | <b>0</b>                             | <b>33 750</b>                             |
| <b>JUMELAGES (048)</b>                                   | <b>285</b>                               | <b>0</b>                             | <b>3 000</b>                              |
| MALIENS DE L'ARC (AAMARC)                                | 285                                      | 0                                    | 3 000                                     |
| <b>ENSEIGNEMENT DU 1er DEGRÉ (212)</b>                   | <b>0</b>                                 | <b>0</b>                             | <b>300</b>                                |
| ASSOCIATION SPORTIVE COLLEGE FERDINAND BAC               | 0  | 0                                    | 300                                       |
| <b>ENCOURAGEMENT AUX SOCIETES CULTURELLES (30)</b>       | <b>43 871</b>                            | <b>0</b>                             | <b>22 500</b>                             |
| SOCIETE D'HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE DE COMPIEGNE | 646                                      | 0                                    | 1 500                                     |
| FESTIVAL DES FORETS                                      | 16 150                                   | 0                                    | 5 000                                     |
| GALANT ET COMPAGNIES                                     | 0  | 0                                    | 1 000                                     |
| HAPPYNESS LA WEB RADIO DE L'OISE                         | 0  | 0                                    | 1 000                                     |
| AMIS DU FESTIVAL DU FILM HISTORIQUE DE COMPIEGNE         | 27 075                                   | 0                                    | 14 000                                    |
| <b>AUTRES AIDES SOCIALES (524)</b>                       | <b>0</b>                                 | <b>0</b>                             | <b>550</b>                                |
| BANZAI ET COMPAGNIE LES AMIS DE LA PEDIATRIE             | 0  | 0                                    | 250                                       |
| LA BONNE SEMENCE   | 0  | 0                                    | 300                                       |
| <b>ENCOURAGEMENT AUX SPORTS (415)</b>                    | <b>43 200</b>                            | <b>0</b>                             | <b>7 400</b>                              |
| COMPIEGNE HANDBALL OLYMPIQUE                             | 43 000                                   | 0                                    | 5 000                                     |
| DE LA PISTE A LA SCENE                                   | 0  | 0                                    | 1 000                                     |
| COMPIEGNE KAYAK  | 200                                      | 0                                    | 400                                       |
| AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DE COMPIEGNE                | 0  | 0                                    | 1 000                                     |

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-01CM280918-DE  
Date de télétransmission : 04/10/2018  
Date de réception préfecture : 04/10/2018

MAIRIE DE COMPIEGNE (Oise)

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018

**2 - Répartition des recettes issues des Forfaits Post-Stationnement**

Date de convocation :  
04 juillet 2018

Date d'affichage :  
06 juillet 2018

Nombre de  
Conseillers présents  
ou représentés :  
37

Nombre de  
Conseillers en  
exercice :  
39

L'an deux mille dix-huit, le **VENDREDI VINGT-HUIT SEPTEMBRE à 20 heures 45, le CONSEIL MUNICIPAL de COMPIEGNE** s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en la salle ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Philippe MARINI, Sénateur honoraire de l'Oise, Maire de ladite Ville.**

**Etaient présents :**

**Philippe MARINI, Maire, Sénateur Honoraire,**  
Michel FOUBERT, Sylvie OGER-DUGAT, Nicolas LEDAY, Evelyse GUYOT, Eric VERRIER, Eric HANEN, Arielle FRANÇOIS, Françoise TROUSSELLE, Oumar BA, Dominique RENARD, Sandrine de FIGUEIREDO, Sophie SCHWARZ, Marie-Pierre DEGAGE, Marie-Christine LEGROS, Philippe TRINCHEZ, Christian TELLIER, Jacqueline LIÉNARD, Joël DUPUY de MERY, Etienne DIOT, Richard VELEX, Sylvianne ROMET, Liliane VÉZIER, Jean-Luc LESAGE, Christine BRAULT, Christopher CAUVIN, Maria ARAUJO de OLIVEIRA, Solange DUMAY, Dilvin YUKSEL, Jean-Marc BRANCHE, François GACHIGNARD

Date de transmission :  
03 octobre 2018

Date d'affichage :  
04 octobre 2018

Rendue exécutoire le :  
04 octobre 2018

**Etaient représentés :**

Eric de VALROGER représenté par Joël DUPUY de MÉRY  
Emmanuel MARSIGNY représenté par Philippe MARINI  
Anne KOERBER représentée par Christian TELLIER  
Monia LHADI représentée par Françoise TROUSSELLE  
Arnaud THOREL représenté par Éric VERRIER  
Patricia RENOULT représentée par François GACHIGNARD

**Etaient absents :**

Marc-Antoine BREKIESZ  
Richard VALENTE

## 2 - Répartition des recettes issues des Forfaits Post-Stationnement

---

Dans le cadre de la municipalisation de stationnement payant, les articles L.2333.87 et R. 2333-120-18 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient que la ou les communes ayant institué la redevance de stationnement et l'établissement public de coopération intercommunale signent une convention, avant le 1er octobre de chaque année, fixant la part des recettes municipales issues des forfaits de post-stationnement (FPS) reversée à l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

Il est rappelé que dans le cadre de l'évolution des compétences de l'Agglomération, aucun changement n'est intervenu en matière de stationnement et que les communes membres conservent donc la prise en charge du stationnement payant sur leur territoire.

Considérant que les coûts de mise en œuvre du FPS et des opérations de voirie excèdent le niveau des recettes des produits de FPS, il est proposé que la commune de Compiègne conserve l'intégralité des produits des FPS.

Le projet de convention joint formalise donc l'absence de reversement d'une part du produit de FPS à l'Agglomération.

**Le Conseil Municipal,**

Entendu le rapport présenté par M.HANEN,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 19 septembre 2018,

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,**

**APPROUVE** l'absence de reversement d'une part du produit du Forfait Post-Stationnement par la commune au profit de l'Agglomération de la Région de Compiègne,

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention correspondante avec l'ARC et tout autre acte relatif à ce dossier.

Fait et délibéré à COMPIEGNE, le 28 septembre 2018  
Et ont signé au registre, les membres présents,  
Pour copie conforme,

Le Maire de Compiègne,



*Philippe Marini*  
Philippe MARINI  
Sénateur Honoraire de l'Oise

## CONVENTION

### relative à la répartition des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement

Entre,

La Ville de Compiègne, représentée par Monsieur Philippe MARINI, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération n°..... du Conseil municipal en date 28 mars 2018,

Ci-après désigné « la Ville »,

D'une part,

Et

L'Agglomération de la Région de Compiègne et de la Basse Automne, représenté par Monsieur ....., agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération n°..... du Conseil communautaire en date du .....,

Ci-après désigné « l'Agglomération »,

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit.

#### 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de répartition des produits de Forfait Post-Stationnement (FPS) entre la Ville, qui a institué la redevance de stationnement, et l'Agglomération au titre de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

#### 2. Cadre réglementaire

Les modalités de répartition entre les collectivités et d'utilisation du produit des FPS sont précisées dans le décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

### **3. Modalités de répartition des produits de FPS**

#### **a) Les coûts de mise en œuvre des FPS**

Compte tenu des dispositions prévues au III de l'article L.2333-87 du CGCT, la Ville reverse les recettes issues des FPS à l'Agglomération, déduction faite des coûts de mise en œuvre des FPS.

Les différents postes de dépenses pour la Ville sont les suivants :

- Dépenses devant être couvertes par les produits de FPS et qui seront nécessairement déduites à l'enveloppe avant reversement :

- Collecte des FPS ;
- Traitement des RAPO (Recours Administratifs Préalables Obligatoires) ;
- Traitement des recours en contentieux.

- Dépenses pouvant être couvertes par les produits de FPS :

- Études préalables ;
- Actions de communication ;
- Horodateurs ;
- Surveillance.

#### **b) Le financement des opérations de voirie**

Le III de l'article L.2333-87 du CGCT précise également que : *« Si la commune, l'EPCI ou le syndicat mixte qui a institué la redevance de stationnement est compétent en matière de voirie, une partie de ce produit peut être utilisée pour financer des opérations de voirie ».*

Ainsi, la Ville étant compétente en matière de voirie, elle conservera donc le solde de l'enveloppe pour réaliser des opérations de voirie.

#### **c) Le principe de non-répartition**

Dans le cadre de l'évolution de la Communauté d'Agglomération, les compétences de l'Agglomération n'ont pas évolué en matière de stationnement ; la Ville conserve donc la prise en charge du stationnement payant sur son territoire.

Considérant que les coûts de mise en œuvre du FPS et des opérations de voirie (dépenses) excèdent le niveau des produits de FPS (recettes), la Ville conservera donc l'intégralité des produits des FPS.

L'agglomération est fondée à demander à la Ville les éléments justifiant que les dépenses d'un exercice donnée excèdent les recettes issues des FPS (voir les modalités prévues au point d).

Cette convention formalise donc l'absence de reversement de la Ville à l'Agglomération, participant, de ce fait, au principe de bonne administration.

#### **d) Opérations de vérification**

Le principe de non répartition est retenu car il est estimé que les coûts de mise en œuvre du FPS et des opérations de voirie (dépenses) excèdent le niveau des produits de FPS (recettes).

Pour autant, l'agglomération est fondée à demander à la Ville les éléments justifiant que les dépenses d'un exercice donnée excèdent les recettes issues des FPS.

La ville s'engage donc à fournir les justificatifs demandés par l'agglomération par simple courrier dans un délai raisonnable.

A noter que pour préparer cette réforme et garantir un fonctionnement à cette date, certaines dépenses ont pu intervenir avant la mise en œuvre effective de la dépenalisation. Ainsi, certaines dépenses effectuées avant l'entrée en vigueur de la réforme pourront donc être déduites de l'enveloppe des FPS.

#### **5. Durée de la convention**

Cette convention est valable tant qu'aucune des parties n'en sollicite la révision.

Pour la Ville,  
Fait à .... le

Pour l'Agglomération,  
Fait à Compiègne, le

Pour le Maire,  
  
L'Adjoint au Maire  
M.

Le Président,  
M.

MAIRIE DE COMPIEGNE (Oise)

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018

**3 - Convention de mutualisation des services entre la Ville de Compiègne et le Centre Communal d'Action Sociale**

Date de convocation : L'an deux mille dix-huit, le **VENDREDI VINGT-HUIT SEPTEMBRE à 20 heures 45, le CONSEIL MUNICIPAL de COMPIEGNE** s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en la salle ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Philippe MARINI, Sénateur honoraire de l'Oise, Maire** de ladite Ville.  
04 juillet 2018  
Date d'affichage : 06 juillet 2018

Nombre de  
Conseillers présents  
ou représentés :  
37

**Etaient présents :**

**Philippe MARINI, Maire, Sénateur Honoraire,**  
Michel FOUBERT, Sylvie OGER-DUGAT, Nicolas LEDAY, Evelyse GUYOT, Eric VERRIER, Eric HANEN, Arielle FRANÇOIS, Françoise TROUSSELLE, Oumar BA, Dominique RENARD, Sandrine de FIGUEIREDO, Sophie SCHWARZ, Marie-Pierre DEGAGE, Marie-Christine LEGROS, Philippe TRINCHEZ, Christian TELLIER, Jacqueline LIÉNARD, Joël DUPUY de MERY, Etienne DIOT, Richard VELEX, Sylvianne ROMET, Liliane VÉZIER, Jean-Luc LESAGE, Christine BRAULT, Christopher CAUVIN, Maria ARAUJO de OLIVEIRA, Solange DUMAY, Dilvin YUKSEL, Jean-Marc BRANCHE, François GACHIGNARD

Date de transmission :  
03 octobre 2018

**Etaient représentés :**

Date d'affichage : Eric de VALROGER représenté par Joël DUPUY de MÉRY  
04 octobre 2018 Emmanuel MARSIGNY représenté par Philippe MARINI  
Anne KOERBER représentée par Christian TELLIER  
Monia LHADI représentée par Françoise TROUSSELLE  
Rendue exécutoire le : Arnaud THOREL représenté par Éric VERRIER  
04 octobre 2018 Patricia RENOULT représentée par François GACHIGNARD

**Etaient absents :**

Marc-Antoine BREKIESZ  
Richard VALENTE

### 3 - Convention de mutualisation des services entre la Ville de Compiègne et le Centre Communal d'Action Sociale

---

Le statut des CCAS est régi par les articles L123-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles. En tant qu'établissement public administratif, le CCAS dispose d'un pouvoir propre, exercé grâce à un budget, un personnel et un patrimoine distinct de celui de la Ville.

Pour lui permettre d'assurer pleinement ses missions, la Ville attribue au CCAS une subvention annuelle et lui apporte également divers concours et services permettant d'optimiser l'utilisation des fonds publics et la gestion des moyens respectifs, tout en garantissant la cohérence globale du fonctionnement des services de l'action sociale.

Dans le respect de l'autonomie du CCAS et dans l'intérêt d'une bonne organisation des services, la délibération du conseil municipal du 20 juin 2014 prévoit la mise à disposition par la Ville de personnels et de moyens pour le fonctionnement du CCAS et arrête l'étendue et la nature des concours apportées par la ville au CCAS.

Cette délibération mentionne que les frais des personnels affectés au CCAS sont supportés par la ville et que la CCAS rembourse à la ville une partie de ces rémunérations qui correspond à celle prise en charge par la direction départementale de la cohésion sociale.

Ces remboursements de rémunérations font l'objet d'une refacturation par la ville au CCAS et la convention jointe permet d'en détailler les éléments de calculs.

A noter que ces remboursements ont totalisé près de 255.000 euros en 2017 avec les rémunérations de 6,7 équivalent temps plein (237.000 euros) et différents forfaits annuels au titre de « frais d'administration générale » (17.700 euros).

#### **Le Conseil Municipal,**

Entendu le rapport présenté par Mme de FIGUEIREDO,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 19 septembre 2018,

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,**

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de mutualisation avec le CCAS telle que jointe en annexe, et tout autre document relatif à cette affaire.

Fait et délibéré à COMPIEGNE, le 28 septembre 2018  
Et ont signé au registre, les membres présents,  
Pour copie conforme,



Le Maire de Compiègne,

  
Philippe MARINI  
Sénateur Honoraire de l'Oise



## CONVENTION DE MUTUALISATION DES SERVICES

ENTRE LA VILLE DE COMPIEGNE

ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE COMPIEGNE

Entre les soussignés :

La Ville de Compiègne, représentée par son Maire Monsieur Philippe MARINI, Sénateur honoraire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du XXX, ci-après dénommée « la Commune » ou « Ville de Compiègne »

Et :

Le Centre communale d'action sociale de Compiègne, représentée par madame Sandrine DE FIGUERIDO, Vice-présidente, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration date du XXX, ci-après dénommée « CCAS ».

### PREAMBULE

Dans le respect de l'autonomie du CCAS et dans l'intérêt d'une bonne organisation des services, les délibérations du conseil municipal du 20 juin 2014 et du conseil d'administration du CCAS du XXX ont autorisé la signature d'une « convention de mise à disposition par la Ville de personnels et de moyens pour le fonctionnement du CCAS » arrêtant l'étendue et la nature des concours apportées par la ville au CCAS.

Cette convention mentionne que les frais des personnels affectés au CCAS sont supportés par la ville et que la CCAS rembourse à la ville une partie de ces rémunérations qui correspond à celle prise en charge par la direction départementale de la cohésion sociale.

Ces remboursements de rémunérations font l'objet d'une refacturation par la ville au CCAS et la présente convention permet d'en détailler les éléments de calculs.

### **ARTICLE 1 : objet et conditions générales**

La présente convention a pour objet de régler les conditions financières de la mise à disposition auprès du CCAS de personnels de la ville de Compiègne.

## ARTICLE 2 : Modalités de la répartition des charges entre les deux collectivités

La répartition de la masse salariale (coût employeur) de ces personnels entre les deux entités est proportionnelle au temps de travail consacré par les agents à chacune d'entre-elle.

Cette répartition du temps de travail est arrêtée dans les proportions suivantes :

| Direction             | Service                             | VILLE | CCAS                          |
|-----------------------|-------------------------------------|-------|-------------------------------|
| CCAS – Maison relais  | Directrice CCAS – frais de siège    |       | 4.000 euros<br>Forfait annuel |
|                       | Agent des Finances – frais de siège |       | 4.000 euros<br>Forfait annuel |
|                       | Gardien                             | 0%    | 100%                          |
|                       | Intervenant social (1)              | 0%    | 70%                           |
| CCAS – Baux glissants | Travailleur social                  | 0%    | 100%                          |
|                       | Directrice CCAS – frais de siège    |       | 1.000 euros<br>Forfait annuel |
|                       | Agent des Finances – frais de siège |       | 1.000 euros<br>Forfait annuel |
| CCAS – P.R.E.         | Travailleur social                  | 0%    | 100%                          |
| C.H.R.S               | Direction C.H.R.S. (1)              | 0%    | 30%                           |
|                       | Référent éducatif                   | 0%    | 100%                          |
|                       | Directrice CCAS – frais de siège    |       | 3.850 euros<br>Forfait annuel |
|                       | Agent des Finances – frais de siège |       | 3.850 euros<br>Forfait annuel |
|                       | Agent social                        | 30%   | 70%                           |
|                       | Référent éducatif                   | 0%    | 100%                          |

(1) Agent dont les missions se partagent entre la maison relais et le C.H.R.S.

Il est précisé que les agents mutualisés sont employés par la ville et que le coût employeur est intégré au calcul, sauf en cas de détermination d'un forfait annuel.

L'indemnité du receveur municipal lié au CCAS sera acquittée à compter de 2018 sur le budget principal de la ville afin de faciliter les déclarations sociales afférentes (déclaration commune Ville et CCAS) et remboursée par le CCAS à la ville (montant arrondi de 352 euros en 2017).

L'annexe 1 à la présente convention fait état des montants déterminés pour l'année passée (2017) avec la refacturation des charges de la ville au CCAS qui en découle. Cette annexe 1 dont les données seront recalculées chaque année servira de pièce justificative remise à l'appui des titres et mandats subséquents.

Ces refacturations pourront intervenir trimestriellement ou tout du moins annuellement.

### **ARTICLE 3 : Durée de la convention**

La présente convention s'applique à compter de l'année 2018 et pour une durée maximale de cinq ans.

### **ARTICLE 4 : Modifications de la convention**

La présente convention pourra faire l'objet d'avenants annuels ayant pour vocation de corriger la répartition des temps de travail des agents Ville pour le compte du CCAS tels qu'arrêtés à l'article 2.

En outre, le dispositif de mutualisation des services étant appelé à évoluer, des avenants ou une nouvelle convention pourront être adoptés après accord des deux parties afin de déterminer le nouveau périmètre applicable et de fixer les modalités de répartition des charges entre les deux collectivités. La signature d'une nouvelle convention met fin à la présente dans les conditions fixées à l'article 5.

### **ARTICLE 5 : Dénonciation – résiliation de la convention**

La présente convention peut prendre fin avant son terme fixée à l'article 3 à la demande conjointe des deux parties cocontractantes, sans préavis et à la date convenue, et ce dans le cadre des dispositions prévues à l'article 4.

Sans accord entre les parties et pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services, la présente convention ne prendra fin qu'à l'issue d'un préavis d'un an après la notification de la délibération de l'organe délibérant compétent. Cette décision fait l'objet d'une demande par lettre recommandée avec accusé de réception. Les parties devront alors se rapprocher afin de déterminer les modalités financières de fin de la présente convention.

### **ARTICLE 6 : Juridiction compétente en cas de litige**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif d'Amiens sis 14 Rue Lemerchier, 80000 Amiens.

Fait à Compiègne, le \_\_\_\_\_, en deux exemplaires originaux.

Pour la ville de Compiègne  
Le Maire, Sénateur honoraire

Pour le Centre Communal d'Action Sociale,  
La Vice-Présidente

Philippe MARINI

Sandrine DE FIGUERIDO

## Annexe 1

**TABLEAU REPARTITION MASSE SALARIALE REVERSEE A LA VILLE PAR LE CCAS****C.C.A.S.  
Maison relais**

| GRADE              | % INDEMNITAIRE       |                 | SALAIRE BRUT DE BASE | CHARGES PATRONALES | MONTANT REVERSE  |
|--------------------|----------------------|-----------------|----------------------|--------------------|------------------|
| Frais de siège     | 8 000 € pour l'année | Directrice CCAS |                      |                    | 4 000,00         |
| Frais de siège     |                      | Agent finance   |                      |                    | 4 000,00         |
| Gardien            | 100%                 |                 | 15 284,03            | 5 798,53           | 21 082,56        |
| Intervenant social | 70%                  |                 | 23 580,42            | 9 248,29           | 32 828,71        |
| <b>TOTAL</b>       |                      |                 |                      |                    | <b>61 911,27</b> |

**C.C.A.S.  
Baux glissants**

| GRADE              | % INDEMNITAIRE       |                 | SALAIRE BRUT DE BASE | CHARGES PATRONALES | MONTANT REVERSE  |
|--------------------|----------------------|-----------------|----------------------|--------------------|------------------|
| Travailleur social | 100%                 |                 | 27 661,29            | 10 108,56          | 37 769,85        |
| Frais de siège     | 2 000 € pour l'année | Directrice CCAS |                      |                    | 1 000,00         |
| Frais de siège     |                      | Agent finance   |                      |                    | 1 000,00         |
| <b>TOTAL</b>       |                      |                 |                      |                    | <b>39 769,85</b> |

**C.C.A.S.  
P.R.E.**

| GRADE              | % INDEMNITAIRE |  | SALAIRE BRUT DE BASE | CHARGES PATRONALES | MONTANT REVERSE  |
|--------------------|----------------|--|----------------------|--------------------|------------------|
| Travailleur social | 100%           |  | 24 670,59            | 9 675,75           | 34 346,34        |
| <b>TOTAL</b>       |                |  |                      |                    | <b>34 346,34</b> |

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL REVERSE PAR LE C.C.A.S. A LA VILLE POUR 2017</b> | <b>136 027,46</b> |
|---|-------------------|

**C.H.R.S.**

| <b>GRADE</b>      | <b>% INDEMNITAIRE</b>      |                 | <b>SALAIRE BRUT DE BASE</b> | <b>CHARGES PATRONALES</b> | <b>MONTANT REVERSE A LA VILLE</b> |
|-------------------|----------------------------|-----------------|-----------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| Direction         | 30%                        |                 | 10 105,90                   | 3 963,54                  | 14 069,44                         |
| Référent éducatif | 100%                       |                 | 26 070,88                   | 10 352,96                 | 36 423,84                         |
| Frais de siège    | 7 700 €<br>pour<br>l'année | Directrice CCAS |                             |                           | 3 850,00                          |
| Frais de siège    |                            | Agent finance   |                             |                           | 3 850,00                          |
| Agent social      | 70%                        |                 | 14 541,53                   | 5 677,21                  | 20 218,74                         |
| Référent éducatif | 100%                       |                 | 16 185,27                   | 6 347,54                  | 22 532,81                         |
| <b>TOTAL</b>      |                            |                 |                             |                           | <b>100 944,83</b>                 |

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL REVERSE PAR LE C.H.R.S. A LA VILLE POUR 2017</b> | <b>100 944,83</b> |
|---|-------------------|

MAIRIE DE COMPIEGNE (Oise)

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018

**4 - Convention de partenariat tripartite "Sur les pas de Blaise Diagne" - Ville de Compiègne -Léo Lagrange Nord Ile de France et l'Association Compiègne Ziguinchor**

Date de convocation : L'an deux mille dix-huit, le **VENDREDI VINGT-HUIT SEPTEMBRE à 20 heures 45**, le **CONSEIL MUNICIPAL de COMPIEGNE** s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en la salle ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Philippe MARINI, Sénateur honoraire de l'Oise, Maire de ladite Ville.**  
04 juillet 2018  
Date d'affichage :  
06 juillet 2018

Nombre de  
Conseillers présents  
ou représentés :  
37

**Etaient présents :**

**Philippe MARINI, Maire, Sénateur Honoraire,**  
Michel FOUBERT, Sylvie OGER-DUGAT, Nicolas LEDAY, Evelyse GUYOT, Eric VERRIER, Eric HANEN, Arielle FRANÇOIS, Françoise TROUSSELLE, Oumar BA, Dominique RENARD, Sandrine de FIGUEIREDO, Sophie SCHWARZ, Marie-Pierre DEGAGE, Marie-Christine LEGROS, Philippe TRINCHEZ, Christian TELLIER, Jacqueline LIÉNARD, Joël DUPUY de MERY, Etienne DIOT, Richard VELEX, Sylvianne ROMET, Liliane VÉZIER, Jean-Luc LESAGE, Christine BRAULT, Christopher CAUVIN, Maria ARAUJO de OLIVEIRA, Solange DUMAY, Dilvin YUKSEL, Jean-Marc BRANCHE, François GACHIGNARD

Date de transmission :  
03 octobre 2018

**Etaient représentés :**

Date d'affichage :  
04 octobre 2018  
Rendue exécutoire le :  
04 octobre 2018  
Eric de VALROGER représenté par Joël DUPUY de MÉRY  
Emmanuel MARSIGNY représenté par Philippe MARINI  
Anne KOERBER représentée par Christian TELLIER  
Monia LHADI représentée par Françoise TROUSSELLE  
Arnaud THOREL représenté par Éric VERRIER  
Patricia RENOULT représentée par François GACHIGNARD

**Etaient absents :**

Marc-Antoine BREKIESZ  
Richard VALENTE

#### 4 - Convention de partenariat tripartite "Sur les pas de Blaise Diagne" - Ville de Compiègne / Léo Lagrange Nord Ile de France et l'Association Compiègne Ziguinchor

---

Dans de le cadre la Politique de la Ville, la Ville de Compiègne a bénéficié d'une subvention de 13 000 € du CGET afin de mettre en œuvre le projet « Sur les pas de Blaise Diagne », projet visant à développer un projet de chantier solidaire et culturelle à destination d'une dizaine de jeunes issus des quartiers « Politique de la Ville ».

Ce projet a d'ailleurs été labellisé par le CGET dans le cadre des « 40 ans de la Politique de la Ville »

Il est ainsi prévu de :

1/ Réhabiliter une partie d'un poste de santé dans le village de de Ngolar, situé à 8 kms de la commune de Notto au Sénégal, le rendre opérationnel avant la fin du chantier, avec des permanences des premiers soins pour les villageois.

Le groupe de jeunes Français et sénégalais participeront

- ✓ Aux travaux de finition pour l'aménagement d'une salle
- ✓ A la création d'un espace dédié à la désinfection
- ✓ A la transformation d'un box de consultation
- ✓ A l'aménagement d'une pharmacie

2/ Aller à la découverte des pas de Blaise Diagne à travers des actions et visites culturelles, en découlera une exposition sur le rôle de Blaise Diagne et celui des anciennes colonies françaises lors de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale.

Pour mettre à bien ce projet, la ville de Compiègne souhaite établir une convention de partenariat tripartite avec Léo Lagrange Nord Ile de France d'une part, et l'association Compiègne Ziguinchor d'autre part.

Ainsi le budget prévisionnel du projet s'élève à 27 000€ qui se répartit de la façon suivante :

- Ville de Compiègne (Subvention du CGET) : 13 000€
- Association Compiègne Ziguinchor (fonds centenaire de l'armistice) : 5000€
- Association Léo Lagrange (VVSI) : 7500€
- Participation des familles (versées à Léo Lagrange) : 1500€

Les 13 000 € de la ville de Compiègne, mentionnés précédemment feront l'objet d'une prestation payée à Leo Lagrange (objet : accompagnement et suivi du projet sur les Pas de Blaise Diagne).

Vous trouverez ci-joint la convention de partenariat détaillant les engagements des parties, et engageant les parties à la fois en termes de financement (co-financement prévus par chaque partie, accompagnements pour la recherche de financements complémentaires) et d'organisation du chantier solidaire.

**Le Conseil Municipal,**

Entendu le rapport présenté par M.BA,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 19 septembre 2018,

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,**

**APPROUVE** la convention tripartite entre La Ville de Compiègne, Léo Lagrange et l'Association Compiègne Ziguinchor incluant une participation de la Ville de Compiègne à hauteur de 13 000 €,

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat correspondante, annexée à la présente délibération et tout acte relatif à cette affaire.

Fait et délibéré à COMPIEGNE, le 28 septembre 2018  
Et ont signé au registre, les membres présents,  
Pour copie conforme,



Le Maire de Compiègne,

Philippe MARINI  
Sénateur Honoraire de l'Oise

## CONVENTION DE PARTENARIAT

### Il est convenu entre les soussignés

Léo Lagrange Nord Ile de France, association régie par la loi 1901, dont le siège social est situé au 80, rue Jean Jaurès 80000 Amiens, représentée par Stéphane DEBIC, Directeur.

Et

La Mairie de Compiègne situé à la Place de l'Hôtel de ville, 60200 Compiègne représentée par Monsieur MARINI Philippe, agissant en qualité de Maire de Compiègne

Et

L'association Compiègne ZIGUINCHOR, dont le siège social est situé Centre municipal Anne Marie Vivé, rue Alexandre DUMAS, 60200 Compiègne, représentée par sa présidente Mme THIAM Aminata.

S'engagent à collaborer dans le cadre du contrat de ville à mener un Chantier de Solidarité au Sénégal visant la réhabilitation d'un poste de santé et aller à la découverte des pas de Blaise DIAGNE.

### *Objet de l'action :*

1/ Réhabiliter une première partie du poste de santé, le rendre opérationnel avant la fin du chantier, avec des permanences des premiers soins pour les villageois

Le groupe de jeunes Français et Sénégalais participeront

- ✓ Aux travaux de finition pour l'aménagement d'une salle
- ✓ A la création d'un espace dédié à la désinfection
- ✓ A la transformation d'un box de consultation
- ✓ A l'aménagement d'une pharmacie

2/ Aller à la découverte des pas de Blaise Diagne à travers des actions culturelles, de découvertes...de l'histoire de Blaise Diagne et du rôle des combattants issus des anciennes colonies françaises lors de la première guerre mondiale.

*Dates de l'action :* 19 octobre au samedi 03 novembre 2018

**Pays d'accueil de l'action :** Au Sénégal

Localisation de l'action : Le Village de Ngolar, situé à 8 kms de la commune de Notto.

**Leo Lagrange Nord Ile de France s'engage :**

A faire valider par la ville de Compiègne et l'association Compiègne Zighinchor, les objectifs du projet et son contenu, le budget prévisionnel.

A gérer et suivre le budget et rendre compte à la ville de Compiègne et l'association Compiègne Zighinchor, en prenant en charge le cout des billets, les frais au Sénégal de l'hébergement, la restauration, les activités, les frais de déplacements...

A percevoir le reste à charge demandé aux familles à hauteur de 150€ par jeune.

A participer aux temps de préparations du chantier à hauteur d'un rendez-vous mensuel minimum

A contribuer aux actions d'autofinancements

A communiquer la personne désignée par la Fédération Léo Lagrange, pour le parrainage, le dossier JSI ou VVSI,

LEO LAGRANGE Nord Ile de France sera chargé de suivre le dossier MAE et d'accompagner le groupe de Français en collaboration avec les animateurs de Compiègne.

Léo Lagrange s'engage à :

- A instruire et à vérifier la conformité du dossier.
- A remplir et signer la convention de parrainage et à fournir une lettre de présentation du dossier en appui au parrainage.
- A transmettre au FONJEP, le dossier, avant la date limite de dépôt assurer le suivi.
- A accompagner les salariés de la ville de Compiègne à réaliser le bilan et à le transmettre au FONJEP, avant la date limite (trois mois après la fin du projet)
- A gérer les liens avec Leo Lagrange Sénégal et être l'interface entre la ville de Compiègne et Leo Lagrange Sénégal.

LEO LAGRANGE Sénégal sera chargé d'effectuer toutes les démarches nécessaires au bon déroulement du chantier et de l'accueil du groupe (réservations, demande d'autorisations, achats, recrutement...), le personnel de LL Sénégal sera présent pendant toute la durée du chantier en fonction des besoins. Les jeunes participants (es) Sénégalais (es) seront sous la responsabilité de LL Sénégal.

**La ville de Compiègne s'engage :**

A communiquer à Léo Lagrange Nord Ile de France les informations et modifications éventuelles relatives au projet.

A mobiliser des jeunes motivés et réellement impliqués dans le projet.

A assurer une préparation suffisante du groupe de jeunes.

A s'assurer de la présence de tous les documents administratifs et sanitaires pour chaque jeune

A s'assurer de la mobilisation des animateurs qualifiés pour garantir l'encadrement des jeunes durant le chantier et lors des phases de préparations, de restitutions, des animations...

A prendre toutes les mesures de sécurité pour le groupe : Déclaration DDCS, Ariane, Ambassade de France...

A faire respecter les modes de vie du pays d'accueil

A s'assurer que les acquis du groupe, pendant le projet, puissent bénéficier à d'autres jeunes, pour des projets futurs.

La ville de COMPIEGNE s'engage à nous accompagner dans l'obtention de l'ensemble des financements : CGET, bailleurs sociaux, actions d'autofinancements, VVSI...

Les jeunes participants Français seront sous la responsabilité des salariés de la ville de Compiègne avant, pendant et après le chantier.

Un salarié de la Ville désigné par Léo Lagrange pourra disposer d'une régie d'avance octroyée par Léo Lagrange lors du séjour.

Une fois le budget global validé par les parties, la Ville de Compiègne versera une prestation à Léo Lagrange à hauteur de 13 000€ correspondant à la prise en charge des dépenses du séjour, l'accompagnement et le suivi du projet. Celle-ci aura pour objet l'intitulé « accompagnement et suivi du projet Sur les pas de Blaise Diagne »).

#### **L'association Compiègne Ziguinchor :**

La présidente sera associée à la mise en œuvre du projet sur Les pas de Blaise Diagne.

Une délégation de 4 personnes sera au Sénégal en même temps que le chantier pour maintenir les relations politique avec la ville de Ziguinchor, ces déplacements seront sous la responsabilité de l'association elle-même.

Elle mettra aussi à disposition un professionnel de santé du 25 octobre au 03 novembre

Dans le cadre de la subvention obtenue en lien avec le centenaire de la Première Guerre Mondiale, et conformément au budget final qui devra être validé par les parties, l'association Compiègne Ziguinchor versera à l'association Leo Lagrange deux prestations de 2500€ (montant prévisionnel à confirmer selon les dépenses effectives effectuées par les parties). La première prestation sera payée via virement ou cheque avant le séjour, et la seconde après le séjour et une fois le bilan final du projet effectué par les partenaires.

#### **Durée de la convention**

La présente convention prendra effet à signature de celle-ci par les parties associées.

#### **Dénonciation de la convention**

La convention peut être dénoncée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, à tout moment pour cas de force majeure ou pour tout autre motif sérieux tenant au fonctionnement même des services assurés.

Fait à Amiens,

Le.....2018

Pour Léo Lagrange Nord Ile de France

Stéphane DEBIC

Directeur

Pour la Mairie de Compiègne

Philippe Marini

Maire de Compiègne

Pour l'Association Compiègne Zigunichor

Aminata THIAM

Présidente

MAIRIE DE COMPIEGNE (Oise)

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018

**5 - Rapport annuel « Politique de la Ville » de l'ARC pour l'année 2017**

Date de convocation :  
04 juillet 2018

Date d'affichage :  
06 juillet 2018

Nombre de  
Conseillers présents  
ou représentés :  
37

Nombre de  
Conseillers en  
exercice :  
39

L'an deux mille dix-huit, le **VENDREDI VINGT-HUIT SEPTEMBRE à 20 heures 45**, le **CONSEIL MUNICIPAL de COMPIEGNE** s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en la salle ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Philippe MARINI, Sénateur honoraire de l'Oise, Maire de ladite Ville.**

**Etaient présents :**

**Philippe MARINI, Maire, Sénateur Honoraire,**  
Michel FOUBERT, Sylvie OGER-DUGAT, Nicolas LEDAY, Evelyse GUYOT, Eric VERRIER, Eric HANEN, Arielle FRANÇOIS, Françoise TROUSSELLE, Oumar BA, Dominique RENARD, Sandrine de FIGUEIREDO, Sophie SCHWARZ, Marie-Pierre DEGAGE, Marie-Christine LEGROS, Philippe TRINCHEZ, Christian TELLIER, Jacqueline LIÉNARD, Joël DUPUY de MERY, Etienne DIOT, Richard VELEX, Sylvianne ROMET, Liliane VÉZIER, Jean-Luc LESAGE, Christine BRAULT, Christopher CAUVIN, Maria ARAUJO de OLIVEIRA, Solange DUMAY, Dilvin YUKSEL, Jean-Marc BRANCHE, François GACHIGNARD

Date de transmission :  
03 octobre 2018

Date d'affichage :  
04 octobre 2018

Rendue exécutoire le :  
04 octobre 2018

**Etaient représentés :**

Eric de VALROGER représenté par Joël DUPUY de MÉRY  
Emmanuel MARSIGNY représenté par Philippe MARINI  
Anne KOERBER représentée par Christian TELLIER  
Monia LHADI représentée par Françoise TROUSSELLE  
Arnaud THOREL représenté par Éric VERRIER  
Patricia RENOULT représentée par François GACHIGNARD

**Etaient absents :**

Marc-Antoine BREKIESZ  
Richard VALENTE

## 5 - Rapport annuel « Politique de la Ville » de l'ARC pour l'année 2017

---

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, prévoit que dans les communes et EPCI signataires d'un contrat de Ville, le Maire et le président de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la Ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Un décret d'application du 3 septembre 2015 est venu préciser le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport annuel, qui vise à :

- Rappeler les principales orientations du Contrat de Ville,
- Présenter l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires,
- Retracer les principales actions menées en 2017 dans le cadre du Contrat de Ville,
- Présenter les perspectives de la mise en œuvre du Contrat de Ville et de la politique de la Ville au sein des quartiers prioritaires.

Les données présentées s'appuient notamment sur le Contrat de Ville de Compiègne signé le 9 juillet 2015 et le comité de pilotage à mi-parcours effectué en avril 2018 qui a mobilisé les partenaires du Contrat de Ville.

Ainsi, sont développées dans ce rapport, quelques actions particulièrement marquantes menées en 2017 dans le champ de la réussite éducative (Plateforme de réussite éducative par exemple), de l'action sociale et du soutien à la vie associative (chantier solidaire et actions citoyennes), dans le champ de la santé avec des interventions des animateurs dans les écoles ou de la prévention de la délinquance et de l'accès aux droits (création d'une permanence citoyenne).

Sur le pilier emploi et développement économique, des actions menées telles que les dispositifs « permis citoyens » (aide au permis de conduire en échange d'engagement citoyen), ou Partageons le CV (soirée de rencontre entre chefs d'entreprises en demandeurs d'emploi ont été mentionnés.

Sur le pilier cadre de vie, on pourra notamment citer les études menées en 2017 en vue de la requalification des squares de Vivier Corax et de l'Echarde.

Le présent rapport a fait l'objet d'une présentation aux membres des 3 conseils citoyens de Compiègne (Clos des Roses, Victoire, Vivier Corax) suite à une rencontre qui s'est tenue le 7 septembre 2018.

Conformément aux dispositions du décret précité, ce projet de rapport est soumis pour avis au conseil municipal de la Ville de Compiègne.

Il sera ensuite soumis pour approbation au Conseil d'Agglomération à l'occasion de sa prochaine séance.

Les avis du conseil municipal seront ajoutés en annexe de rapport.

**Le Conseil Municipal,**

Entendu le rapport présenté par M.BA,

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,**

**PREND ACTE** du présent rapport.

Fait et délibéré à COMPIEGNE, le 28 septembre 2018  
Et ont signé au registre, les membres présents,  
Pour copie conforme,



Le Maire de Compiègne,

Philippe MARINI  
Sénateur Honoraire de l'Oise

## Rapport « Politique de la Ville » pour l'année 2017

### Contrat de Ville - Agglomération de la Région de Compiègne

Suite au décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la Ville, le rapport suivant vise à :

- Rappeler les principales orientations du contrat de ville
- Présenter l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires
- Retracer les principales actions menées en 2017 dans le cadre du contrat de ville
- Présenter les perspectives de la mise en œuvre du contrat de ville et de la politique de la Ville au sein des quartiers prioritaires.

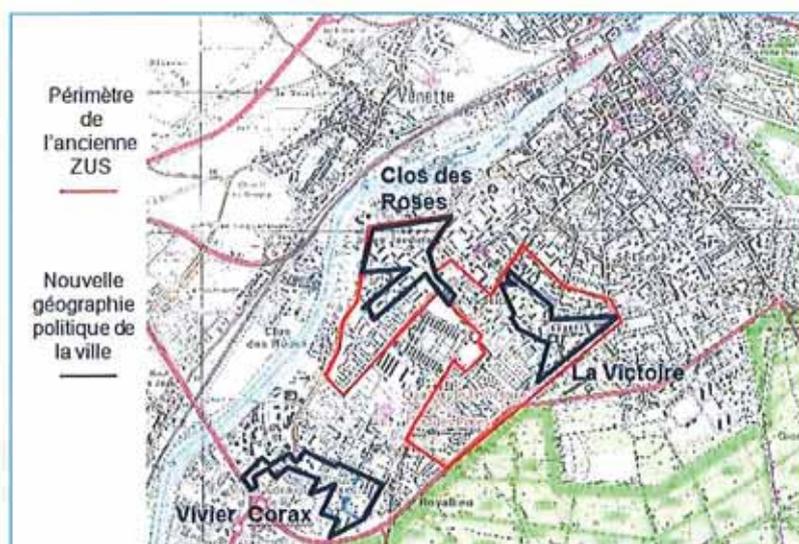
Les données présentées ci-dessous s'appuient notamment sur le contrat de Ville de Compiègne et le comité de pilotage à mi-parcours effectué en avril 2018 qui a mobilisé les partenaires du Contrat de Ville.

#### 1. Les quartiers prioritaires sur le territoire intercommunal de l'ARC

La nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville, validée par le gouvernement par décret le 30 décembre 2014, retient trois quartiers de l'ARC, tous situés dans la commune de Compiègne :

- Le « Clos des Roses » ;
- « La Victoire » ;
- Le quartier dit « Vivier Corax », correspondant à la partie sud de Compiègne, au nord de la rocade.

Le quartier classé jusqu'alors en Zone Urbaine Sensible (ZUS) reste prioritaire pour la période 2015-2020. Néanmoins, son périmètre est réduit et se divise désormais en 2 quartiers (Clos des Roses et La Victoire). Par ailleurs, le territoire de l'ARC bénéficie d'un nouvel entrant dans la géographie prioritaire : le quartier Vivier-Corax.



*Les quartiers de Compiègne inscrits dans la nouvelle géographie prioritaire et l'ancien périmètre ZUS*

Source : carte IGN, traitement Algoè

La population dans ces 3 quartiers est de 9 668 habitants<sup>1</sup>, soit une population qui représente 13,4% de la population intercommunale en 2015.

En outre, les partenaires signataires du contrat de ville ont souligné que le secteur de l'Echarde, localisé dans le quartier de Bellicart, concentre également de fortes problématiques sociales, et se trouve très enclavé, même s'il n'a pas été retenu dans les quartiers prioritaires de la nouvelle politique de la ville en raison de sa population inférieure à 1000 habitants. Néanmoins les principes et méthodes sous-tendant l'actuel contrat de ville (co-construction ; approche en trois piliers) seront déclinés à l'Echarde.

## 2. Rappel des principaux objectifs du Contrat de Ville

Conformément à la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération et la circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville, le contrats de ville repose sur trois piliers :

- « la cohésion sociale »
- « le cadre de vie et le renouvellement urbain »
- « le développement de l'activité économique et de l'emploi »

Trois axes transversaux structurent également le contrat de ville :

- La jeunesse
- La lutte contre toutes les discriminations (origine, handicap, âge)
- L'égalité entre les femmes et les hommes

Suite aux événements de janvier 2015, l'Etat a par ailleurs insisté sur l'importance de mettre au premier plan dans les contrats de ville les valeurs de la République et la citoyenneté, rappelant ainsi que l'intégration des quartiers prioritaires dans les dynamiques de leur agglomération doit nécessairement s'appuyer sur la volonté d'intégration de leurs habitants au sein de la Nation.

Ainsi, après avoir effectué un diagnostic partagé mobilisant un grand nombre de partenaires issus de champs diversifiés (social, éducatif, économique, logement, santé, sécurité, ...), les objectifs et orientations stratégiques suivantes ont été validés lors de la signature du Contrat de Ville de Compiègne le 9 juillet 2015 (voir tableau page suivante).

---

<sup>1</sup> Données CGET pour réalisation du diagnostic

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-05CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

## Cohésion sociale

### 1. Assurer la réussite éducative dans les quartiers prioritaires

- 1.1. Renforcer la lutte contre le décrochage scolaire
- 1.2. Renforcer le soutien à la parentalité et apporter un accompagnement éducatif aux familles, notamment monoparentales
- 1.3. Contribuer au développement personnel des enfants et des jeunes en favorisant leur implication dans des projets culturels, sportifs, éducatifs (solidarité)

### 2. Favoriser la mixité, le vivre-ensemble et le lien social, notamment en mobilisant la culture et le sport

- 2.1. Favoriser l'ouverture de la politique culturelle du Compiégnois, au travers d'une politique de médiation renforcée
- 2.2. Promouvoir l'accès des habitants des quartiers prioritaires à des pratiques et des disciplines sportives structurées et encadrées
- 2.3. Promouvoir la solidarité, la citoyenneté et la vie associative dans les quartiers prioritaires

### 3. Prévenir les violences et garantir la tranquillité publique

- 3.1. Réduire les phénomènes de délinquance, les incivilités et les problèmes de tranquillité publique et résidentielle au travers d'une amélioration de la coordination des acteurs
- 3.2. Renforcer la lutte contre le trafic de stupéfiants
- 3.3. Améliorer la prise en charge des violences, en particulier les violences intrafamiliales (violences conjugales et violences faites aux enfants)

### 4. Améliorer l'accès aux soins et la prévention santé

- 4.1. Favoriser la mobilisation, par les publics les plus modestes, de l'offre existante en termes de soins, de prévention et d'accès aux droits
- 4.2. Améliorer la prise en charge des problématiques de santé mentale et d'addiction

## Développement économique et emploi

### 5. Favoriser l'accès à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à la formation professionnelle

- 5.1. Lever les freins qui ne permettent pas d'accéder à l'emploi et à la formation (savoirs de base, niveau de qualification, codes comportementaux, mobilité psychologique et physique, modes de garde, addictions, discrimination)
- 5.2. Renforcer les dispositifs d'insertion dans une logique de parcours global
- 5.3. Développer l'accompagnement vers et dans l'emploi (formation préalable, sécurisation et pérennisation de l'emploi)
- 5.4. Sensibiliser à l'entrepreneuriat, former, accompagner dans la durée les porteurs de projets des quartiers prioritaires
- 5.5. Renforcer la coordination et la visibilité des acteurs de l'emploi

### 6. Favoriser un développement économique inclusif socialement

- 6.1. Impliquer des entreprises locales existantes dans la réponse à apporter aux publics éloignés de l'emploi
- 6.2. Anticiper et accompagner l'implantation de nouvelles entreprises susceptibles d'embaucher des habitants des quartiers prioritaires
- 6.3. Développer et consolider le réseau des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) pour développer des opportunités d'emplois locaux bénéficiant aux habitants du territoire
- 6.4. Renforcer la coordination et la visibilité des outils existants de création ou reprise d'activités et les conditions de pérennisation des activités créées

## Cadre de vie et renouvellement urbain

### 7. Améliorer les équilibres de mixité sociale à l'échelle de l'agglomération et au sein des quartiers, dans les parcs sociaux et privés

- 7.1. Améliorer les équilibres de mixité sociale au sein du parc social existant
- 7.2. Intégrer la problématique de la mixité sociale dans la production neuve (PLUI-NPNRU)

### 8. Faire des quartiers une vitrine de la ville durable

- 8.1. Intervenir sur les espaces publics et les espaces privés résidentiels et mettre en place des dispositifs de GUP pour accompagner l'évolution des usages et pratiques des espaces
- 8.2. Améliorer le confort thermique des logements et ainsi réduire les restes à charge
- 8.3. Renforcer l'offre de services et maintenir le tissu commercial dans les quartiers prioritaires

### 9. Soutenir la mobilité des populations des quartiers prioritaires

- 9.1. Renforcer l'accessibilité en transports en commun au sein de l'agglomération (lignes ARC)
- 9.2. Développer l'usage des modes actifs
- 9.3. Créer les conditions d'une mobilité accrue et durable grâce à une intermodalité renforcée (notamment en gare SNCF de Compiègne) et une meilleure information

### 10. Poursuivre et/ou engager la rénovation urbaine des quartiers prioritaires

- 10.1. Poursuivre la transformation urbaine du Clos des Roses
- 10.2. Engager la transformation urbaine à la Victoire en particulier sur le confort énergétique des logements
- 10.3. Engager la rénovation urbaine de Vivier-Corax afin de mieux intégrer le quartier dans le territoire intercommunal
- 10.4. Engager une étude de faisabilité socio-urbaine pour une intervention sur l'Echarde

### 3. L'Appel à projet Politique de la Ville 2017

Dans le cadre de l'appel à projet (AAP) Politique de la Ville 2017, ce sont 237 198€ qui ont été alloués par l'Etat aux structures porteuses de projets. La Ville a mobilisé 253 692€, pour mener des projets dont elle était porteuse, ou pour co-financer des associations dans ce cadre.

Enfin, d'autres financeurs tels que la CAF, le Conseil régional se sont mobilisés pour financer des actions à destination des habitants des quartiers prioritaires.

#### Répartition des crédits Politique de la Ville (Etat/ Ville) par Pilier en 2017



Au total, en 2017, ce sont donc 35 actions qui ont été soutenues dans le cadre de cet appel à projet (cf tableau en annexe).

### 4. Les principales actions menées en 2017, en lien avec les orientations stratégiques du Contrat de Ville

*La présente présentation des actions n'est pas exhaustive. Elle vise à donner un aperçu des principales actions menées en 2017.*

#### **Cohésion sociale**

##### **Renforcer la lutte contre le décrochage scolaire**

La Plateforme de suivi et d'appui aux décrocheurs Oise-Orientale est un dispositif qui permet de coordonner des acteurs locaux de la formation, de l'orientation et de l'insertion des jeunes. Il est piloté par le Directeur de CIO dans chaque département. Son objectif est d'accompagner les jeunes « décrocheurs » repérés grâce au SIEI (Système interministériel d'échange d'informations).

En octobre 2017 : 613 jeunes ont été recensés au total dont 30 jeunes issus des QPV .

Globalement, une diminution du nombre de décrocheurs entre 2015 et 2017 est constatée (1000 à 600 jeunes), liée au travail de prévention dans les établissements scolaires.

### Renforcer le soutien à la parentalité

Dans le cadre de l'AAP 2017, on pourra notamment mentionner l'action menée par **Cap Réussite**. L'association a accompagné environ 60 mères résidant en QPV, à l'école Faroux pour mettre des ateliers d'apprentissage du français, et facilite aussi le lien avec l'école avec des ateliers d'échanges.  
**Financement / an** : 1500€ CGET, 2500€ Ville

- **La plateforme de Réussite Educative**, créée fin 2016, propose un suivi familial autour de l'aide éducative et le soutien des parents, les loisirs et activités parents-enfants et des suivis avec des intervenants santé. 168 enfants issus des quartiers prioritaires de Compiègne y ont été suivis en 2017. **Financement en 2017**: 75000€ CGET, 19 770€ Ville

### Favoriser l'implication des jeunes dans les projets culturels, sportifs et éducatifs

- Education, culture, sport, loisirs, jeunesse : 16 actions soutenues en 2017 dans le cadre de la Politique de la Ville



- **Génération Réussite ( Ville et UTC) et les cordées de la Réussite (ESCOM)** avec En 2017, 50 élèves suivis de la 3<sup>ème</sup> à la terminale par l'UTC et une prise en charge dès la 5<sup>ème</sup> proposée par l'ESCOM
- **Espace Jean Legendre « Le cri des Carpes »** : Création artistique participative avec 13 enfants dont 9 résidant en QPV – participation des parents et représentations à l'EJL et au grand bleu à Lille. 2017 : 7000€ CGET / 10000€ Ville

### Promouvoir la citoyenneté, la solidarité et la vie associative dans les quartiers prioritaires

54 initiatives locales ont été soutenues en 2017 avec des actions telles que l'action Podium Mobile (Culture pour tous), la rénovation du mur Gounod (en partenariat avec Picardie Habitat), l'achat de matériels sportifs (génération espoir)...

### Prévenir les violences et garantir la sécurité publique

En 2017, selon les données de la Police Nationale, ce sont 312 interventions effectuées au Clos des Roses, 425 à la Victoire, 331 dans le secteur de Mercière et 190 à Royallieu.

On constate ainsi qu'une augmentation des interventions au Clos des roses et à la Victoire par rapport à 2016 et une baisse à Royallieu.

En novembre 2017, on note aussi la **création du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance** avec la mise en place de groupes thématiques (violences intra familiales, atteintes aux biens, addictions, nuisances/incivilités...

## Améliorer l'accès aux soins et la prévention santé

On pourra citer plusieurs actions menées notamment en direction des habitants des quartiers Politique de la Ville :

- **La médiatrice Santé (association SEC) depuis juin 2017** : En 2017, **47 personnes suivies** pour des bilans de santé générale (CPAM de Creil) et Ophtalmologique (Centre Chamant à Amiens)
- **« Sport, Santé, Insertion » (APSL) : 40 femmes des QPV** - reprise d'activité, point sur la santé et lien avec l'insertion professionnelle. Financement (2017): 2500€ (Cget), 1500€ (Ville), 3500€ (région)
- Intervention du PFAD (Policier Formateur Anti Drogue) dans les établissements scolaires des zones sensibles (collèges, lycées): **plus de 3000 personnes touchées en 2017** par ces actions de sensibilisation
- Intervention d'un animateur de la ville sur la prévention des addictions : **250 à 300 enfants/an à Compiègne** (REP, REP+ en CM1 et CM2) et formations des animateurs sur ce sujet

## **Développement économique et emploi**

### Favoriser l'accès à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à la formation professionnelle

On constate une baisse des demandeurs d'emploi sans activités entre 2016 et 2017 dans les quartiers du Clos des Roses et de la Victoire, mais une hausse à la Victoire. Ces chiffres doivent être étudiés avec l'évolution des mêmes données à l'échelle de Compiègne et de l'ARC (cf tableau ci-contre).

| Libellé géographique | cat A 2017 T4/2016 T4 (%) | cat A 2017 T4 |
|----------------------|---------------------------|---------------|
| Vivier Corax         | 8,0                       | 284           |
| Clos Des Roses       | -3,7                      | 341           |
| La Victoire          | -1,4                      | 343           |
| Compiègne            | 3,1                       | 2609          |
| EPCI                 | 4,1                       | 4035          |

Dans le cadre de l'AAP Politique de la Ville en 2017, ont notamment été soutenues les actions suivantes :

- **Permis Citoyen (Kheops)** : 20 bénéficiaires par an issus des QPV en moyenne pour une aide de 500€ en moyenne, avec une contrepartie de 70h citoyennes en moyenne effectuées au sein des services de la Ville ou d'une association. Financement : 8000€ ( CGET), 2000€ (Ville)
- **« Partageons le CV » : Soirée de rencontres aux Salles St Nicolas (Ville de Compiègne) avec en 2017, 30 entreprises présentes, 110 demandeurs d'emploi dont 70% issus des QPV – 43 sorties positives (40%) après 3 mois.**  
La mobilisation des entreprises a été fortement facilitée par **Proch'Emploi**  
Financement : 4400€ ( CGET), 1119€ ( Ville)

Par ailleurs, les Structures d'insertions par l'activité économique emploient plus de 128 bénéficiaires issus des QPV de Compiègne en 2017 ( Elan CES, ECSP, chiffons d'essuyage, GIPE le Meux, recyclerie du Compiègnois, Au fil de l'eau) soit en moyenne un tiers des bénéficiaires recrutés.

## **Cadre de vie et renouvellement urbain**

### **Mettre en œuvre des dispositifs de Gestion urbaine de proximité**

- Des Équipes de médiateurs urbains présentes sur les 3 Quartiers prioritaires et le square de l'Écharde
- Un travail de concertation est mené avec les bailleurs dans le cadre de la TFPB
- Un diagnostic en marchant a eu lieu sur chaque quartier en 2017 regroupant élus, techniciens, bailleurs, société civile
- Des travaux réalisés tels que la mise en place d'un grillage autour de la salle Debussy pour délimiter le parking (cofinancement Région) avec le soutien financier de la Région Hauts-de-France

### **Engager la rénovation urbaine de Vivier Corax et du square de l'Écharde**

- Des études réalisées en 2016 et 2017, cofinancées par l'OPAC de l'Oise, l'ARC et l'UE via l'ITI Urbain, sur la réhabilitation des squares du Vivier Corax (150 logements) et de l'Écharde (140) concernant les espaces publics et logements, et cela afin de désenclaver les squares et requalifier les logements et espaces publics

### **Renforcer l'accessibilité des transports en commun au sein de l'agglomération**

Les transports en commun gérés par l'ARC sont gratuits.

Les dessertes sont significatives au sein des QPV :

Le Clos des Roses : les lignes 2, 3 et 5 => env. 1425 usagers/ semaine depuis les arrêts du Clos

La Victoire-les Maréchaux : lignes 1 et 2 => env. 2100 usagers/ semaine

Vivier-Corax-Pompidou : lignes 1, 2, 3, 5 => env. 4450 usagers/ semaine

L'Écharde : ligne 3

- Des améliorations réalisées concernant ces quartiers depuis 2013 avec :
  - Le renforcement de la ligne 2 (service supplémentaire et services express)
  - La création de l'ARC Express desservant les zones d'activités
  - La mise en accessibilité de certains arrêts (Clos des Roses)
  - L'adaptation si possible des horaires de bus aux horaires de trains

## **5. Les actions de droit commun**

La dotation de solidarité urbaine d'un montant de 2.186.568 euros a permis là encore à la Ville de Compiègne de développer les actions menées par la ville, en finançant les équipes d'animation et de médiation au sein des quartiers, en compensant les surcoûts liés aux dégradations et en se mobilisant sur les opérations et études d'aménagement et de gestion urbaine de proximité.

## 6. Perspectives

Les perspectives ci-après, ont été validées par les partenaires dans le cadre du comité de pilotage à mi-parcours du Contrat de Ville.

### Cohésion sociale

- Renforcer la **coordination pour la lutte contre le décrochage scolaire** (Service politique de la Ville partenaire de la PSAD)
- Renforcer la **parentalité en le remettant au cœur de l'éducation axant notamment sur la prévention des addictions et des actes de délinquance, la médiation culturelle, le lien avec les actions d'alphabétisation**
- Poursuivre l'**accessibilité des habitants des quartiers aux pratiques culturelles et sportives**, notamment concernant les jeunes
- Développer des **actions d'éducation citoyennes et solidaires** concernant notamment les **13-25 ans**
- Poursuivre l'amélioration de la **coordination des acteurs sur le volet sécurité et prévention de la délinquance**
- Renforcer le travail de **prévention, l'accès aux soins** en ciblant les problématiques prioritaires identifiées par les acteurs
- **Mobiliser le droit commun en utilisant les autres financements que ceux de la Politique de la Ville**, en direction des habitants des quartiers (partenariat en cours avec l'ARS et la prévention santé / ex).

### Développement économique et emploi

- Mise en place d'un **Comité Emploi Insertion** régulier pour le suivi du contrat de ville et la mise en place d'**actions dédiées aux habitants issus des QPV**.
- Identification d'un **réfèrent sur le volet « développement économique »**
- Renforcement du suivi « **clauses d'insertion** » (Facilitateur) / SPEL
- Validation du **Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations**, avec un axe fort sur l'emploi

### Cadre de vie et renouvellement urbain

- **Étude en cours sur l'aménagement du pôle d'échanges Denielou**, situé entre le Clos des Roses et Vivier-Corax-Pompidou, pour renforcer son importance
- **Étude de diagnostic et stratégie mobilité en cours dans le cadre du protocole de préfiguration ANRU** pour identifier les freins à la mobilité, l'accessibilité de la Victoire-Maréchaux et du Clos des roses
- **Requalification du square de Vivier Corax** : Phase opérationnelle : Travaux de l'automne 2018 à début 2020
- **Requalification du square de l'Echarde** et de ses 140 logements : Travaux de l'automne 2018 à début 2020
- **Rénovation urbaine sur le Clos des Roses et la Victoire** : un travail d'étude est en cours en 2018, afin de permettre la formalisation d'un projet de renouvellement urbain.



Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-05CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018  
de l'Isère

## Annexe 1

## Tableau de répartition des crédits Etat/ Ville

## Appel à projet Politique de la Ville 2017

| Actions retenues dans le cadre de l'appel à projet PV 2017                   |                     | Etat   | Ville   |
|--|---------------------|--------|---------|
| <b>1122 Actions spécifiques d'accompagnement scolaire et CLAS</b>            |                     |        |         |
| Médiation, citoyenneté et éducation  | AMI                 | 13 850 | 1 500   |
| Renforcement de l'accompagnement à la scolarité                              | VILLE               | 22 950 | 120 050 |
| Génération réussite  | VILLE               | 6 268  | 6 920   |
| Pour une réussite éducative intergénérationnelle                             | C.R.L.              | 5 500  | 1 303   |
| Pôle associé La Main à la Pâte   | COLLEGE MALRAUX     | 4 000  |         |
| <b>1-2 SANTE</b>   |                     |        |         |
| Sport, santé et insertion  | APSL                | 2 500  | 1 000   |
| <b>1-3 Parentalité et droits sociaux</b>                                     |                     |        |         |
| La nuit des Contes   | ALJE KOUYATE        | 2 500  | 2 000   |
| Service d'information et d'accès aux droits des personnes en difficulté      | CIDFF               | 5 000  | 2 000   |
| Soutien à la parentalité sur le Clos des Roses                               | GRANDIR ENSEMBLE    | 5 000  | 2 000   |
| <b>1312 Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAPP)</b> |                     |        |         |
| Espace d'écoute pour les adolescents   | A.C.E.S.            | 1 500  | 500     |
| Activités Parents-Enfants  | VILLE               | 4 900  | 4 900   |
| <b>1-4 Culture et expression artistique</b>                                  |                     |        |         |
| <b>Objectif 141 – Diffusion culturelle</b>                                   |                     |        |         |
| Le cri des carpes  | C.A.C.C.V.          | 7 000  | 15 000  |
| Podium mobile  | Culture pour tous   | 2 000  | 1 000   |
| Les portes du temps  | VILLE               | 1 500  | 600     |
| Les quartiers font leur cinéma   | Festival du Film    | 4 500  | 4 500   |
| Médiation à destination des jeunes et habitants des QPV                      | FESTIVAL DES FORETS | 2 500  | 10 000  |
| <b>1-5 LIEN SOCIAL – CITOYENNETE ET PARTICIPATION DES HABITANTS</b>          |                     |        |         |
| Jeunesse solidaire   | Léo Lagrange        | 16 000 | 4 300   |
| Sports et secourisme   | VILLE               | 1 200  | 2 500   |
| Sport, santé et bien être  | VILLE               | 0      | 8 150   |

|  |                                |        |        |
|--|--------------------------------|--------|--------|
| Conférence sur le vivre ensemble et la prévention de la radicalisation                                 | A.A.A.                         | 1 000  | 800    |
| Jeunesse citoyenne, jeunesse en mouvement  | VILLE                          | 4 000  | 1 500  |
| Toutes dans le même bateau   | Sport Nautique<br>Compiègnais  | 3 000  |        |
| <b>1562 Activités de loisirs</b>   |                                |        |        |
| Animations de quartier – activités culturelles et sportives  | Les locataires de<br>Mercieres | 1 000  | 860    |
| Séjour de vacances Eté   | Joie des Gosses                | 10 500 | 13 472 |
| Je m'ouvre sur l'extérieur et fêtes de quartier  | VILLE                          | 21 000 | 12 970 |
| Accueil collectif de mineurs avec hébergement  | C.V.A.C.                       | 5 000  | 5 000  |
| <b>Objectif 157 - Connaissance des droits - soutien juridique et accès aux services publics</b>        |                                |        |        |
| Je mets ma plume au service des quartiers  | VILLE                          | 10 130 | 6 223  |
| Lutte contre les discriminations   | VILLE                          | 10 000 | 2 400  |
| <b>Objectif 212 – accompagnement à l'insertion professionnelle</b>                                     |                                |        |        |
| Dispositif 100 chances – 100 emplois   | GEIQ                           | 5 000  |        |
| <b>Objectif 213 – Mise en relation demandeurs/employeurs</b>   |                                |        |        |
| <b>2131 Soutien aux rencontres avec entreprise et employeurs et actions en faveurs de la diversité</b> |                                |        |        |
| Ca va être possible  | VILLE                          | 3 400  | 1 109  |
| <b>Objectif 215 – Prévention et lutte contre l'illettrisme</b>   |                                |        |        |
| <b>2151 Accès aux savoirs de base et aux compétences clés</b>  |                                |        |        |
| Atelier de lutte contre l'illettrisme  | C.R.L.                         | 4 000  |        |
| <b>2-2 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>  |                                |        |        |
| <b>2223 Soutien à l'économie sociale et solidaire - hors IAE</b>                                       |                                |        |        |
| Chantier de rénovation multi-bâtiments ARC   | UN CHATEAU POUR<br>L'EMPLOI    | 22 000 |        |
| <b>PILIER III – CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN</b>  |                                |        |        |
| <b>3-1 CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN</b>   |                                |        |        |
| <b>3122 Habitat et cadre de vie</b>  |                                |        |        |
| Cap sur l'élément Terre  | VILLE                          | 7 000  | 18 635 |
| <b>Objectif 313 – Transport et mobilité</b>  |                                |        |        |
| <b>3132 Développement et mutualisation de services favorisant la mobilité</b>                          |                                |        |        |
| Location de voitures à tarif solidaire   | VILLE – CCAS                   | 1 000  | 500    |
| Aider au financement des permis de conduire des demandeurs d'emplois                                   | KHEOPS                         | 8 000  | 2 000  |

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-05CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

**MAIRIE DE COMPIEGNE (Oise)**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL**

**SÉANCE du VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018**

**06 - Plan de lutte contre les discriminations - Autorisation de signature**

L'an deux mille dix-huit, le **VENDREDI VINGT-HUIT SEPTEMBRE à 20 heures 45**, le **CONSEIL MUNICIPAL de COMPIEGNE** s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en la salle ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Philippe MARINI, Sénateur honoraire de l'Oise, Maire de ladite Ville.**

Date de convocation :  
04 juillet 2018

Date d'affichage :  
06 juillet 2018

Nombre de  
Conseillers présents  
ou représentés :  
37

Nombre de  
Conseillers en  
exercice :  
39

**Etaient présents :**

**Philippe MARINI, Maire, Sénateur Honoraire,**

Michel FOUBERT, Sylvie OGER-DUGAT, Nicolas LEDAY, Evelyse GUYOT, Eric VERRIER, Eric HANEN, Arielle FRANÇOIS, Françoise TROUSSELLE, Oumar BA, Dominique RENARD, Sandrine de FIGUEIREDO, Sophie SCHWARZ, Marie-Pierre DEGAGE, Marie-Christine LEGROS, Philippe TRINCHEZ, Christian TELLIER, Jacqueline LIÉNARD, Joël DUPUY de MERY, Etienne DIOT, Richard VELEX, Sylvianne ROMET, Liliane VÉZIER, Jean-Luc LESAGE, Christine BRAULT, Christopher CAUVIN, Maria ARAUJO de OLIVEIRA, Solange DUMAY, Dilvin YUKSEL, Jean-Marc BRANCHE, François GACHIGNARD

**Etaient représentés :**

Date de transmission :  
04 octobre 2018

Date d'affichage :  
05 octobre 2018

Eric de VALROGER représenté par Joël DUPUY de MÉRY  
Emmanuel MARSIGNY représenté par Philippe MARINI  
Anne KOERBER représentée par Christian TELLIER  
Monia LHADI représentée par Françoise TROUSSELLE  
Arnaud THOREL représenté par Éric VERRIER  
Patricia RENOULT représentée par François GACHIGNARD

Rendue exécutoire le :  
05 octobre 2018

**Etaient absents :**

Marc-Antoine BREKIESZ  
Richard VALENTE

## 6 - Plan de lutte contre les discriminations - Autorisation de signature

---

En application de la décision 25 du Comité Interministériel des Villes (CIV) du 19 février 2013 et de la loi de programmation sur la Ville et la cohésion urbaine, la lutte contre les discriminations sera prise en compte dans les Contrats de Ville.

Axe transversal des Contrats de Ville 2015/2020, la lutte contre les discriminations se traduit par la mise en place d'un Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations (PTLCD) au sein du Contrat de Ville comme l'indique la circulaire relative aux orientations politiques de la Ville en 2017.

Aussi, la Ville de Compiègne, l'Agglomération de la Région de Compiègne, l'Etat, et les parties prenantes de ce sujet s'engagent dans la mise en œuvre d'un Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations, annexe obligatoire du contrat de ville de Compiègne.

Il concernera spécifiquement le périmètre couvert par le Contrat de Ville et, validé par le gouvernement par décret le 30 décembre 2014, avec trois quartiers de l'ARC, tous situés dans la commune de Compiègne :

- Le « Clos des Roses » ;
- « La Victoire » ;
- Le quartier dit « Vivier Corax », correspondant à la partie sud de Compiègne.

En outre, les partenaires signataires du Contrat de Ville ont souligné que le secteur de l'Echarde, localisé dans le quartier de Bellicart, concentre également de fortes problématiques sociales, et se trouve très enclavé, même s'il n'a pas été retenu dans les quartiers prioritaires de la nouvelle politique de la ville en raison de sa population inférieure à 1000 habitants. Les principes et méthodes sous-tendant l'actuel contrat de ville seront déclinés à l'Echarde.

Ce plan, co-construit avec les partenaires locaux, définit des priorités en termes d'intervention. Il vise notamment à tenir compte des objectifs stratégiques suivants :

- Le changement des représentations qui contribuent aux discriminations

Les représentations sont des éléments de tout un système qui produit les inégalités et servent parfois de justification à des pratiques de discrimination.

- La prise en compte des publics confrontés aux discriminations

Agir en direction des personnes discriminées est un levier important de la lutte contre les discriminations. Il s'agit d'intervenir auprès des publics confrontés aux discriminations ainsi qu'auprès des acteurs en capacité d'accompagner ces publics.

Dans la perspective d'une mobilisation efficace des moyens disponibles et d'une bonne coordination des acteurs mobilisés, ce plan s'attache prioritairement à **4 thèmes** pour lesquels sont présentées des fiches opérationnelles.

1. L'emploi

Mobiliser les acteurs économiques et sociaux en s'appuyant sur l'exemplarité des employeurs publics et institutionnels.

Accompagner les intermédiaires de l'emploi, et plus largement tous les employeurs publics et privés, à s'engager dans des actions de lutte contre les discriminations, avec en perspective, la mise en place d'actions de recrutement menés plus spécifiquement en direction des habitants des quartiers.

2. Les femmes dans les quartiers prioritaires

Il y a lieu de connaître spécifiquement la situation des femmes dans les quartiers de la politique de la Ville de manière à mettre en place un programme visant à les accompagner vers l'accès à l'emploi.

3. Le logement

Mobilisation des acteurs du logement locatif pour définir et mettre en œuvre une politique d'attribution des logements sociaux à l'échelle de l'agglomération, dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

4. La prévention des discriminations auprès des jeunes

Lutter contre les plafonds de verre qui existent et favoriser l'égalité des chances dans l'orientation des jeunes, notamment en permettant un accès égalitaire aux stages, ouvrira aux jeunes des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) de nouvelles possibilités dans le choix de leur futur métier.

Un travail d'évaluation de la menée des actions sera mis en place et présenté lors du comité de pilotage du Contrat de Ville.

**Le Conseil Municipal,**

Entendu le rapport présenté par M.BA,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 19 septembre 2018,

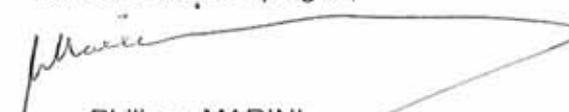
**Après en avoir délibéré à la majorité des membres présents et représentés, avec 3 votes contre : Jean-Marc BRANCHE, Patricia RENOULT et François GACHIGNARD,**

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer le Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations présenté ci-dessus.

Fait et délibéré à COMPIEGNE, le 28 septembre 2018  
Et ont signé au registre, les membres présents,  
Pour copie conforme,



Le Maire de Compiègne,

  
Philippe MARINI  
Sénateur Honoraire de l'Oise

# Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations

*Annexe du Contrat de Ville de Compiègne*

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| 1. Préambule.....  | 2  |
| 2. Elements de Cadrage et informations .....                   | 4  |
| 2.1. La loi distingue trois types de discrimination : .....    | 4  |
| 2.2. Les critères de discriminations prohibés par la loi ..... | 5  |
| 2.3. Le défenseur des droits .....                             | 5  |
| 3. Objectifs du plan et organisation.....                      | 6  |
| 3.1. Objectifs stratégiques .....                              | 6  |
| 3.2. Axes transversaux d'intervention .....                    | 6  |
| 4. Gouvernance et suivi .....                                  | 8  |
| 4.1. Organe de pilotage .....                                  | 8  |
| 4.2. Méthodologie de mise en œuvre .....                       | 8  |
| 5. Cadre des actions de lutte contre les discriminations.....  | 9  |
| 5.1. L'Emploi .....  | 9  |
| 5.2. La place des femmes dans les quartiers prioritaires ..... | 11 |
| 5.3. Le logement .....   | 12 |
| 5.4. Prévention des discriminations auprès des jeunes .....    | 13 |

## 1. Préambule

Axe transversal des contrats de ville 2015/2020, la lutte contre les discriminations se traduit par la mise en place d'un Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations (PTLCD) au sein du contrat de ville comme l'indique la circulaire relative aux orientations politique de la Ville en 2017.

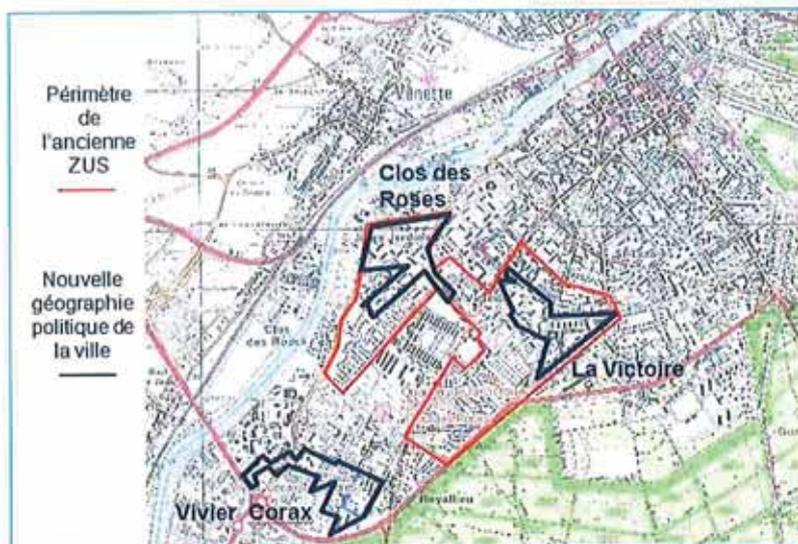
Aussi, la Ville de Compiègne, l'Agglomération de la Région de Compiègne, l'Etat, les signataires du contrat de ville et plus largement l'ensemble des parties prenantes du contrat de ville se sont engagés dans la mise en œuvre d'un plan territorial de lutte contre les discriminations qui concernera le contrat de Ville de Compiègne et ses piliers principaux :

- Cohésion sociale
- Développement économique, emploi et formation
- Renouvellement urbain, habitat et cadre de vie
- Gouvernance et participation citoyenne

Sur le périmètre couvert par le contrat de ville, La nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville, validée par le gouvernement par décret le le 30 décembre 2014, retient trois quartiers de l'ARC, tous situés dans la commune de Compiègne :

- Le « Clos des Roses » ;
- « La Victoire » ;
- Le quartier dit « Vivier Corax », correspondant à la partie sud de Compiègne, au nord de la rocade.

Le quartier classé jusqu'alors en Zone Urbaine Sensible (ZUS) reste prioritaire pour la période 2015-2020. Néanmoins, son périmètre est réduit et se divise désormais en 2 quartiers (Clos des Roses et La Victoire). Par ailleurs, le territoire de l'ARC bénéficie d'un nouvel entrant dans la géographie prioritaire : le quartier Vivier-Corax.



**Les quartiers de Compiègne inscrits dans la nouvelle géographie prioritaire et l'ancien périmètre ZUS**

Source : carte IGN, traitement Algoé

La population dans ces 3 quartiers est de 9 668 habitants<sup>1</sup>, soit une population qui représente 13,4% de la population intercommunale en 2015.

En outre, les partenaires signataires du contrat de ville ont souligné que le secteur de l'Echarde, localisé dans le quartier de Bellicart, concentre également de fortes problématiques sociales, et se trouve très enclavé, même s'il n'a pas été retenu dans les quartiers prioritaires de la nouvelle politique de la ville en raison de sa population inférieure à 1000 habitants. Néanmoins les principes et méthodes sous-tendant l'actuel contrat de ville (co-construction ; approche en trois piliers) seront déclinés à l'Echarde.

Afin de renverser le décrochage de ces quartiers, tous les acteurs publics et privés susceptibles de contribuer à faire reculer les discriminations dont sont victimes les habitants, s'unissent pour mutualiser leurs moyens dans le cadre d'une démarche concertée. Le présent PTLCD contractualise cette démarche.

La conception et la mise en œuvre du PTLCD s'inscrivent dans cette dynamique de mobilisation des acteurs.

---

<sup>1</sup> Données CGET pour réalisation du diagnostic

## 2. Elements de Cadrage et informations

La discrimination correspond à une situation précise définie juridiquement. Discriminer, c'est traiter un individu de manière plus défavorable qu'un autre en fonction de critères illégaux qui sont énoncés à l'article 225-1 du Code Pénal qui stipule que :

« Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion »

### 2.1. La loi distingue trois types de discrimination :

✓ La discrimination directe :

Elle désigne le cas où « Pour des raisons de race ou d'origine ethnique une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre dans une situation comparable »

✓ La discrimination indirecte

Cette notion suppose qu'une disposition, un critère ou une pratique neutre en apparence soit susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour des individus par rapport à d'autres personnes en raison d'un critère prohibé

✓ La discrimination systémique

C'est un type de discrimination produit par le système social par lequel un groupe impose sa puissance et ses privilèges à un autre en s'appuyant sur des leviers politiques et économiques.

L'appartenance à une classe sociale, une race ou un sexe est prépondérante pour déterminer la position sociale des uns et des autres.

## 2.2. Les critères de discriminations prohibés par la loi

La liste des critères a plusieurs sources. D'une part, les conventions internationales et textes européens définissent un socle de critères fondés sur les caractéristiques de la personne. D'autre part, la loi française a ajouté des critères spécifiques. On peut notamment mentionner les critères suivants :

- |   |                                    |
|---|------------------------------------|
| 1 L'âge   | 11 La situation de famille         |
| 2 L'apparence physique                            | 12 Le handicap                     |
| 3 L'appartenance ou non à une ethnie              | 13 Le patronyme                    |
| 4 L'appartenance ou non à une nation              | 14 Le sexe                         |
| 5 L'appartenance ou non à une race                | 15 Les activités syndicales        |
| 6 L'appartenance ou non à une religion déterminée | 16 Les caractéristiques génétiques |
| 7 L'état de santé                                 | 17 Les mœurs                       |
| 8 L'identité sexuelle                             | 18 Les opinions politiques         |
| 9 L'orientation sexuelle                          | 19 L'origine                       |
| 10 La grossesse                                   | 20 Lieu de résidence               |

## 2.3. Le défenseur des droits

Le Défenseur des droits regroupe les missions dévolues au médiateur de la république, du défenseur des enfants et de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'égalité –(HALDE)

Cette personne est chargée de défendre les droits des citoyens et dispose d'un certain nombre de prérogatives, notamment en matière de lutte contre les discriminations.

Adresse du délégué du défenseur des droits à Compiègne : 21 rue Eugène Jacquet : 03 44 06 78 50

## 3. Objectifs du plan et organisation

### 3.1. Objectifs stratégiques

Le présent Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations (PTLCD) a vocation à exprimer la volonté de tous les acteurs de travailler ensemble en réseau : institutions, collectivités territoriales, associations et les habitants au travers des conseils citoyens. Annexé au contrat de Ville, il est transverse aux piliers fondateurs de la politique de la ville.

Il vise notamment à tenir compte des objectifs stratégiques suivants :

- **Le changement des représentations qui contribuent aux discriminations**

Les représentations sont des éléments de tout un système qui produit les inégalités et servent parfois de justification à des pratiques de discrimination.

- **La prise en compte des publics confrontés aux discriminations**

Agir en direction des personnes discriminées est un levier important de la lutte contre les discriminations. Il s'agit d'intervenir auprès des publics confrontés aux discriminations ainsi qu'auprès des acteurs en capacité d'accompagner ces publics.

### 3.2. Axes transversaux d'intervention

- **Axe 1 : Connaître**

Pour faire reculer les discriminations, il faut savoir de quoi l'on parle : être capable de les repérer, de les qualifier, pour mieux les adresser et les traiter.

- **Axe 2 : Communiquer**

Accompagner les acteurs de terrain dans leur mobilisation à lutter contre les discriminations n'est possible qu'en rendant visible l'engagement, la volonté politique et la détermination des responsables publics à lutter contre les discriminations que subissent les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

- **Axe 3 : Former**

Sensibiliser et former les acteurs territoriaux à la connaissance et à la compréhension de la notion de discrimination, doit permettre à ces acteurs d'identifier les situations de discrimination, de déterminer leur dimension directe, indirecte et systémique et d'endiguer, par leur action, les phénomènes discriminatoires. En possédant un langage commun sur les discriminations et une compréhension commune de ce qui les produit, ils peuvent agir ensemble pour les faire reculer.

- **Axe 4 : Agir**

Ce plan d'actions est transverse aux piliers fondateurs du contrat de Ville. Dans la perspective d'une mobilisation efficace des moyens disponibles et d'une bonne coordination des acteurs mobilisés, ce plan s'attache prioritairement à **4 thèmes** pour lesquels sont présentées des fiches opérationnelles.

1. **L'emploi**

Mobiliser les acteurs économiques et sociaux en s'appuyant sur l'exemplarité des employeurs publics et institutionnels.

Accompagner les intermédiaires de l'emploi, et plus largement tous les employeurs publics et privés, à s'engager dans des actions de lutte contre les discriminations, avec en perspective, l'obtention des labels diversité et égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la signature de la charte entreprise et quartiers.

2. **Les femmes dans les quartiers prioritaires**

Il y a lieu de connaître spécifiquement la situation des femmes dans les quartiers de la politique de la Ville de manière à mettre en place un programme visant à les accompagner vers l'accès à l'emploi.

3. **Le logement**

Mobilisation des acteurs du logement locatif pour définir et mettre en œuvre une politique transparente, égalitaire d'attribution des logements sociaux à l'échelle de l'agglomération, dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

4. **La prévention des discriminations auprès des jeunes**

Lutter contre les plafonds de verre qui existent et favoriser l'égalité des chances dans l'orientation des jeunes, notamment en permettant un accès égalitaire aux stages, ouvrira aux jeunes des QPV de nouvelles possibilités dans le choix de leur futur métier.

• **Axe 5 : Évaluer**

Améliorer l'efficacité de l'action publique de lutte contre les discriminations passe nécessairement par l'évaluation des actions mises en œuvre sur le territoire. Cette évaluation, intégrée au dispositif de suivi et de pilotage du PTLCD.

Ces axes structurent et coordonnent l'action des acteurs territoriaux de la lutte contre la discrimination dans la durée, à l'échelle du contrat de Ville, jusqu'en 2020.

## 4. Gouvernance et suivi

### 4.1. Organe de pilotage

La gouvernance du PTLCD sera réalisée dans le cadre du comité du pilotage du Contrat de Ville. A cette occasion, un temps devra être consacré à l'évaluation des actions réalisées. Le comité de pilotage à la charge de choisir les objectifs prioritaires pour l'année à venir.

#### Groupe de travail relatif à la lutte contre les discriminations

Le groupe de travail chargé de la production de ce PTLCD est maintenu dans ses prérogatives pour accompagner et assurer le suivi opérationnel du PTLCD. Il s'assure du bon déploiement des actions LCD s'inscrivant dans le cadre du PTLCD et en assure son évaluation en lien avec le comité de pilotage contrat de ville.

La direction Politique de la Ville de Compiègne assure la coordination de ce groupe de travail.

#### Les participants :

##### Etat :

- Délégué du préfet
- Défenseur des droits

##### Collectivités territoriales :

- Chef de projet Politique de la Ville
- Travailleur social, intervenant au Commissariat

##### Associations :

- LDH
- SoS racisme
- AMI
- ACTUS
- Secours Catholique
- CIDFF
- MISS RONDE
  
- Représentants des conseils citoyens

### 4.2. Méthodologie de mise en œuvre

#### • Phase de conception

La conception de ce PTLCD a été réalisée par un groupe technique réunissant les acteurs de la des domaines ciblés (cf. les membres du groupe de travail cité ci-dessus) sur le territoire.

#### • Evaluation

Chaque année, une présentation sera faite au comité de pilotage du contrat de ville des actions réalisées et du suivi du Plan. Un point régulier (chaque année ou davantage) pourra être fait avec le groupe de travail relatif à la lutte contre les discriminations.

## 5. Cadre des actions de lutte contre les discriminations

Ce plan d'actions est transversal aux piliers fondateurs du contrat de Ville. Dans la perspective d'une mobilisation efficace des moyens disponibles et d'une bonne coordination des acteurs mobilisés, ce plan s'attache prioritairement à 4 thèmes pour lesquels sont présentées ci-dessous des fiches opérationnelles.

### 5.1. L'Emploi

#### Enjeux

« Les discriminations à l'embauche sont punies de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende – article 225-2 du Code pénal ».

« Un diplômé bac +5 de plus de 30 ans a 22% de chances de moins d'occuper un emploi de cadre lorsqu'il est issu des quartiers prioritaires [...] le taux de chômage des diplômés des quartiers, ayant un bac +2 et plus, est presque trois fois supérieur à la moyenne nationale »<sup>2</sup>.

L'existence de discriminations à l'embauche est incontestable et se manifestent en fonction du genre, de l'origine, de l'âge, de l'apparence, des orientations sexuelles, de l'état de santé, du handicap, etc...

La discrimination peut également être liée aux origines des demandeurs d'emplois. En effet, bien que difficile à établir car la France ne pratique pas les statistiques ethniques, des études montrent que certaines origines étrangères sont un frein à l'embauche. Les immigrés ont deux fois plus de risque d'être au chômage et trois fois moins de chance en envoyant un CV d'être reçu pour un entretien.

Selon le 8ème baromètre DDD/OIT, 85% des demandeurs d'emplois estiment que des discriminations à l'embauche sont fréquentes.

Ainsi, le Défenseur des droits constate que la discrimination au travail n'est pas un phénomène marginal et a même tendance à s'amplifier en période de crise économique. Le rapport annuel 2015 du Défenseur des droits indique que 54% des dossiers de réclamation saisis dans le cadre de la lutte contre les discriminations concernent l'emploi.

#### Objectifs opérationnels :

1. Analyser les enjeux de discrimination liés à l'emploi sur le territoire en faisant émerger les problématiques locales en lien étroit avec la mission locale et Pole Emploi
2. Mettre en œuvre des actions de prévention, de sensibilisation auprès des acteurs de l'emploi
3. Favoriser les initiatives visant à permettre les rencontres directes entre les employeurs et habitants des quartiers

<sup>2</sup> Rapport 2016 de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV)

Pistes de travail :

- Définir un ou deux indicateurs de suivi concernant les discriminations dans le champ de l'emploi, qui seront présentés annuellement dans le cadre du Comité de Pilotage du Contrat de Ville.
- Mettre à disposition des recruteurs publics et privés de guides et outils pour les aider à aller vers l'exemplarité en matière d'égalité à l'embauche, et rappeler les risques en termes de non-respect de la loi
- Développer les actions engagées dans les contrats de Ville pour mettre en relation demandeur d'emplois et employeurs telles que mis en place lors de l'opération « Partageons le CV ».

Partenaires à mobiliser :

- ✓ Service Publics pour l'Emploi Local
- ✓ ARC
- ✓ Préfecture
- ✓ Représentants des entreprises
- ✓ Pôle emploi et acteurs de l'emploi
- ✓ Associations et structures locales

## 5.2. La place des femmes dans les quartiers prioritaires

### Enjeux

Certes aucun territoire au niveau national n'échappe aux enjeux d'égalités femmes/hommes mais les inégalités s'avèrent plus criantes dans les quartiers relevant de la géographie prioritaire, et ce phénomène représente une source de discrimination. Une femme sur deux est sans emploi contre une sur trois hors QPV. Dans les quartiers prioritaires, l'écart entre femmes et hommes dans l'accès au marché du travail est de 16 points. Les femmes résidant en quartiers prioritaires connaissent plus durement les discriminations liées à leur sexe que celles qui vivent ailleurs (données du Haut conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes)<sup>3</sup>.

### Objectifs opérationnels :

1. Mieux connaître la situation des femmes dans les quartiers » Politique de la Ville de Compiègne
2. Mettre en place un programme visant à accompagner les femmes issues des QPV vers l'accès au travail.

### Pistes de travail :

Un travail de coordination entre les acteurs sociaux locaux sera à renforcer (réunion des partenaires sociaux) en développant des mesures personnalisées afin de permettre aux femmes de bénéficier d'un emploi.

La représentante pour l'Oise de la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité hommes-femmes (DRDFE) pourrait être associée. L'une des missions est de promouvoir la mixité et l'égalité professionnelle.

### Partenaires à mobiliser :

- ✓ La DRDFE
- ✓ Service Public pour l'Emploi Local
- ✓ Les associations et structures locales et notamment le CIDFF

---

<sup>3</sup> Sources : CGET, En bref, n°6, octobre 2015 - HCEfh, rapport EGALITER, 2014

### 5.3. Le logement

#### Enjeux

Le droit au logement est un droit fondamental régit par la loi du 9 juillet 1989 alinéa 1. En cas de discrimination dans ce domaine, le juge est le seul compétent pour statuer après avoir entendu les deux parties.

En règle générale, l'attribution de logements sociaux répond à des critères précis que sont les ressources et le fait d'être en situation régulière sur le territoire national. Tout autre motif est considéré comme discriminatoire.

Dans le domaine locatif privé, les agences ont l'obligation de demander un certain nombre de justificatifs prévus par la réglementation. En dehors de cette liste de justificatif, le locataire potentiel peut s'estimer victime de discrimination. Si tel est le cas le tribunal d'instance ou, le Défenseur des droits peut être saisi car il est chargé de veiller à la protection des droits de chaque citoyen.

D'autres structures d'Etat ou associatives peuvent intervenir aux côtés des plaignants, tels que :

- ✓ Le MRAP Comité local de Creil
- ✓ La LICRA Région Hauts de France
- ✓ SOS Racisme Compiègne
- ✓ ANIL (Agence nationale pour l'information sur le logement)

Objectif opérationnel : Mieux connaître la réalité locale en matière d'accès au logement

#### Pistes de travail :

- Un indicateur sur les délais d'obtention d'un logement pour les ménage issus des QVP / hors QPV pourrait être suivi, en lien avec les bailleurs des territoires.
- Un lien avec la Conférence Intercommunal du Logement (CIL) et la Convention de Mixité Sociale pourra être fait dans ce cadre.
- La mise en place de rencontre et concertation entre bailleurs et associations engagées sur le volet lutte de la discrimination et diversité culturelles

#### Liste non-exhaustive des partenaires à mobiliser :

- ✓ Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM)
- ✓ Picardie Habitat –Proclia
- ✓ OPAC de l'Oise-Antenne de Compiègne
- ✓ CCAS
- ✓ CLCV (Consommation logement cadre de vie)
- ✓ COALLIA
- ✓ Services logements de la Ville et de l'ARC
- ✓ Acteurs de l'accès aux droits/ Permanence citoyenne

## 5.4. Prévention des discriminations auprès des jeunes

### Enjeux

Les enfants et les adolescents restent un public de choix pour faire passer des messages positifs contre les discriminations. Adultes de demain, il est nécessaire de sensibiliser les jeunes issus des QPV aux enjeux de la lutte contre les discriminations, à travers des actions pédagogiques et citoyennes.

**Objectif opérationnel :** Sensibiliser davantage les jeunes issus des QPV aux enjeux liés à la lutte contre les discriminations

### Pistes de travail :

- Des actions de sensibilisations peuvent être menées en milieu scolaire et périscolaire. Des interventions pédagogiques et ou des animations peuvent être proposées telles que expositions, forums, etc auprès des jeunes des quartiers notamment (établissement en REP en REP+). Ces actions peuvent être intégrées dans le cadre des projets d'action éducative (PAE). Elles peuvent être menées si besoin l'appui de partenaires extérieurs sur le thème des discriminations (travail sur la définition, les représentations...).
- De plus, l'initiation aux pratiques culturelles dans leur diversité, est un levier pour travailler sur les représentations culturelles (médiation culturelle).
- Le travail autour de devoir du mémoire peut être un levier particulièrement intéressant, avec par exemple en 2018 la mise en lumière du rôle des soldats issus des colonies au cours des deux guerres mondiales, et autour de la commémoration de la lutte contre l'esclavage.

### Partenaires à mobiliser (liste non exhaustive)

- ✓ MRAP
- ✓ SOS RACISME
- ✓ LDH
- ✓ Miss Ronde
- ✓ CIDDF
- ✓ AMI
- ✓ Permanence de la citoyenneté
- ✓ Secours catholique
- ✓ DDCS
- ✓ Collectif pour la non Violence
- ✓ Amnesty international
- ✓ Collectif ACTUS
- ✓ Etc...

MAIRIE DE COMPIEGNE (Oise)

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018

**7 - Demandes de subventions auprès de la Région des Hauts-de-France - Création d'un jardin des senteurs (Victoire/Maréchaux) - Requalification des abords du centre commercial du Clos des Roses**

Date de convocation :  
04 juillet 2018

L'an deux mille dix-huit, le **VENDREDI VINGT-HUIT SEPTEMBRE à 20 heures 45**, le **CONSEIL MUNICIPAL de COMPIEGNE** s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en la salle ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Philippe MARINI, Sénateur honoraire de l'Oise, Maire de ladite Ville.**

Date d'affichage :  
06 juillet 2018

Nombre de  
Conseillers présents  
ou représentés :  
37

**Etaient présents :**

**Philippe MARINI, Maire, Sénateur Honoraire,**  
Michel FOUBERT, Sylvie OGER-DUGAT, Nicolas LEDAY, Evelyse GUYOT, Eric VERRIER, Eric HANEN, Arielle FRANÇOIS, Françoise TROUSSELLE, Oumar BA, Dominique RENARD, Sandrine de FIGUEIREDO, Sophie SCHWARZ, Marie-Pierre DEGAGE, Marie-Christine LEGROS, Philippe TRINCHEZ, Christian TELLIER, Jacqueline LIÉNARD, Joël DUPUY de MERY, Etienne DIOT, Richard VELEX, Sylvianne ROMET, Liliane VÉZIER, Jean-Luc LESAGE, Christine BRAULT, Christopher CAUVIN, Maria ARAUJO de OLIVEIRA, Solange DUMAY, Dilvin YUKSEL, Jean-Marc BRANCHE, François GACHIGNARD

Date de transmission :  
03 octobre 2018

**Etaient représentés :**

Date d'affichage :  
04 octobre 2018

Eric de VALROGER représenté par Joël DUPUY de MÉRY  
Emmanuel MARSIGNY représenté par Philippe MARINI  
Anne KOERBER représentée par Christian TELLIER  
Monia LHADI représentée par Françoise TROUSSELLE  
Arnaud THOREL représenté par Éric VERRIER  
Patricia RENOULT représentée par François GACHIGNARD

Rendue exécutoire le :  
04 octobre 2018

**Etaient absents :**

Marc-Antoine BREKIESZ  
Richard VALENTE

## 7 - Demandes de subventions auprès de la Région des Hauts-de-France - Création d'un jardin des senteurs (Victoire/Maréchaux) et requalification des abords du centre commercial du Clos des Roses

---

Dans le cadre du Contrat de Ville, la Région des Hauts-de-France a fléché des crédits pour les actions en direction des quartiers prioritaires pour l'année 2017.

Il est donc proposé d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter des subventions en investissement, pour les actions citées ci-dessous et selon le plan de financement suivant :

### Création d'un jardin des senteurs (Victoire/Maréchaux) :

Ce projet concerne un espace situé entre la rue de l'Amiral Wemyss et la rue du Maréchal Juin, au pied des logements sociaux et à proximité de l'école maternelle Rothschild. La Ville de Compiègne devra d'abord procéder au retrait du city stade actuel et dégradé, afin de pouvoir aménager un jardin des senteurs.

### Requalification des abords du centre commercial du Clos des Roses :

Il s'agira d'intervenir aux abords du centre commercial du Clos des Roses :

- En fermant la cour à l'arrière du centre commercial,
- En procédant à une amélioration paysagère aux abords du centre commercial.

Crédits d'Investissement :

|   | Coût total des projets | Subventions sollicitées auprès de la région Hauts-de-France |
|---|------------------------|---|
| Création d'un jardin des senteurs à la Victoire/ Maréchaux        | 35 000€                | 17 500€   |
| Requalification des abords du centre commercial du Clos des Roses | 18 348 €               | 9 174 €   |

**Le Conseil Municipal,**

Entendu le rapport présenté par M.FOUBERT,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 19 septembre 2018,

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,**

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter auprès de la Région des Hauts-de-France une subvention au taux maximal pour l'action « Création d'un jardin des senteurs »,

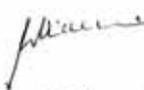
**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter auprès de la Région des Hauts-de-France une subvention au taux maximal pour la requalification des abords du centre commercial du Clos des Roses,

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à ces dossiers.

Fait et délibéré à COMPIEGNE, le 28 septembre 2018  
Et ont signé au registre, les membres présents,  
Pour copie conforme,



Le Maire de Compiègne,

  
Philippe MARINI  
Sénateur Honoraire de l'Oise

MAIRIE DE COMPIEGNE (Oise)

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018

**8 - Approbation du rapport d'activité et de développement durable de l'ARC pour l'année 2017**

Date de convocation :  
04 juillet 2018

L'an deux mille dix-huit, le **VENDREDI VINGT-HUIT SEPTEMBRE à 20 heures 45, le CONSEIL MUNICIPAL de COMPIEGNE** s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en la salle ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Philippe MARINI, Sénateur honoraire de l'Oise, Maire de ladite Ville.**

Date d'affichage :  
06 juillet 2018

**Etaient présents :**

Nombre de  
Conseillers présents  
ou représentés :  
37

**Philippe MARINI, Maire, Sénateur Honoraire,**  
Michel FOUBERT, Sylvie OGER-DUGAT, Nicolas LEDAY, Evelyse GUYOT, Eric VERRIER, Eric HANEN, Arielle FRANÇOIS, Françoise TROUSSELLE, Oumar BA, Dominique RENARD, Sandrine de FIGUEIREDO, Sophie SCHWARZ, Marie-Pierre DEGAGE, Marie-Christine LEGROS, Philippe TRINCHEZ, Christian TELLIER, Jacqueline LIÉNARD, Joël DUPUY de MERY, Etienne DIOT, Richard VELEX, Sylvianne ROMET, Liliane VÉZIER, Jean-Luc LESAGE, Christine BRAULT, Christopher CAUVIN, Maria ARAUJO de OLIVEIRA, Solange DUMAY, Dilvin YUKSEL, Jean-Marc BRANCHE, François GACHIGNARD

Nombre de  
Conseillers en  
exercice :  
39

Date de transmission :  
03 octobre 2018

**Etaient représentés :**

Eric de VALROGER représenté par Joël DUPUY de MÉRY  
Emmanuel MARSIGNY représenté par Philippe MARINI  
Anne KOERBER représentée par Christian TELLIER  
Monia LHADI représentée par Françoise TROUSSELLE  
Arnaud THOREL représenté par Éric VERRIER  
Patricia RENOULT représentée par François GACHIGNARD

Date d'affichage :  
04 octobre 2018

Rendue exécutoire le :  
04 octobre 2018

**Etaient absents :**

Marc-Antoine BREKIESZ  
Richard VALENTE

## 8 - Approbation du rapport d'activité et de développement durable de l'ARC pour l'année 2017

---

Conformément à la législation en vigueur, il est présenté au Conseil Municipal une synthèse sur le rapport d'activité et de développement durable de l'ARC pour l'année 2017.

**Le Conseil Municipal,**

Entendu le rapport présenté par M. MARINI,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 19 septembre 2018,

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,**

**PREND ACTE** du rapport d'activité de l'ARC pour l'année 2017, joint à la présente délibération.

Fait et délibéré à COMPIEGNE, le 28 septembre 2018  
Et ont signé au registre, les membres présents,  
Pour copie conforme,



Le Maire de Compiègne,

Philippe MARINI  
Sénateur Honoraire de l'Oise

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

2017

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

& de développement durable

 **ARC**  
AGGLOMÉRATION  
DE LA RÉGION DE COMPIEGNE

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

COMPIÈGNE  
**PHILIPPE MARINI,**  
Maire



MARGNY-LÈS-COMPIÈGNE  
**BERNARD HELLAL,**  
Maire



LA CROIX SAINT OUEN  
**JEAN DESESSART,**  
Maire



VERBERIE  
**MICHEL ARNOULD,**  
Maire



CHOISY-AU-BAC  
**JEAN-NOËL GUESNIER,**  
Maire



Communes classées par ordre croissant d'habitants. Retrouvez les 11 autres communes p. 51.

VENETTE  
**BERNARD DELANNOY,**  
Maire



# L'ARC

11 des 22  
communes



SAINT-SAUVEUR  
**JEAN-CLAUDE GRANIER,**  
Maire



BÉTHISY-SAINT-PIERRE  
**SERGE CZERNIEJEWICZ,**  
Maire



J AUX  
**MICHEL JEANNEROT,**  
Maire



LE MEUX  
**ÉVELYNE LE CHAPELLIER,**  
Maire



CLAIROIX  
**LAURENT PORTEBOIS,**  
Maire



# édito

Philippe MARINI

➤ P. 04 - P. 05



## économie

- Le tourisme en plein développement
- Le Parc technologique des rives de l'Oise : un parc exemplaire
- Agriculture et chimie verte : un partenariat durable

→ P. 06 - P. 13  
P. 08  
P. 10  
P. 12

## aménagement

- L'École d'état-major accueille ses premiers professionnels
- ZAC du Maubon : les premières constructions sortent de terre
- Le Camp des Sablons à Compiègne, un nouveau quartier entre ville et forêt

→ P. 14 - P. 21  
P. 16  
P. 18  
P. 20

## actions

- Étendre toujours et encore l'offre de transports collectifs
- Une gestion verte de nos espaces
- Gestion des déchets : sensibiliser et agir !
- Une nouvelle station d'épuration à Choisy-au-Bac
- Tous mobilisés pour un plan anti-inondation raisonnable

→ P. 22 - P. 33  
P. 24  
P. 26  
P. 28  
P. 30  
P. 32

## fonctionnement

- Les élus du Conseil d'agglomération
- Un an de fusion : un bilan positif pour l'ARC et l'ex-CCBA
- Les finances de l'ARC
- Les indicateurs de l'ARC
- L'ARC et ses parcs d'activités

→ P. 34 - P. 51  
P. 36  
P. 40  
P. 42  
P. 48  
P. 50

# édito

Philippe MARINI

Président de l'Agglomération  
de la Région de Compiègne,  
Sénateur honoraire de l'Oise,  
Maire de Compiègne.



**ZÉRO PHYTO**  
dans les communes



**PARC TERTIAIRE  
ET SCIENTIFIQUE** >  
le nouveau bâtiment  
Holdis

Laboratoire de  
recherche  
**SPAN DIAGNOSTICS**

**LE NOUVEAU  
QUARTIER DES  
SABLONS,**  
l'établissement Jean-  
Paul II ouvrira ses  
portes à la rentrée de  
septembre 2018





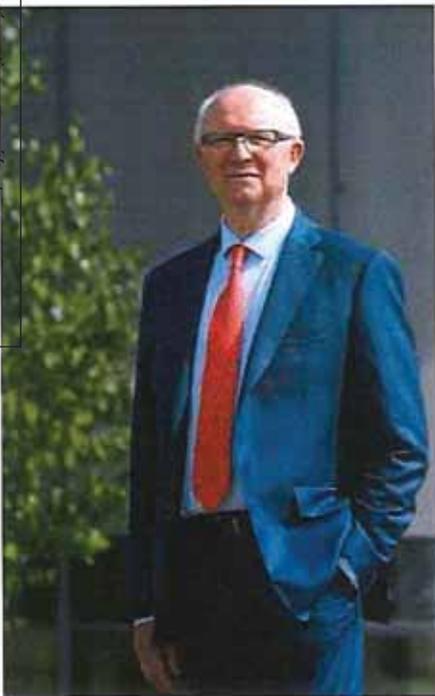
Transition écologique, développement durable, préservation des ressources, zéro phyto, sont autant d'expressions qui sont entrées dans notre quotidien, car l'écologie est partout. Si, au niveau international, on mesure encore le chemin qu'il reste à parcourir pour convaincre nos contemporains de l'impérieuse nécessité de préserver notre planète, il n'en reste pas moins qu'au niveau local le développement durable s'exprime au quotidien, et sur l'ensemble de nos compétences. **Ce n'est plus un enjeu mais une réalité.**

Les aménagements de l'ARC sont tous réalisés dans un souci de respect de l'environnement et de traitement raisonné des problématiques de l'urbanisation d'aujourd'hui. Le camp des Sablons en est un parfait exemple. Le partage de l'espace entre automobilistes, bus scolaires, cyclistes et piétons a été étudié au plus juste des réalités et des besoins des uns et des autres. **Les aménagements paysagers sont en cours et il ne s'agit plus aujourd'hui de simplement embellir un espace mais de le concevoir afin qu'il soit bénéfique pour tous.** Plantations d'essences non allergènes, massifs avec des plantes vivaces qui offrent des réponses visuelles mais aussi une protection des habitations les plus proches tout en demandant moins d'entretien. La réalisation de noues ou de mini-bassins d'absorption des eaux de pluie ou encore le revêtement phonique des voies ont été intégrés à la réalisation de ce nouveau quartier.

Par ailleurs, nous poursuivons l'amélioration de nos réseaux d'assainissement et de distribution d'eau potable sur un territoire qui s'est agrandi de 6 nouvelles communes. Nous avons également repris le service de collecte par redevance incitative mis en place sur le territoire de l'ex-CCBA. **Notre objectif est de rapidement harmoniser les modes de fonctionnement de ces services pour les rendre plus performants et toujours moins coûteux.** Enfin, la fusion avec ces 6 nouvelles communes nous a permis de presque doubler notre réseau de pistes cyclables, d'avoir de véritables perspectives de développement touristique et économique et d'étendre les lignes de bus gratuits notamment pour les déplacements domicile-travail facilitant ainsi la vie des habitants.

Le développement durable c'est aussi la mise en place d'actions très concrètes pour développer un environnement plus sain. Dans nos écoles tout d'abord, avec de belles initiatives de sensibilisation contre le gaspillage alimentaire et pour le compostage. Les cantines et restaurants d'entreprises sont incités au développement de filières bio. L'ARC a également mis en place des ateliers de jardinage écologique et une grande campagne de communication sur l'arrêt des traitements phytosanitaires des espaces verts et des voiries va être lancée.

**Notre sensibilisation au développement durable doit devenir un réflexe.**



## Jean DESESSART

Maire de La Croix Saint Ouen,  
vice-président de l'ARC,  
président de la commission économie et  
tourisme, conseiller départemental

- Poursuivre notre dynamique autour d'un rythme de 300 nouveaux emplois par an sur nos parcs d'activités.
- Pouvoir accueillir de nouvelles implantations grâce à des acquisitions foncières.
- Accompagner les entreprises du territoire qui souhaitent se développer localement.



## Jean-Pierre LEBŒUF

Maire de Saint-Jean-aux-Bois,  
vice-président de l'ARC, délégué au tourisme

- Valoriser encore davantage nos forêts pour attirer les visiteurs en quête de ressourcement.
- Développer des conseils ciblés et personnalisés pour nos visiteurs.
- Poursuivre l'accompagnement des professionnels pour développer leurs activités et continuer d'accroître le produit de notre taxe de séjour.

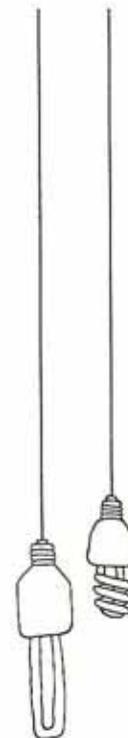
Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de transmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018



## Jean-Pierre DESMOULINS

Maire de Saintines,  
vice-président de l'ARC,  
délégué au déploiement du Très Haut Débit

- Rendre accessible le haut débit à tout le territoire. Il est un outil majeur de l'aménagement du territoire et du maintien des équilibres.
- Favoriser l'accès au haut débit à toutes les entreprises et PME afin qu'elles restent compétitives.
- Permettre à tous les foyers un accès à la communication et à l'information et aux services notamment pour les personnes âgées ou isolées.



# LE TOURISME EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

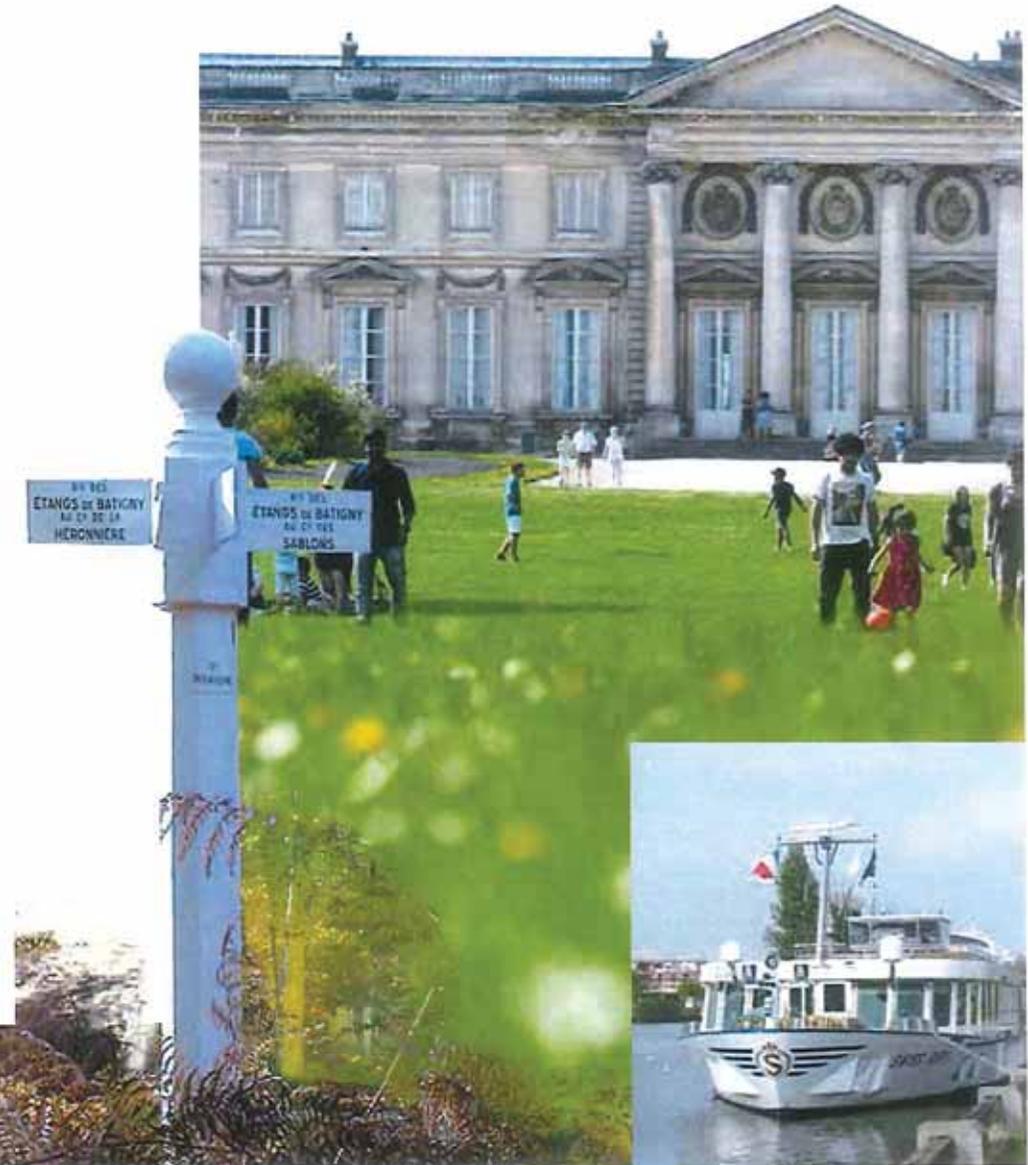
Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

Pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, le nombre de nuitées dans l'agglomération a augmenté de plus de 7 %. Cette activité économique non délocalisable continue donc d'accroître son poids dans notre économie. Les retombées directes concernent les hébergeurs et les sites de visite, mais aussi plus largement les restaurateurs ou les commerçants qui bénéficient de la consommation des visiteurs.

Le tourisme du Compiégnois se veut de plus en plus tourné vers la nature. Véritable poumon vert à proximité de grands bassins de population, **notre forêt domaniale de 14 500 hectares est un atout considérable** pour des visiteurs en quête de ressourcement. Nos massifs sont à découvrir sur nos chemins pédestres, équestres ou cyclables (l'agglomération dispose de 130 km de réseau dédié). Il existe aussi des manières plus originales d'appréhender ce milieu à travers le Festival des forêts, la Fête de la chasse

et de la nature ou les sorties ONF. Cette identité forestière vient d'être symboliquement réaffirmée avec l'installation d'un poteau de forêt devant l'Office de tourisme. Une campagne photographique a été réalisée pour faire apparaître encore davantage le cadre forestier sur nos supports.

Autre lien entre la nature et notre patrimoine, **le tourisme fluvial** est en plein essor. Notre "service groupes" œuvre sur la commercialisation de croisières locales sur le bateau "l'Escapade". Cette embarcation peut désormais accoster également sur l'Aisne, à Choisy-au-Bac. Plus largement les partenariats avec la Cité des bateliers se développent avec une croisière associée à l'exposition sur les ponts de Compiègne, le projet de péniche d'exposition lié au chantier du Canal Seine-Nord Europe et la collaboration autour de l'histoire de la locomotion. Parallèlement, de nouvelles offres sont proposées, avec la réalisation





← LE NOUVEAU PETIT TRAIN pour découvrir le Compiégnois autrement

275 000

NUITÉES DANS L'ARC  
EN 2017



205 000 €

DE RECETTES DE TAXE DE SÉJOUR



193 €

DE PANIER MOYEN SUR LA  
PLATEFORME COURTS SÉJOURS

WWW.WEEKEND-ESPRITHAUTSDEFRANCE.COM



1,2 MILLION

DE VUES FACEBOOK "COMPIÈGNE  
TOURISME" EN 2017/2018



← LE PARC DU PALAIS,  
un lieu de rencontres et  
de détente pour les  
Compiégnois et les touristes

← Tourisme fluvial,  
LE SWISS RUBY



d'un quai de débarquement pour le grand bateau Swiss Ruby. Il réalise des croisières entre Paris et Compiègne une quinzaine de fois par an, avec environ 80 passagers à son bord. Un autre bateau, le Fluvius (36 passagers) effectue des escales à Compiègne sur son trajet Amsterdam-Paris.

Notre vision du tourisme durable consiste aussi à collaborer avec les territoires voisins à travers : le Musée territoire 14-18, la Cité des bateliers, l'Office de tourisme de Pierrefonds ou encore le Pays des Sources. Dans ce dernier cas, une nouvelle convention nous lie pour promouvoir des offres comme celle d'une base de nature,

conformément à nos choix stratégiques.

Notre ambition est également d'offrir de nouveaux supports de découverte. Le petit train constitue une nouvelle approche touristique qui a été pérennisée après un essai fructueux.

Dans le domaine du numérique, soulignons également le succès de l'application mobile "Compiègne et sa région" et de la page Facebook.

## LES ENJEUX

- ▶ **Aller plus loin dans la définition de la politique touristique.**
- ▶ **Valoriser encore davantage nos points forts pour constituer une identité marquée.**
- ▶ **Répondre aux nouvelles approches touristiques : vivantes et ciblées.**

# LE PARC TECHNOLOGIQUE DES RIVES DE L'OISE

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

Le Parc technologique des rives de l'Oise est dédié à l'innovation. Il a bénéficié ces derniers mois d'une rénovation de son bâtiment A, construit dans les années 1970. Mal isolé, notamment à cause des nombreuses surfaces vitrées, il était en surconsommation énergétique et en sous-occupation de certains secteurs, en raison de son inconfort thermique.

Les travaux consistaient en deux axes principaux :

→ La réalisation d'une isolation thermique extérieure avec du bois local et des matériaux biosourcés. On utilise un isolant conçu à partir de papier recyclé, qui ne nécessite pas de grande consommation d'énergie à la fabrication contrairement à la laine de verre. Cet isolant de qualité a aussi l'avantage de stocker la chaleur du jour pour la rejeter la nuit.

→ L'installation d'une VMC double flux permet de récupérer les calories de l'air rejeté à l'extérieur.

Sur cette rénovation, parmi les **essences locales** utilisées, on retrouve sur les bardages de l'aulne provenant du Nord et de la Thiérache. Cette réalisation a bénéficié du soutien de l'État et de la Région Hauts-de-France.

Ce parc géré par l'ARC regroupe environ **130 collaborateurs et une vingtaine d'entreprises**. Celles-ci ont toutes un caractère innovant, elles sont issues de l'UTC, mais aussi de collaborations avec PIVERT et des partenaires industriels ou plus simplement d'initiatives privées. Les domaines d'activité sont variés allant du numérique, aux procédés chimiques, à la mécanique, l'informatique, au conseil et à l'ingénierie.

Ces entreprises peuvent se concentrer sur leur cœur d'activité en bénéficiant de **services communs** : accueil, courrier, gestion, gardiennage,

ménage... **Des échanges constructifs** s'instaurent naturellement entre les sociétés, notamment dans le cadre d'animations thématiques organisées sur le parc. Les sociétés disposent également d'**espaces communs** comme une salle de réunion, un espace de détente et, plus récemment, une salle de démonstration demandée par les sociétés du parc.

La vocation de ce parc est de permettre à des entreprises de **grandir grâce à un accompagnement**. Ainsi, nous nous réjouissons de voir des sociétés continuer de croître et de **créer**



▲ LE PARC TECHNOLOGIQUE DES RIVES DE L'OISE  
a fait peau neuve de façon écologique

10 ANS  
DU PARC  
TECHNOLOGIQUE



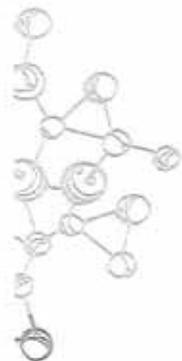
130  
COLLABORATEURS



20  
ENTREPRISES



60%  
DE GAINS ÉNERGÉTIQUES ESPÉRÉS  
AVEC LES TRAVAUX DE  
RÉNOVATION



# UN PARC EXEMPLAIRE

LE LABORATOIRE EVERTREE

✓ L'UTC, un partenaire privilégié du développement économique



de l'emploi sur d'autres secteurs de notre agglomération, à l'image de Deltacad (aujourd'hui sur la zone des Longues Rayes à La Croix Saint Ouen) ou de PneuWyz (actuellement ZAC de Mercières, à Compiègne). **Des sociétés se développent également sur place**, comme Cybernetix. Créée dans la pépinière de l'UTC, arrivée à l'ouverture du parc dans une unité d'activité, elle a fait construire son bâtiment sur le site avant d'être rachetée par un grand groupe international (Technip).

Le parcours de ce parc technologique constitue un vrai exemple de straté-

gie économique qui marche. Tout ce cheminement se fait en association avec des partenaires essentiels. Nos liens étroits et fructueux avec **l'UTC et l'ESCOM** sont indissociables de cette réussite. Nous avons également l'illustration de partenariats constructifs autour du développement économique et durable. Nous pensons à la rénovation du parc, mais aussi plus largement à la structure PIVERT autour de la chimie verte. La Région et l'État ont été ici des acteurs déterminants pour mener à bien ces projets que l'on peut qualifier d'exemplaires !

## LES ENJEUX

- ▶ Participer à la lutte contre le changement climatique.
- ▶ Accompagner des entreprises innovantes dans leur développement.
- ▶ Renforcer l'image innovante de notre économie locale.



# AGRICULTURE ET CHIMIE VERTE : UN PARTENARIAT

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018



Notre agglomération est attachée à la soixantaine d'exploitations agricoles de son territoire. C'est une des raisons de son engagement contre le projet de Plan de Prévention des Risques Inondation, puisque limiter fortement les constructions dans la vallée conduit à déplacer les habitations et les entreprises sur le plateau agricole. Cela irait à l'encontre de notre objectif de limiter la consommation de terres agricoles, comme cela est inscrit dans le PLUI. **Si l'ARC continue à avoir des besoins fonciers, la démarche s'oriente vers des échanges plutôt que des achats de terres**, préservant ainsi l'activité comme cela a été demandé par les professionnels.

**Défendre l'activité agricole, c'est préserver des emplois**, d'autant que les professionnels estiment qu'un actif agricole permet 7 emplois indirects. Localement, on peut penser à la coopérative agricole Agora. Basée à Clairoix, elle regroupe plus de

130 salariés autour des productions locales de blé, colza, maïs ou orge... Agora met en place des pratiques agro-économiques innovantes pour une gestion durable. Ainsi, des techniques modernes permettent d'ajuster les besoins en apports d'engrais, pour une gestion plus écologique et économique. D'autres productions trouvent également des débouchés dans la région avec, par exemple, les pommes de terre chez Vico à Vic-sur-Aisne, les betteraves à la sucrerie de Chevières ou les légumes dans l'usine Bonduelle d'Estrées-Mons (Somme).

**Notre région est à la pointe de la chimie verte avec plus de 200 adhérents** au pôle Industries et Agro-Ressources. On y développe l'innovation industrielle à travers des projets regroupant les industriels, la recherche publique (à l'UTC et l'ESCOM par exemple), la formation et le monde agricole. Le Compiégnois est un territoire

incontournable en la matière, avec le BIOGIS Center (une halle technologique en matière de chimie verte). L'innovation se retrouve aussi dans des PME avec ETIA (spécialiste des procédés innovants dans les domaines de l'agro-industrie et de la valorisation énergétique) ou comme chez Olygose (spécialisée dans la valorisation des oligosaccharides). Des industries se distinguent avec les sociétés Oléon (activités de transformations végétales), partenaire du projet BioTfuel du groupe Total (biocarburant de seconde génération). Cette dynamique constitue une bonne nouvelle pour les



▲ BIOTFUEL développe le carburant de seconde génération



# DURABLE



◀ **AGRICULTURE**, l'ARC a été partenaire d'une démonstration de traitement écologique pour les professionnels avec un matériel spécifique

60

EXPLOITANTS AGRICOLES  
SUR L'ARC



7

EMPLOIS INDIRECTS POUR  
UN EMPLOI AGRICOLE



99

AGRICULTEURS ONT SIGNÉ LE  
CONTRAT AZOTE SUR NOTRE BASSIN  
D'ALIMENTATION DE CAPTAGE



1/2

DE LA SURFACE AGRICOLE DU BASSIN D'ALIMENTATION DE CAPTAGE LIÉE À UNE CONVENTION POUR LA RÉDUCTION DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES



débouchés agricoles.

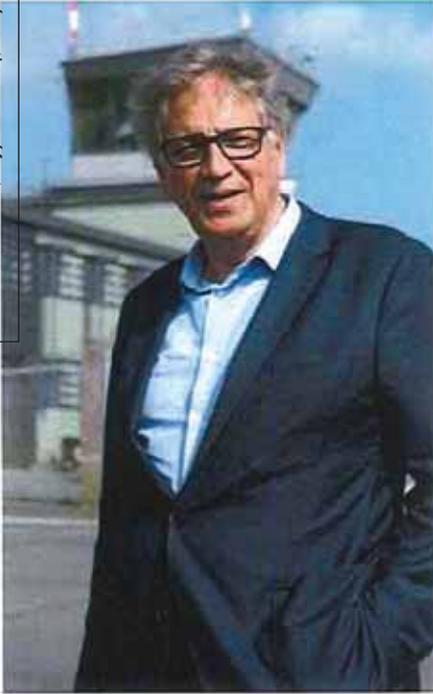
Des Mesures Agro- Environnementales (MAE) sont engagées depuis 2009 avec les agriculteurs et déjà 50 % de la superficie totale des surfaces agricoles concernées font l'objet d'un conventionnement pour la réduction des produits phytosanitaires (des subventions sont versées en contrepartie de pertes potentielles de rendement).

**99 agriculteurs ont également signé le contrat "Azote"**, un accompagnement technique sur trois ans pour limiter l'utilisation d'azote fertilisant et ajuster les doses en fonction des prélèvements effectués dans le sol en entrée et sortie d'hiver. Cette action permet d'avoir une connaissance des pratiques agricoles en termes de fertilisation azotée.

◀ **L'ESCOM** est un acteur de la chimie verte

## LES ENJEUX

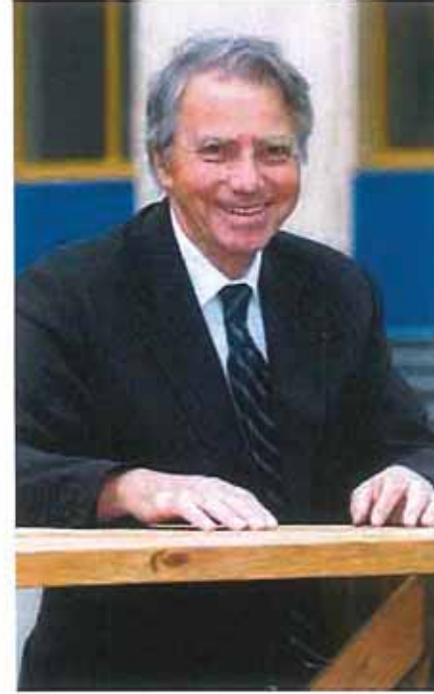
- ▶ **Limitier la consommation de terres agricoles.**
- ▶ **Accompagner les professionnels dans des démarches qui préservent notre environnement et notre eau potable.**
- ▶ **Développer de nouveaux débouchés agricoles en favorisant l'essor de la chimie du végétal.**



## Bernard HELLAL

Maire de Margny-lès-Compiègne,  
1<sup>er</sup> vice-président de l'ARC,  
président de la commission équipement

- S'assurer d'un développement économique et démographique cohérent et équilibré sur notre territoire.
- Investir pour l'équipement des communes à travers des participations et les fonds de concours.
- Continuer de s'engager dans de grands projets porteurs, comme Picardie-Roissy ou le Canal Seine-Nord Europe.



## Michel FOUBERT

1<sup>er</sup> adjoint au Maire de Compiègne,  
vice-président de l'ARC, président de la  
commission aménagement, urbanisme et  
grandes infrastructures, conseiller régional

- Replacer chaque projet d'urbanisme dans une vision globale où prédominent les préoccupations concernant l'humain, la qualité de vie et le développement durable.
- Conforter le développement économique de l'ARC grâce aux filières d'excellence et d'avenir.
- Favoriser la concrétisation sur notre territoire de grands projets aux portées internationales.

# aménagement



## Béatrice MARTIN

Maire de Vieux-Moulin,  
déléguée de l'ARC au patrimoine, aux  
paysages et aux relations avec l'ONF

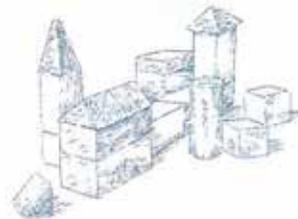
- Soutenir la restauration du Berceau de l'Impératrice, un atout touristique majeur.
- Aménager un théâtre de verdure dans les ruines de l'abbaye Saint-Pierre-en-Chastres de Vieux-Moulin.
- Poursuivre le travail de collaboration avec l'ONF pour embellir et protéger la forêt domaniale, le 3<sup>ème</sup> massif forestier de France.



## Claude PICART

Maire de Néry,  
vice-président de l'ARC, délégué des aides à la  
pierre et du Plan Local de l'Habitat

- Améliorer l'offre d'habitat afin qu'elle prenne en compte tous les parcours de vie : du jeune étudiant célibataire, à la famille, à la personne âgée.
- Équilibrer l'offre d'habitat dans tout le territoire de l'ARC en respect avec les besoins des communes.
- Lutter contre l'habitat indigne et favoriser la réhabilitation thermique en accompagnant les propriétaires.



# L'ÉCOLE D'ÉTAT-MAJOR ACCUEILLE SES PREMIERS

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

L'aménagement du cœur d'agglomération et plus particulièrement de l'École d'état-major se poursuit. Les voiries et réseaux sont désormais achevés ainsi que les fouilles archéologiques.

Les premiers patients des professionnels de santé qui se sont installés en fin d'année (kinésithérapeute, podologue, infirmières), ont pu apprécier **l'excellence des aménagements des espaces publics** notamment Place de Choiseul et sur la cour d'honneur entièrement réhabilitée. **Avec ses zones pavées et ses lampadaires de style**, ce nouveau quartier de centre-ville attire déjà les futurs habitants via les premières commercialisations du nouveau programme immobilier de 135 logements de la cour d'Eylau (vers la Porte Chapelle).

Les perspectives sont donc au beau fixe avec le développement du tertiaire qui se confirme, brasserie et activités commerciales viendront occuper les 5 000 m<sup>2</sup> de surface et **l'installation**

**du siège de la Société de projet du Canal Seine-Nord** marque l'orientation écologique des échanges fluviaux pour le nord de l'Europe.

Dans la cour d'Orléans, derrière le Théâtre impérial, l'aile est hébergera une résidence seniors de standing de 92 logements tandis que l'aile ouest et l'ancien Mess des officiers accueilleront 80 logements, le musée de la Figurine ainsi que quelques commerces. C'est un quartier équilibré qui est donc développé par l'ARC au même titre que ce qui a pu être fait ces dernières années sur La Croix Saint Ouen, Saint-Sauveur ou Choisy-au-Bac.

Concernant le gymnase, la construction de la salle de boxe, située sous le préau, sera achevée au début du premier trimestre 2019.

**La mise à sens unique de la rue Othenin** est à l'étude pour permettre la création d'un trottoir le long du site



2 + 1

2 GYMNASES + 1 SALLE  
DE BOXE



92

LOGEMENTS POUR LES SENIORS



213

APPARTEMENTS DE TOUTES  
TAILLES, DES ACTIVITÉS  
MÉDICALES ET PARA-MÉDICALES  
ET DES BUREAUX



**AMÉNAGEMENT,**  
Le mobilier urbain  
est installé



# PROFESSIONNELS



← L'ÉCOLE D'ÉTAT-MAJOR pendant les travaux de terrassement



## LES ENJEUX

- ▶ Ne jamais limiter nos ambitions pour que notre territoire reste le plus attractif à proximité de Paris.
- ▶ Réhabiliter ce nouveau quartier de centre-ville dans une vision pérenne de développement du cœur d'agglomération.
- ▶ Respecter la mémoire des lieux et préserver la grande qualité architecturale de l'ensemble.



← ACTIVITÉS TERTIAIRES  
ici le nouveau laboratoire d'analyses

tout en créant des places de parking publiques le long de cette voie. Ces travaux d'aménagement et de mise en sens unique seraient réalisés en lien avec les travaux sur les bâtiments de la Cour d'Orléans. En effet, les façades de l'ensemble immobilier seront reprises au fur et à mesure des livraisons des projets.

# ZAC DU MAUBON : LES PREMIÈRES CONSTRUCTI

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

Le nouveau quartier du Maubon à Choisy-au-Bac est entré dans sa phase opérationnelle avec le démarrage des travaux de VRD (Voiries et Réseaux Divers) par l'ARC et du programme de l'OPAC de l'Oise au printemps 2017. Celui-ci comporte **30 logements locatifs, 23 appartements et 7 maisons individuelles**, en cours de construction.

Il s'agit d'une première étape dans la réalisation de cet ambitieux projet. Situé à proximité de la forêt de Laigue avec vue sur le mont Ganelon, celui-ci comprendra de l'habitat diversifié avec au total **200 logements (maisons et petits collectifs), des équipements publics de plein air et des aménagements paysagers**.

Un programme mixte sera proposé, avec du locatif et de l'accession à la propriété, adapté à plusieurs niveaux de revenus. L'objectif est d'attirer de nouvelles familles sur la commune pour maintenir le nombre de classes

et le dynamisme de la commune. La livraison des différents programmes s'échelonne jusqu'en 2024.

**Un projet soutenu par l'ARC qui, au total, consacrera environ 10 millions d'euros** (foncier, études, travaux de voiries et réseaux). En matière de déplacement, la majorité des voies sera en zone de rencontre limitée à 20 km/h, pour favoriser la circulation de tous les usagers. Des aménagements sont également prévus pour déplacer, à quelques encablures, les terrains de football.

La bonne accessibilité et la situation privilégiée du site constituent un fort potentiel et des atouts pour l'aménagement d'un programme d'habitat et d'équipements sportifs et de loisirs de qualité. La ZAC du Maubon est l'un des derniers sites urbanisables de la commune, son aménagement représente un enjeu majeur pour Choisy-au-Bac et l'ARC.



# LES SORTENT DE TERRE

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de réimpression : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

← LE MAUBON, les premiers logements en cours d'achèvement

20 HA

DE SUPERFICIE



200

LOGEMENTS DIVERSIFIÉS SERONT  
CONSTRUITS SUR LA ZAC DU  
MAUBON



10 MILLIONS D'€

DE TRAVAUX SERONT INVESTIS  
À TERME PAR L'ARC POUR  
L'AMÉNAGEMENT DE CE QUARTIER



## LES ENJEUX

- ▶ Accueillir un habitat diversifié dans le secteur nord de l'agglomération.
- ▶ Répondre, en termes de développement durable, aux besoins de rééquilibrage urbain de la commune de Choisy-au-Bac.
- ▶ Disposer d'équipements sportifs adaptés avec un terrain de foot synthétique, le 2<sup>ème</sup> de l'ARC.

# LE CAMP DES SABLONS À COMPIÈGNE, UN

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

Ce nouveau quartier de Compiègne, qui à terme accueillera environ 500 logements, des commerces de proximité, des activités tertiaires, des établissements scolaires et médico-éducatifs, a entrepris sa mutation.

Les travaux ont démarré en septembre 2017 par la **création de l'avenue de la Faisanderie**, nouvelle voie traversante entrecoupée de trois ronds-points qui dessinent les principaux axes de ce futur quartier de Compiègne situé dans **un environnement exceptionnel entre ville et forêt**. Ont également été aménagées la future rue du Colonel Beltrame, en prolongement de l'avenue de Verdun et une partie de l'allée des Nymphes. La route forestière du Moulin et l'avenue de Marigny ont pour leur part été requalifiées. **Un enrobé phonique a été mis en place sur l'avenue de la Faisanderie, entre l'allée des Nymphes et la route forestière du Moulin, afin d'atténuer les nuisances pour les riverains.**

Travaux de voiries, de signalisation, d'assainissement, de réseaux, d'éclairage public ont ainsi été réalisés pour un montant de 1 764 481,20 € HT. L'ouverture de l'avenue de la Faisanderie a permis de démarrer, début 2018, la réhabilitation de l'avenue du 25<sup>e</sup> RGA sous une forme plus durable et sécuritaire notamment liée à la vocation scolaire de ce secteur, **avec la création d'une piste cyclable, de quais pour les bus scolaires et urbains, de larges trottoirs pour les piétons...**



A La réhabilitation de l'avenue du 25<sup>e</sup> RGA

DE L'ORDRE DE

500

LOGEMENTS SERONT  
CONSTRUITS À TERME  
DANS CE NOUVEAU  
QUARTIER DE COMPIÈGNE



970 M

DE VOIES NOUVELLES ET 360 MÈTRES DE  
VOIES RÉHABILITÉES EN 2017



3

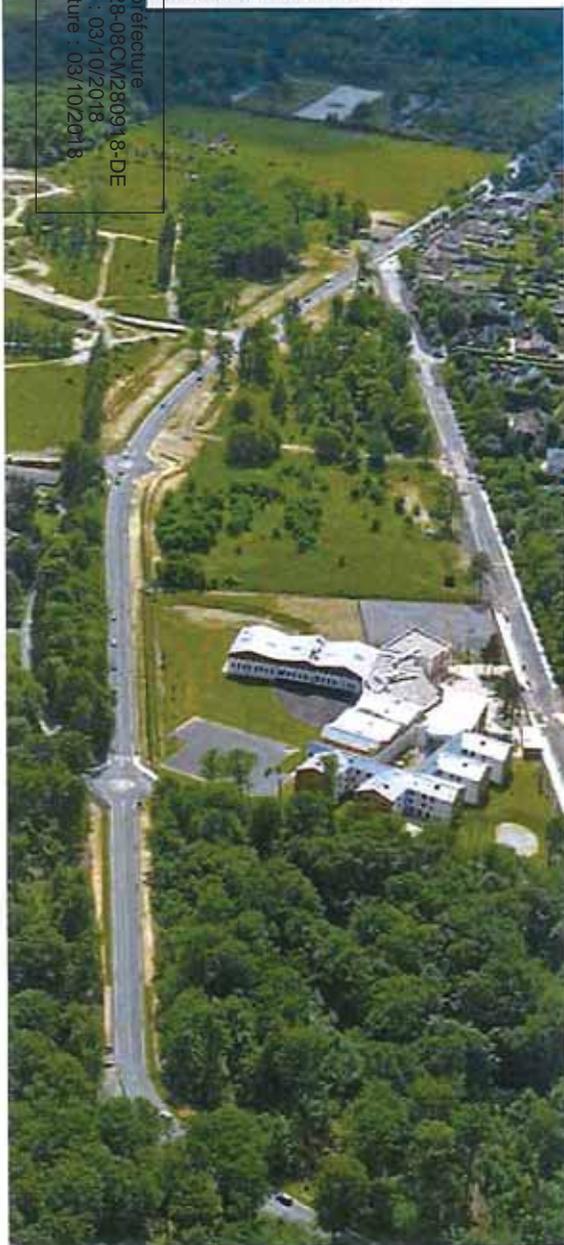
GIRATOIRES CRÉÉS



# NOUVEAU QUARTIER ENTRE VILLE ET FORÊT

Accusé de réception en préfecture  
060-21600158-6-20180928-08CM280918-DE  
Date de transmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

LE NOUVEAU QUARTIER DES SABLONS,  
création des nouvelles avenues



LE LYCÉE JEAN-PAUL II,  
l'entrée du nouvel établissement



## UN QUARTIER EN ADÉQUATION AVEC L'ENVIRONNEMENT

Ce nouveau quartier sera conçu de façon durable avec la création d'un réseau viaire hiérarchisé, lisible et efficace.

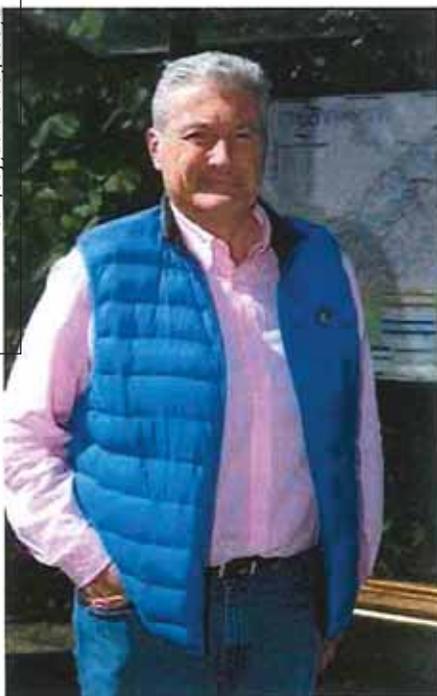
La gestion des eaux de pluie s'appuiera sur des techniques dites "naturelles" afin d'obtenir le zéro rejet. La stratégie adoptée sur l'ensemble du site est d'infiltrer toutes les eaux pluviales dans le sol, soit par infiltration directe, soit via des bassins d'infiltration créés sur site.

Les eaux de pluie des surfaces de parking et de circulation seront récoltées dans des noues équipées de tranchées drainantes avant d'être rejetées dans des bassins d'infiltration.

La reconversion de cet ancien site militaire est aussi un bon moyen de limiter la consommation de terres agricoles.

## LES ENJEUX

- Préserver les espaces naturels, en visant la compacité des bâtiments et en réalisant une coulée verte.
- Réinstaurer une logique paysagère liée à la forêt et à l'unité géographique du site.
- Rendre ce secteur plus accessible aux habitants, par l'amélioration des flux, tous modes de déplacements confondus.



## Nicolas LEDAY

Adjoint au Maire de Compiègne,  
vice-président de l'ARC, président de la  
commission transports et mobilité

- Étendre, aux 6 communes de l'ex-CCBA, l'offre de transports intercommunaux gratuits et le dispositif de transport à la demande Allo-TIC.
- Permettre à tous les élèves de l'ARC et de l'ex-CCBA de se rendre gratuitement dans leurs établissements scolaires.
- Favoriser des transports plus écologiques : voies cyclables, installation d'une dizaine de bornes de recharge pour véhicules électriques.



## Évelyne LE CHAPPELLIER

Maire de Le Meux, déléguée de l'ARC au Plan  
Climat-Énergie Territorial

- Rénover thermiquement la pépinière d'entreprises du parc technologique grâce à des matériaux biosourcés et du bois local.
- S'engager à poursuivre nos efforts de diminution de gaz à effets de serre grâce au Contrat d'Objectifs Troisième Révolution Industrielle (COTRI).
- Diminuer les consommations énergétiques pour plus de 1 000 points lumineux de l'éclairage public sur l'ensemble des communes de l'ARC en remplaçant les lanternes consommatrices d'énergie par des lanternes LED basse consommation.



## Jean-Noël GUESNIER

Maire de Choisy-au-Bac,  
vice-président de l'ARC, président de la  
commission environnement et risques majeurs

- Soutenir le développement d'énergies renouvelables.
- Maintenir une vigilance particulière sur le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) en cours de révision par l'État. Ce PPRI fait l'objet de mesures draconiennes et exagérées de l'État.
- Sécuriser nos réseaux d'approvisionnement en mettant en place 4 vannes de sectorisation dans le cadre du Schéma Départemental d'Adduction d'Eau Potable.



## Éric BERTRAND

Maire d'Armancourt,  
vice-président de l'ARC,  
délégué à la gestion unique de l'eau

- Poursuivre le programme Contrat azote avec les agriculteurs pour éviter l'entraînement des nitrates vers la nappe phréatique.
- Favoriser l'approvisionnement des cantines scolaires par des produits issus de l'agriculture bio locale.
- Inciter les restaurants des entreprises à se lancer également dans le bio, soutenir l'économie locale agricole et contribuer à la réduction du bilan carbone.



# ÉTENDRE TOUJOURS ET ENCORE L'OFFRE DE

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

## UNE LIGNE EXPRESS COMPIÈGNE-VERBERIE

Dans le cadre de la fusion de l'ARC et de la CCBA, **une ligne express, ouverte depuis le 19 juin 2017 entre Compiègne et Verberie**, permet d'accéder rapidement et gratuitement à plusieurs pôles d'activités de l'agglomération. Elle dessert ainsi l'UTC, les zones d'activités et entreprises de Mercières, le Parc tertiaire et scientifique, le centre et les zones d'activités de La Croix Saint Ouen et de Verberie. Par ailleurs, **la ligne 4 des TIC a bénéficié d'un service supplémentaire pour desservir le Bois de Plaisance**. Des efforts ont également été réalisés en ce qui concerne les horaires pour améliorer les correspondances avec les trains en gare de Compiègne.

## DES TRANSPORTS SCOLAIRES GRATUITS

Comme pour les autres communes de l'ARC, les élèves de l'ex-CCBA bénéficient désormais de transports gratuits.

Même s'ils continuent à être transportés par la Région, **l'ARC prend dorénavant à sa charge les frais d'inscription aux transports scolaires : 50 euros par collégien et 80 euros par lycéen.**

## DES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL FACILITÉS

Deux itinéraires cyclables ont été créés pour faciliter les déplacements domicile-travail : en direction de Mercières et du Parc tertiaire et scientifique depuis la voie verte le long de l'Oise, et vers le Bois de Plaisance depuis le Pont-Neuf. L'aménagement de la voie verte en rive droite de l'Oise, entre Jaux et Armancourt, a par ailleurs été terminé.

Un service de conseil en mobilité est proposé gratuitement aux employeurs du territoire par l'ARC, en partenariat avec le Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'Oise. Il permet d'accompagner les sociétés qui souhaitent mettre en place leur plan de mobilité et promouvoir les solutions alternatives à

la voiture individuelle pour les déplacements domicile-travail. Des stands d'information ont été organisés à cet effet chez Webhelp, Continental, Matra Electronics... et une réunion interentreprises a réuni les établissements de Mercières et du Parc tertiaire et scientifique.

## ALLOTIC POUR TOUT LE TERRITOIRE

**Le service de transport à la demande AlloTIC a été étendu aux six communes de l'ex-CCBA : Béthisy-Saint-Martin, Béthisy-Saint-Pierre, Néry, Saintines, Saint Vaast de Longmont et Verberie.** Jusqu'au 8 juin 2018, la ligne 20 permettait de circuler entre ces différentes communes et offrait des possibilités de poursuivre son trajet dans l'agglomération en prenant la ligne "ARC express" depuis Verberie ou la ligne 13 depuis Saint-Sauveur. Depuis le 9 juin, la ligne 20 a fusionné avec la ligne 13 et permet des trajets directs entre les communes de l'ex-CCBA et Compiègne.



# TRANSPORTS COLLECTIFS

◀ **BUS GRATUITS DE L'ARC**, les bus desservent les zones d'activités

**5 000 000**

DE VOYAGEURS ESTIMÉS EN 2017 SUR  
 LE RÉSEAU DE TRANSPORTS  
 COLLECTIFS DE L'ARC



**1 800**

ÉLÈVES TRANSPORTÉS PAR LES TIC CHAQUE  
 JOUR, AUXQUELS S'AJOUTENT  
 615 ÉLÈVES DE L'EX-CCBA ET DE LACHELLE  
 POUR LESQUELS LES FRAIS DE  
 DÉPLACEMENT SONT DÉSORMAIS PRIS EN  
 CHARGE PAR L'ARC

**15**

ITINÉRAIRES CYCLABLES SUR  
 L'AGGLOMÉRATION POUR UN  
 TOTAL DE 130 KM



▲ **PISTES CYCLABLES**,  
 un réseau de 130 km

**VÉHICULES ÉLECTRIQUES**,  
 installation de bornes avec  
 l'aide du département

**ALLOTIC**,  
 un service pour les petites  
 communes



## LES ENJEUX

- ▶ Permettre aux nouvelles communes de l'ARC de bénéficier d'une offre de transports toujours plus durable.
- ▶ Renforcer le réseau de pistes cyclables, notamment dans une optique utilitaire.
- ▶ Favoriser tous les déplacements écologiques, en particulier avec la liaison Picardie-Roissy.

# UNE GESTION VERTE DE NOS ESPACES

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de transmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

Au cœur de sa politique environnementale, l'ARC favorise le développement de méthodes alternatives aux traitements chimiques. Dans ce cadre, l'intercommunalité continue de déployer des dispositifs auprès de différents acteurs.

**Les collectivités** sont parties prenantes dans la gestion des espaces publics. L'entretien des zones d'activités de l'ARC est délégué à des sociétés privées qui doivent adopter des méthodes écologiques. Les communes ont toutes signé la charte "zéro-phyto". Leurs services espaces verts se sont donc adaptés à de nouvelles méthodes, avec parfois l'aide de cabinets spécialisés pour intégrer les pratiques alternatives. On parle ainsi de "gestion différenciée" avec des espaces favorables à la biodiversité.

Cette évolution conduit à retrouver dans nos villes et villages davantage de plantes parfois jugées disgracieuses, des herbes hautes, des mousses ou

des "mauvaises herbes". En contrepartie, nous ne sommes plus exposés à des produits chimiques qui peuvent être sources de cancers, de troubles de la reproduction ou de dégénérescences neurologiques. L'ARC va mettre en place dans les semaines à venir une campagne de communication pour expliquer aux habitants les intérêts de ces nouvelles pratiques. Cette sensibilisation incitera à porter un autre regard sur la gestion des espaces verts.

**Les particuliers** vont être soumis à leur tour à l'interdiction de produits phytosanitaires dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'ARC s'est engagée dans un accompagnement depuis plusieurs années avec des formations gratuites au jardinage écologique. Pour toucher plus largement les habitants, des articles et des documents spécifiques vont être mis en place.



**PAILLAGE**, une méthode pour éviter la pousse des mauvaises herbes

22

COMMUNES SUR 22 ONT  
SIGNÉ LA CHARTE ZÉRO  
PHYTO



99

AGRICULTEURS ONT SIGNÉ  
LE "CONTRAT AZOTE"



98

PANNEAUX DE SENSIBILISATION POSÉS  
DANS L'ARC





**ZÉRO PHYTO**, recensement de l'ensemble des espaces verts compiégnois

**ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DANS LES ZONES D'ACTIVITÉS**, les "tondeuses" de l'ARC ont repris du service



**Les agriculteurs** sont accompagnés depuis bientôt dix ans dans ces démarches écologiques. L'objectif est de limiter l'utilisation de produits qui s'infiltrent dans les sols et terminent au final dans les nappes phréatiques où est puisée une partie de notre eau potable. La superficie totale des surfaces agricoles concernées fait l'objet d'un conventionnement pour la réduction des produits phytosanitaires. Notons aussi l'événement "Bio en Hauts-de-France", organi-

sé dans la coopérative Agora de Clairoix et dans les champs alentours. Il s'agissait d'une démonstration de matériel de désherbage mécanique (herse étrille, houe rotative et bineuse). La trentaine d'agriculteurs a pu apprécier l'efficacité de ces outils qui peut remplacer, au moins partiellement, l'utilisation de produits phytosanitaires. L'ARC était partenaire de cette opération qui va dans le sens de ces mesures agro-environnementales.

**ZÉRO PHYTO**,  
diagnostic sur les terrains  
de sport

**UN PARTERRE  
VÉGÉTALISÉ**  
plus sain



## LES ENJEUX

- ▶ Proposer des espaces plus sains pour les habitants.
- ▶ Protéger l'eau potable puisée dans les nappes phréatiques.
- ▶ Répondre aux obligations réglementaires.

# GESTION DES DÉCHETS : SENSIBILISER ET

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

## "HAUTS-DE-FRANCE PROPRES, ENSEMBLE NETTOYONS NOTRE RÉGION !"

La Commission Développement Durable et Risques Majeurs a proposé aux communes de l'ARC de participer à l'opération "Hauts-de-France propres, ensemble nettoyons notre région !" initiée par la Région Hauts-de-France, la Fédération régionale des Chasseurs et l'Association régionale de Pêche. Huit communes de l'ARC ont souhaité s'associer à cette action.

Cette opération exceptionnelle de nettoyage de la nature a mobilisé près de 300 habitants le 19 mars dernier, pour ramasser et trier un maximum de déchets qui polluent la nature, à la campagne (champs, rivières, routes) ou en agglomération. **292 kg d'emballages recyclables et 1 117 kg d'ordures ménagères ont été ramassés.**

## UN SPECTACLE POUR RÉDUIRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Dans le cadre de la semaine Européenne de Réduction des Déchets,

l'ARC a souhaité sensibiliser les scolaires en mettant en place une animation ludique et pédagogique sous forme de spectacle participatif pour lutter contre le gaspillage alimentaire. Trois collèges de l'agglomération, André Malraux, Gaëtan Denain et Claude Debussy, ont assisté et participé au spectacle "Le Chapiteau Vert" créé par l'association Tous pour l'Art, l'Art pour Tous.

Après le spectacle, les acteurs ont profité de la pause déjeuner à la cantine pour réaliser un clip sur les attitudes des élèves au réfectoire et leur transmettre des conseils simples. Très réceptifs, les 472 collégiens sont devenus acteurs d'un clip transmis, via Internet, aux établissements scolaires pour ainsi continuer à relayer les bons gestes auprès de l'ensemble des élèves.

## LE COLLÈGE DE MARGNY LABELISÉ "ÉCO-COLLÈGE"

De plus en plus d'établissements

scolaires font le choix d'intégrer le développement durable dans leur projet pédagogique et agissent pour réduire leur empreinte écologique, c'est le cas du Collège Claude Debussy à Margny-lès-Compiègne qui a reçu la certification "éco-collège".

Les Messagères du tri de l'ARC l'ont accompagné dans la mise en place du tri au sein du réfectoire avec l'installation d'une "table de tri" financée par le Conseil départemental de l'Oise. Elle est utilisée pour le tri des emballages et du pain. L'autre volet de cette action est l'engagement de familles volontaires pour peser leurs déchets alimentaires et comparer les résultats avant et après formation aux bons gestes de tri.

Le collège a obtenu la certification "éco-collège" à la fin de l'année scolaire 2016-2017 et des éco-délégués ont été élus dès le début de l'année scolaire 2017-2018.



Accusé de réception en préfecture  
060-210001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de dépôt en préfecture : 03/10/2018

# AGIR !



◀ **JARDINAGE ÉCOLOGIQUE**, l'Agglomération et le CPIE organisent des formations pour apprendre à jardiner sans produit toxique

## 270

CONTENEURS À VERRE SUR LE  
TERRITOIRE DE L'ARC POUR 2 293 TONNES  
D'EMBALLAGES EN VERRE COLLECTÉES  
SOIT 27 KG/AN/HABITANT



### UN JARDIN POTAGER AU COLLÈGE ANDRÉ MALRAUX

Depuis septembre 2017, une vingtaine d'élèves d'une classe de 5<sup>ème</sup> du collège André Malraux se mobilise 2 heures par semaine pour la création d'un jardin dans l'enceinte de l'établissement. Au programme des séances de jardinage : carrés potagers et plantations d'arbustes dans les plates-bandes. Ce projet de jardin a également permis de mettre en place le compostage. Le compost ainsi produit servira à enrichir la terre.

L'ARC encourage toutes les initiatives qui sensibilisent les plus jeunes aux questions environnementales. Les potagers et les jardins pédagogiques permettent une appropriation de la nature et participent au maintien et au développement de la biodiversité

## 6,75 %

TAUX DE LA TAXE  
D'ENLÈVEMENT DES ORDURES  
MÉNAGÈRES (TEOM) EN 2017



en réintroduisant en milieu urbain des lieux de nature et en favorisant la prise de conscience écologique.

### COMPOSTAGE ET TRI DANS LES CIMETIÈRES

Après le succès remporté à Saint-Sauveur, le service de gestion des déchets a proposé aux autres communes de l'ARC de les doter de composteurs, de bacs de tri et d'affiches. Une formation a été organisée pour les élus référents et agents communaux qui devront s'occuper du compostage et du tri dans les cimetières.

Au total **12 communes ont répondu à ce projet, 4 élus référents et 33 agents communaux ont suivi la formation sur le compostage** en partenariat avec le SMDO.

## 217

COMPOSTEURS VENDUS  
EN 2017 À PRIX RÉDUIT



## 1 513

ENFANTS ONT ÉTÉ  
FORMÉS PAR LES MESSAGÈRES  
DU TRI DANS 71 CLASSES



## LES ENJEUX

- ▶ Diminuer le gaspillage alimentaire.
- ▶ Favoriser l'éco-consommation.
- ▶ Inciter toujours plus aux gestes du tri.

# UNE NOUVELLE STATION D'ÉPURATION À

Créée en 1986 pour 5 000 équivalents habitants, la **station d'épuration de Choisy-au-Bac est en totale rénovation et pourra bientôt traiter 6 400 équivalents habitants**, prenant donc en compte l'augmentation à venir de la population de Choisy mais également l'extension du traitement à la commune voisine du Plessis-Brion. Le renouvellement de cet équipement était devenu indispensable à la commune et une priorité pour l'ARC. Choisy-au-Bac est en plein essor et développe de nouveaux quartiers d'habitations dont les eaux usées devront être traitées. Cette nouvelle station est installée sur la rive gauche de l'Aisne, le terrain étant protégé contre les crues. Cet emplacement permet de préserver l'ouvrage en cas d'inondations et de permettre sa remise en service rapide après la décrue. Enfin, cette nouvelle implantation s'éloigne de la zone humide préservant ainsi au maximum l'environnement. Le site de l'ancienne station d'épuration

sera réhabilité en un bassin d'orages d'une capacité de 900 m<sup>3</sup>, afin d'éviter la mise en charge du réseau et les débordements chez les habitants lors d'épisodes orageux.

**Montant des travaux :  
3,3 millions d'€ HT**

**Financement :**

- 40 % de l'Agence de l'Eau Seine Normandie,
- subventions ARC,
- participation financière de la commune du Plessis-Brion via le paiement du traitement de ses eaux usées.

**Concernant l'eau potable, la stratégie de l'agglomération se décompose en trois actions : contrôler, maîtriser, engager.**

L'année 2017 a été marquée par le lancement des travaux issus du Schéma Directeur d'Adduction d'Eau Potable (SDAEP) qui consistent à :

- Renforcer la production du captage

10

STATIONS D'ÉPURATION



133 950

ÉQUIVALENTS HABITANTS



3,6 MILLIONS DE M<sup>3</sup>

D'EAU PRODUITE EN 2017 SUR  
LES CAPTAGES DE BAUGY ET DE L'HOSPICE



# CHOISY-AU-BAC

◀ **STEP**, la nouvelle STEP de Choisy-au-Bac sera mise en service à la fin de l'année 2018



de l'Hospice, afin de limiter les prélèvements sur le captage de Baugy et ainsi protéger la nappe de l'Aronde en cas de sécheresse.

- Créer une station de reprise et un réservoir sur le secteur des Hospices.
- Sectoriser la distribution d'eau.

Ce programme sécurise la production et la distribution de l'eau potable dans nos communes. Ces travaux ont commencé en 2017 avec la pose des vannes de sectorisation qui permettront de délimiter les zones desservies par les captages de l'Hospice et celles desservies par les captages de Baugy. Aujourd'hui, selon les heures de la journée, des secteurs de la ville de Compiègne sont alimentés par l'un ou l'autre captage. À l'avenir, chaque habi-

tation ne sera alimentée que par un seul des deux captages. L'objectif est de connaître en tout point du réseau l'origine de l'eau distribuée.

Les plus gros chantiers débuteront en 2018 avec notamment la construction d'un réservoir d'eau potable à proximité des captages de l'Hospice. Par la suite, des maillages entre les communes permettront de les alimenter en cas de panne.

Le coût de l'ensemble des travaux du schéma directeur s'élève à 7 millions d'euros.

Notre stratégie est claire et efficace pour **servir aux habitants de notre territoire une eau potable de qualité, durable.**

## LES ENJEUX

- ▶ **Traiter l'ensemble des eaux usées par des stations d'épuration et régler la question de la lagune de Lachelle.**
- ▶ **Faire que les rejets dans le milieu naturel soient exempts de toute pollution possible.**
- ▶ **Poursuivre la sensibilisation des habitants pour éviter les substances qui bloquent les stations d'épuration.**

# TOUS MOBILISÉS POUR UN PLAN ANTI-INOND

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018



**Le PPRI actuel, en vigueur depuis 1996, nous a parfaitement protégés des inondations. Protection renforcée par la réalisation, par l'ARC, d'équipements majeurs visant à éviter les débordements des cours d'eau, tout en nous permettant de construire de manière intelligente le long des rivières.**

Cependant, un projet de nouveau Plan de Prévention des Risques Inondation a été élaboré par les services de l'État pour les rivières de l'Oise et de l'Aisne. De nombreuses zones situées sur le territoire de l'agglomération sont fortement impactées par ce nouveau dispositif. Il y aura des conséquences dramatiques sur les autorisations d'occupation des sols, donc sur le patrimoine des particuliers, le développement de notre territoire, l'installation

d'entreprises et, a fortiori, sur l'emploi. Nous devons réagir pour éviter que demain ces nouvelles règles nous soient imposées et menacent l'emploi et la valeur de nos biens. C'est pourquoi les élus et les habitants de l'ARC et de la Communauté de Communes des Deux Vallées ont organisé une manifestation contre ce nouveau projet de PPRI, le samedi 30 septembre 2017, sur le viaduc de Choisy-au-Bac. La mobilisation des habitants et des élus avait pour objectif d'obtenir de vrais assouplissements du PPRI en préparation. **Nos arguments ont été entendus et le Préfet de l'Oise a adressé un courrier au président de l'ARC "dans un souci d'apaisement et de dialogue". Il a demandé au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) d'évaluer le travail réalisé par les services locaux de l'État.**

**Pour en savoir plus, consultez le projet de PPRI :**  
[www.agglo-compiegne.fr](http://www.agglo-compiegne.fr)

**L'Agglomération de la Région de Compiègne met à votre disposition une carte interactive** vous permettant d'évaluer l'impact du nouveau projet de PPRI sur votre logement si celui-ci devenait effectif :  
<http://geo.agglo-compiegne.fr/carte-projet-nouveau-ppri>



# NON RAISONNABLE

Accusé de réception en préfecture  
060-216004586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

← MANIFESTATION DU 30 SEPTEMBRE 2017, élus, chefs d'entreprises, agriculteurs et habitants se sont retrouvés sur la rocade nord-est pour dire NON au nouveau projet de PPRI

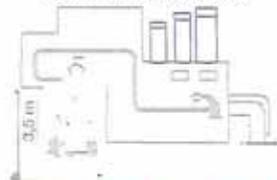
**2 800 HA**

EN ZONE INONDABLE DANS LE  
PROJET DE PPRI, SOIT 4X+  
QUE SOUS L'ANCIEN PPRI



**2 251**

ENTREPRISES SERAIENT IMPACTÉES  
POUR 14 750 EMPLOIS



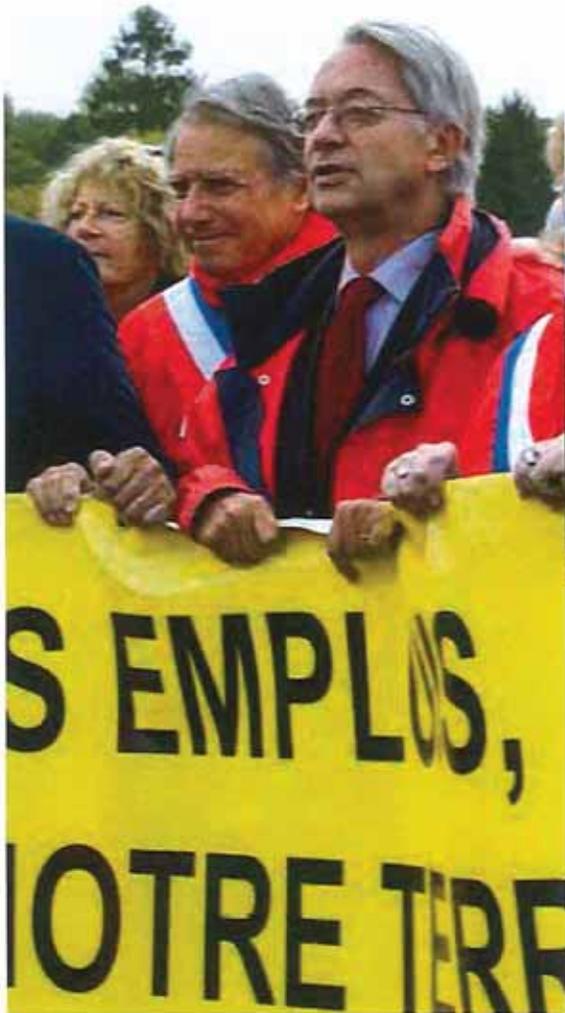
**9 750**

LOGEMENTS SOIT  
21 600 HABITANTS TOUCHÉS AVEC  
LE PROJET DE PPRI (± 1 HABITANT/4)



**60 CM À 1 M DE HAUT**

ESTIMÉS EN PLUS DES CRUES EXCEPTIONNELLES  
DE 1993 ET 1996 PAR LE PROJET DE PPRI



**BASSIN DES MUIDS,**  
▲ l'ARC a aménagé ce bassin  
de rétention des eaux pour  
protéger les entreprises et  
les habitations



## LES ENJEUX

- Prendre en compte les aménagements anti-inondations déjà réalisés et à venir et le type de crues lentes des rivières de l'Oise et de l'Aisne.
- Être en phase avec les systèmes d'alerte en place et les plans communaux de sauvegarde.
- Permettre des aménagements raisonnables qui tiennent compte des risques réels d'inondation.



## Laurent **PORTEBOIS**

Maire de Clairoix,  
vice-président de l'ARC,  
président de la commission finances

- Maintenir l'effort de désendettement engagé par la collectivité depuis quelques années pour reconstituer des marges de manœuvre (3,7 M d'€ de désendettement en 2017).
- Stabiliser la fiscalité afin de ne pas alourdir la charge des familles et des entreprises.
- Maîtriser les dépenses de fonctionnement par la poursuite des efforts de gestion et par le recours aux investissements générateurs d'économies de fonctionnement.
- Maintenir le développement du territoire grâce à un bon niveau d'investissement.



## Éric **DE VALROGER**

Maire-adjoint de Compiègne,  
vice-président de l'ARC, président de  
la commission information et communication,  
vice-président du Conseil départemental

- Faire évoluer nos supports de communication écrits pour mieux répondre aux attentes des Compiégnois.
- Réaliser le nouveau site internet pour Compiègne et son agglomération, pour faciliter l'accès à l'information et aux services en ligne et mettre en valeur l'attractivité du territoire.
- Valoriser les réalisations et aménagements de chaque commune, au travers d'événements : vœux, inaugurations, visites des communes, conférences, réunions de concertation, expositions...

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018



## Jean-Claude GRANIER

Maire de Saint-Sauveur,  
vice-président de l'ARC,  
président de la commission d'appel d'offres

- Poursuivre notre gestion rigoureuse des appels d'offres en intégrant les dimensions du développement durable.
- En 2017, de nombreux marchés publics incluant un impact écologique ont été conclus : la rénovation thermique du Parc technologique des rives de l'Oise, des renouvellements de canalisation, l'aménagement d'une coulée verte ou encore les contrats pour les sacs de collecte de déchets.



# LES ÉLUS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION :

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CCM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

## + 6 COMMUNES

Depuis plus d'un an maintenant, notre agglomération s'est enrichie de 6 nouvelles communes et d'un territoire riche en patrimoine et en possibilités de développement. Nous avons scellé notre mariage par plusieurs actions concrètes pour le territoire : nouvelles dessertes de bus et d'AlloTic, reprise des contrats d'eau et d'assainissement, harmonisation des services. Nous nous sommes aussi inspirés du réseau d'assistantes maternelles de l'ex-CCBA pour améliorer l'accueil des tout-petits.

Faciliter la vie des ménages est essentiel. Cela se concrétise par la mise en place de services mais aussi par la maîtrise des impôts. Cette année 2017, il n'y a pas eu de hausse de l'imposition et les taux ont été reconduits à l'identique des années précédentes, c'est-à-dire une taxe d'habitation à 9,3 %, une taxe sur le foncier non bâti à 2,52 % et une taxe sur le foncier bâti à 0 %.

**Nous avons même réussi à baisser**

**le taux de la taxe d'enlèvement des déchets ménagers de -0,25 %.** Le taux de 2017 est donc fixé à 6,75 %. Rappelons simplement que la TEOM était à 9 % en 2006. Il est à noter que la redevance incitative mise en place sur le territoire de la CCBA est maintenue pendant quelques années encore.

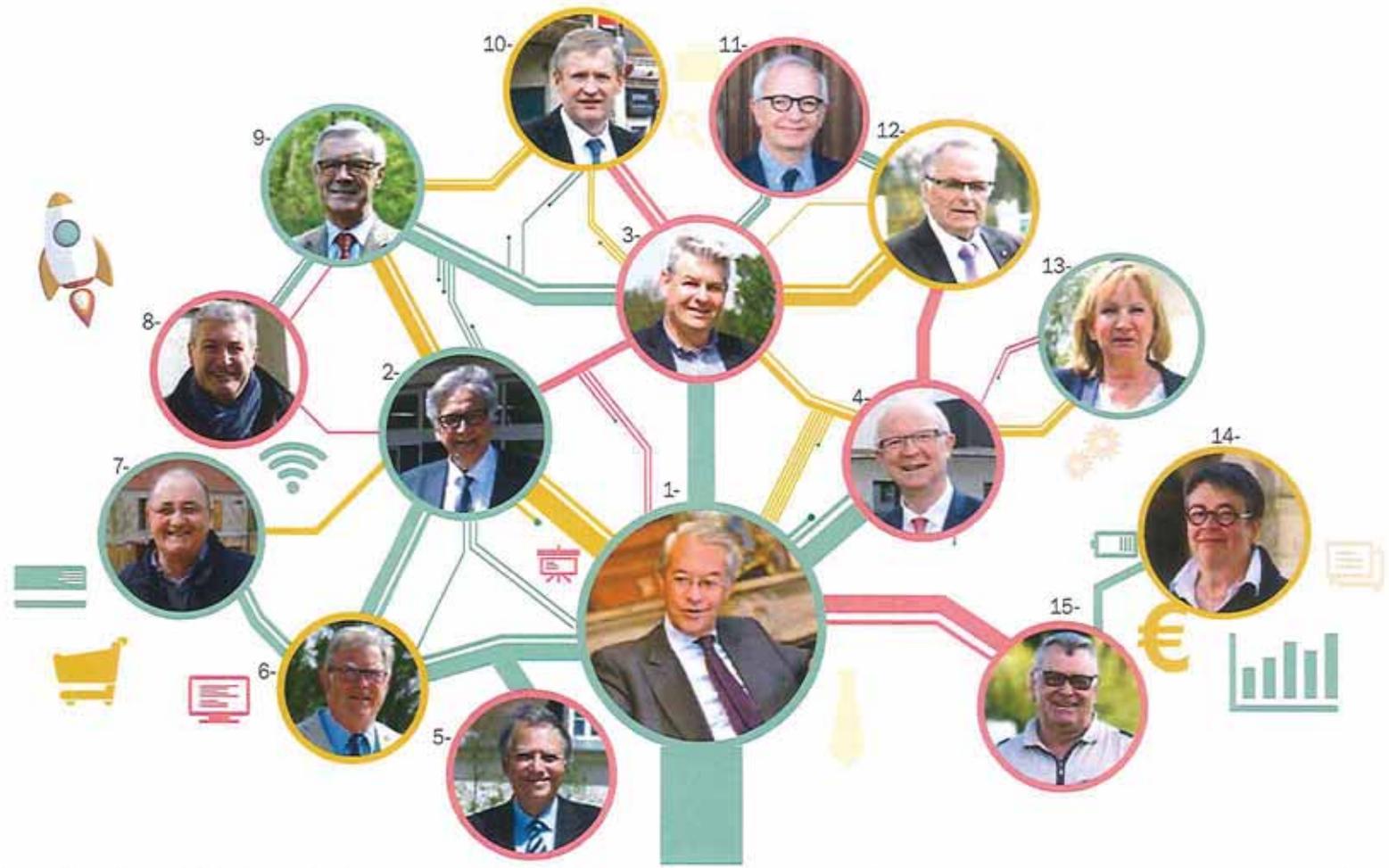
De même pour **le prix de l'eau fixé à 40 €/m<sup>3</sup>.** Sur l'ancien périmètre de l'ARC, les communes sont soit en convention de gestion, soit l'ARC assure directement la production et la distribution d'eau. Pour les communes de l'ex-CCBA, la compétence eau sera reprise en 2019. Les tarifs restent inchangés et une harmonisation progressive sera lissée dans les années qui viennent. Du côté de l'assainissement, **la redevance est maintenue à 1,95 € HT/m<sup>3</sup>** ce qui permet à l'ARC de réhabiliter ses réseaux, de procéder au raccordement de Lachelle à la station d'épuration intercommunale ou encore de réaliser les travaux de celle de Choisy.

SAINT VAAST DE LONGMONT, maires et élus de l'ARC ont consacré 3 jours de visite aux communes de l'ex-CCBA



Accusé de réception en préfecture  
 060-26000886-20180928-08CM280918-DE  
 Date de télétransmission : 03/10/2018  
 Date de réception préfecture : 03/10/2018

# NOTRE PRÉSIDENT ET NOS VICE-PRÉSIDENTS



1- **PHILIPPE MARINI**, Président de l'Agglomération de la Région de Compiègne - 2- **BERNARD HELLAL**, 1<sup>er</sup> Vice-président de l'ARC, Commission stratégie et synthèse, DSP - 3- **ÉRIC BERTRAND**, Vice-président de l'ARC, Délégué à la gestion de l'eau - 4- **JEAN DESESSART**, Vice-président de l'ARC, Commission économie et tourisme - 5- **MICHEL FOUBERT**, Vice-président de l'ARC, Commission aménagement équipement urbanisme et grands projets - 6- **JEAN-NOËL GUESNIER**, Vice-président de l'ARC, Commission développement durable et risques majeurs - 7- **JEAN-CLAUDE GRANIER**, Vice-président de l'ARC, Commission appel d'offres - 8- **NICOLAS LEDAY**, Vice-président de l'ARC, Commission transports et mobilité, voiries - 9- **JEAN-PIERRE LEBŒUF**, Vice-président de l'ARC, Délégué au tourisme - 10 - **LAURENT PORTEBOIS**, Vice-président de l'ARC, Commission finances, contrôle de gestion et ressources humaines - 11 - **ÉRIC DE VALROGER**, Vice-président de l'ARC, Délégué à l'information, la communication, aux relations avec les partenaires institutionnels et à l'aménagement des zones commerciales - 12 - **JEAN-PIERRE DESMOULINS**, Vice-président de l'ARC, Délégué au déploiement du très haut débit - 13 - **ÉVELYNE LE CHAPELLIER**, Vice-présidente de l'ARC, Déléguée au Plan Climat-Énergie Territorial - 14 - **BÉATRICE MARTIN**, Vice-présidente de l'ARC, Déléguée au patrimoine et aux paysages, aux relations avec l'Office National des Forêts - 15 - **CLAUDE PICART**, Vice-président de l'ARC, Délégué aux aides à la pierre et au Programme Local de l'Habitat (PHL)

# LES ÉLUS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION :

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-080CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

## COMPIÈGNE

**PHILIPPE MARINI**  
Président de l'ARC



**Michel Foubert**  
Vice-président  
de l'ARC



**Arielle François**



**Éric de Valroger**  
Vice-président  
de l'ARC



**Sandrine  
de Figueiredo**



**Éric Verrier**



**Sophie Schwarz**



**Nicolas Leday**  
Vice-président  
de l'ARC



**Sylvie  
Oger-Dugat**



**Joël  
Dupuy de Méry**



**Marie-Pierre Degage**



**Marc-Antoine  
Brekiesz**



**Marie-Christine  
Legros**



**Philippe  
Trinchez**



**Dominique  
Renard**



**Éric Hanen**



**Françoise  
Trousselle**



**Christian  
Tellier**



**Évelyse  
Guyot**



**Anne  
Koerber**



**Étienne  
Diot**



**Monia  
Lhadi**



**Richard  
Valente**



**Solange  
Dumay**



**Jean-Marc Branche**

## MARGNY- LÈS-COMPIÈGNE

**BERNARD HELLAL**  
1<sup>er</sup> vice-président de l'ARC



**Marc Ressons**



**Rachida  
El Amrani**



**Georges Diab**



**Xavier Gérard**

## LA CROIX SAINT OUEN

**JEAN DESESSART**  
Vice-président de l'ARC



**Jacqueline  
Ferradini**

## VERBERIE

**MICHEL ARNOULD**



**Patrick Steffen**

## CHOISY-AU-BAC

**JEAN-NOËL  
GUESNIER**  
Vice-président de l'ARC



**Thérèse-Marie  
Lamarche**

**BÉTHISY-SAINT-  
PIERRE  
JEAN-MARIE  
LAVOISIER**



**Michèle  
Cailleux  
Suppléante**

## VENETTE

**BERNARD DELANNOY**

**Sylvie  
Lemonnier Morel**  
Suppléante



## JAUX

**MICHEL  
JEANNEROT**



**Philippe Deblais**  
Suppléant

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280018-DE  
Date de réception en préfecture : 03/10/2018  
Date de réception : 03/10/2018

# 2018



**LE MEUX**

**ÉVELYNE  
LE CHAPELLIER**

Vice-présidente de l'ARC

Florence Blanc  
Suppléante



**SAINT-SAUVEUR**

**JEAN-CLAUDE  
GRANIER**

Vice-président de l'ARC

Yves Dambrine  
Suppléant



**JANVILLE**

**PHILIPPE  
BOUCHER**

Corinne Carlier  
Suppléante



**SAINT VAAST  
DE LONGMONT  
MICHELINE FUSÉE**

Martine Olivier  
Suppléante



**ARMANCOURT**

**ÉRIC BERTRAND**

Vice-président de l'ARC

Brigitte  
Cugnet-Wattelet  
Suppléante



**CLAIROIX**

**LAURENT PORTEBOIS**

Vice-président de l'ARC

Emmanuel  
Guesnier  
Suppléant



**BÉTHISY-SAINT-  
MARTIN  
ALAIN DRICOURT**

Arnaud Perrin  
Suppléant



**NÉRY**

**CLAUDE PICART**

Vice-président de l'ARC

Bernard  
Guillon  
Suppléant



**JONQUIÈRES**

**JEAN-CLAUDE  
CHIREUX**

Alain Dannel  
Suppléant



**BIENVILLE**

**CLAUDE DUPRONT**

Patrick Leroux  
Suppléant



**SAINTINES**

**JEAN-PIERRE  
DESMOULINS**

Vice-président de l'ARC

Jeanine  
Copigny  
Suppléante



**VIEUX-MOULIN**

**BÉATRICE MARTIN**

Vice-présidente de l'ARC

Erwan  
Baudimant  
Suppléant



**LACHELLE**

**PASCAL SERET**

Xavier Louvet  
Suppléant



**SAINT-JEAN-  
AUX-BOIS  
JEAN-PIERRE  
LEBŒUF**

Vice-président de l'ARC

Philippe Luisin  
Suppléant

# UN AN DE FUSION : UN BILAN POSITIF POUR

Aussitôt voté aussitôt fait ! Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 le territoire de l'ex-CCBA et de l'ARC ont fusionné. Les équipes se sont également associées. L'ARC, désormais forte de 22 communes et de 82 000 habitants, a immédiatement fêté la fusion par une cérémonie des vœux dont les films de présentation des 6 nouvelles communes ont fait le "buzz" ! **La vidéo de présentation de Béthisy-Saint-Pierre a été vue 53 465 fois** sur nos réseaux sociaux. Beau succès également pour la petite commune de Néry désormais connue de 25 286 followers. Les communes de l'ex-CCBA ont ainsi pu profiter de la "force de frappe" de l'agglomération. Les publications sont distribuées dans toutes les boîtes aux lettres et les événements de ces communes ont naturellement rejoint les outils de communication de l'intercommunalité et leur promotion via la presse locale. Idem pour le service des transports qui très vite a proposé un service **ARC Express entre Verberie et Compiègne,**

passant par les zones d'emplois de La Croix Saint Ouen. **AlloTic**, le service de transport à la demande, a ouvert une nouvelle ligne (n°20) pour les plus petites communes. Quant aux frais d'inscription aux transports scolaires pour les élèves résidant dans les communes restant desservies par les cars de la Région, ils sont entièrement pris en charge par l'ARC.

Enfin, l'agglomération aujourd'hui affiche **un réseau de 15 pistes cyclables de 130 km**, au lieu des 100 avant la fusion, que l'ARC entretient et promeut.

Concernant l'aménagement du territoire, les communes de l'ex-CCBA bénéficient désormais du savoir-faire du service aménagement qui réalise tous les documents de planification urbaine comme l'engagement dans le PLU intercommunal et les différents débats sur le PADD ou apporte de nombreux conseils en matière de gestion des zones humides ou sur les projets de développement.

NÉRY, Philippe MARINI et Claude PICART abordent l'urbanisation du plateau



# L'ARC ET L'EX-CCBA

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de transmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018



← BÉTHISY-SAINT-PIERRE, visite du château de la Douye

39 900

LOGEMENTS DANS L'ARC,  
34 000 AVANT FUSION



2 MILLIONS D'€

D'EMPRUNT DE LA CCBA,  
POUR L'INSTALLATION DE LA FIBRE  
OPTIQUE, PRIS EN CHARGE PAR L'ARC



5 412 TONNES

DE DÉCHETS RECYCLÉS  
COLLECTÉES PAR AN  
(4 919 TONNES AVANT FUSION)



L'ARC a également étendu son Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et les services de la Plateforme de Rénovation Énergétique à ces communes.

De gros chantiers sont en cours d'élaboration concernant la problématique de l'assainissement avec de lourds travaux à prévoir et la gestion de l'eau à réorganiser. Concernant les déchets ménagers, les équipes de l'ARC ont procédé à un travail efficace de recouvrement de la Redevance Incitative et le renouvellement du parc dégradé de conteneurs à verre est en cours.

La question de la sécurité est égale-

ment importante sur ce territoire. Aussi a-t-il été mis en place un CISPD qui a permis de constater que la hausse de la délinquance a été constante de 2014 à 2016. **Aucune commune de l'ex-CCBA n'est épargnée par ce phénomène.** L'ARC va donc apporter son soutien à ces communes d'une part en étant très pro-active au niveau du CISPD et d'autre part via l'installation d'un réseau de caméras de vidéo-protection relié au CSI des Hauts de Margny.

## LES ENJEUX

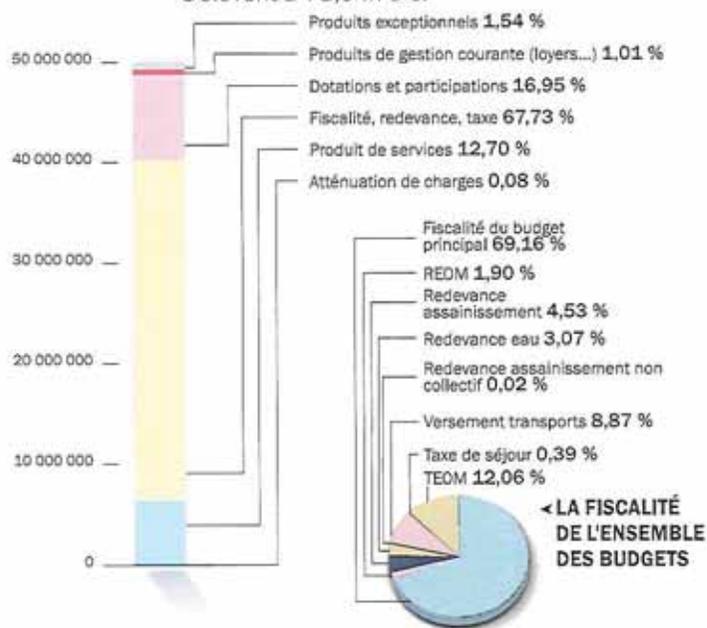
- Harmoniser les modes de gestion.
- Améliorer la qualité des services dans les 22 communes.
- Rendre plus accessible le territoire de l'ex-CCBA.

# LES FINANCES DE L'ARC

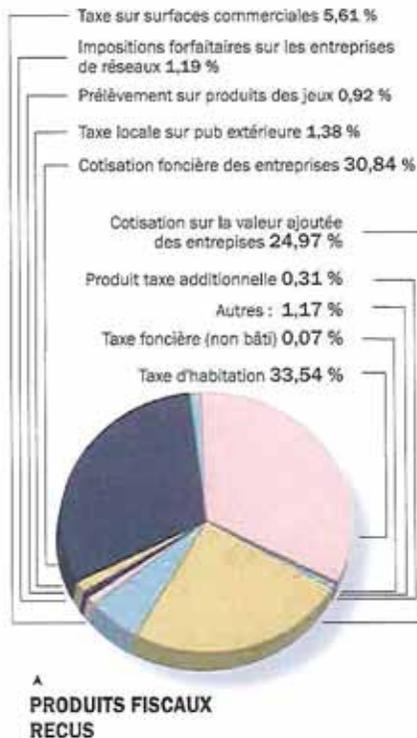
## LES RECETTES EN 2017

### 1) LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES

En 2017 les recettes réelles de l'ARC s'élèvent à 92,3 M d'€. Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 78,9 M d'€.

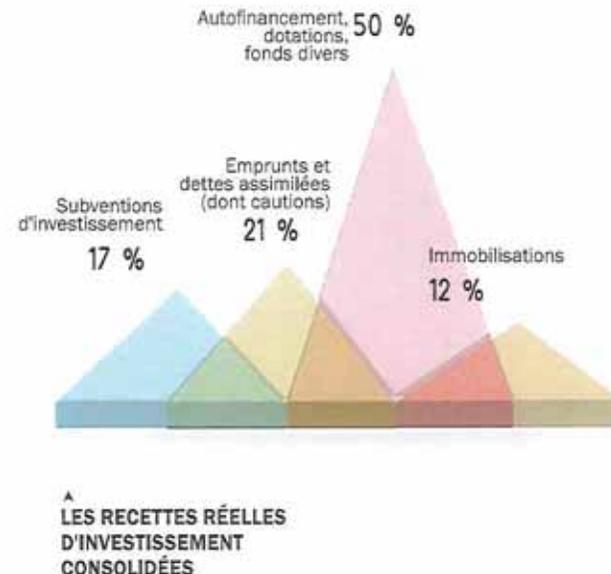


### 2) LA FISCALITÉ DU BUDGET PRINCIPAL



### 3) LES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT

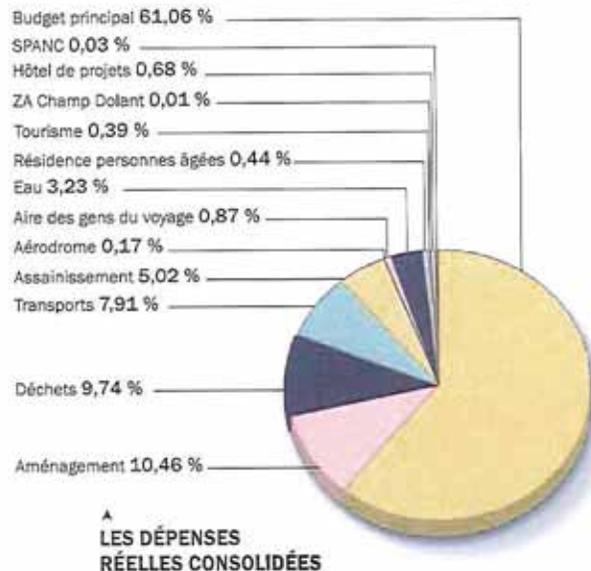
Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 13,3 M€.



## LES DÉPENSES EN 2017

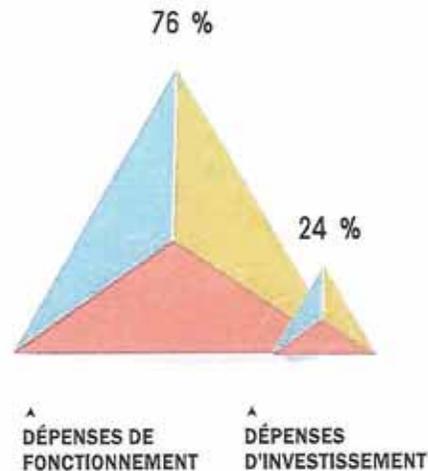
### 1) LES DÉPENSES CONSOLIDÉES

En 2017, les dépenses réelles de l'ARC s'élèvent à **88 M d'€** et intègrent le budget principal et les budgets annexes. Les trois premiers budgets (81,26 % des dépenses) : principal, aménagement et déchets ménagers.



### 2) LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT ET DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Dépenses réelles de fonctionnement :  
 66 598 007,89 € soit 76 %.  
 Dépenses réelles d'investissement :  
 21 406 330,33 € soit 24 %.

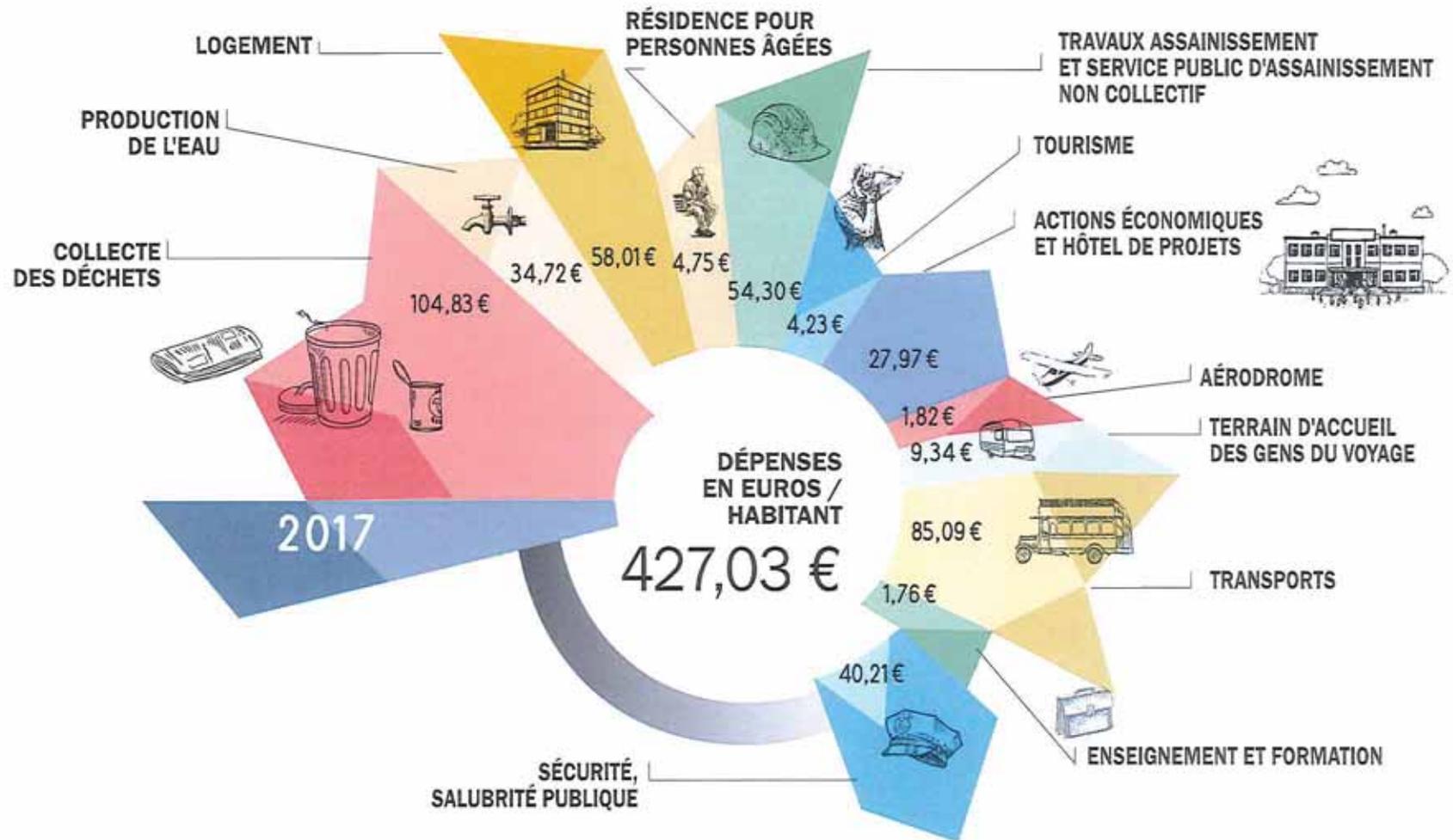


### 3) L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

|      |              |
|------|--------------|
| 2017 | 21 406 330 € |
| 2016 | 12 797 828 € |
| 2015 | 17 416 362 € |
| 2014 | 22 196 648 € |
| 2013 | 24 550 614 € |
| 2012 | 16 067 073 € |
| 2011 | 34 215 844 € |
| 2010 | 36 468 881 € |
| 2009 | 39 573 226 € |
| 2008 | 38 972 286 € |
| 2007 | 33 186 745 € |
| 2006 | 21 218 383 € |
| 2005 | 16 395 866 € |

# LES DÉPENSES PAR HABITANT PAR AN

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018



Accuse de réception en préfecture  
060-211600 / 066-204 80928-08CIV280918-DE  
Date de transmission : 03/06/2018  
Date de réception préfecture : 03/06/2018



# L'ÉQUILIBRE DES COMPTES

## LES COMPTES ADMINISTRATIFS 2017 CONSOLIDÉS

| Budget principal                  | Dépenses 2017        | Recettes 2017        | Résultat brut 2017  | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017   |
|-----------------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| Investissement                    | 15 558 670,64        | 11 581 490,36        | -3 977 180,28       | 431 431,76                | -3 545 748,52       |
| Fonctionnement                    | 45 388 199,51        | 49 772 166,21        | 4 383 966,70        | 7 905 446,83              | 12 289 413,53       |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>60 946 870,15</b> | <b>61 353 656,57</b> | <b>406 786,42</b>   | <b>8 336 878,59</b>       | <b>8 743 665,01</b> |
| Budget aménagement                | Dépenses 2017        | Recettes 2017        | Résultat brut 2017  | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017   |
| Investissement                    | 9 411 239,12         | 12 827 112,58        | 3 415 873,46        | -6 253 292,04             | -2 837 418,58       |
| Fonctionnement                    | 12 493 659,04        | 14 444 786,31        | 1 951 127,27        | 1 497 588,79              | 3 448 716,06        |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>21 904 898,16</b> | <b>27 271 898,89</b> | <b>5 367 000,73</b> | <b>-4 755 703,25</b>      | <b>611 297,48</b>   |
| Budget Champ Dolant               | Dépenses 2017        | Recettes 2017        | Résultat brut 2017  | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017   |
| Investissement                    | 99 171,10            | 104 457,09           | 5 285,99            | -4 835,59                 | 450,40              |
| Fonctionnement                    | 98 965,14            | 98 965,14            | -                   | -                         | -                   |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>198 136,24</b>    | <b>203 422,23</b>    | <b>5 285,99</b>     | <b>-4 835,59</b>          | <b>450,40</b>       |
| Budget transports intercommunaux  | Dépenses 2017        | Recettes 2017        | Résultat brut 2017  | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017   |
| Investissement                    | 328 247,32           | 361 282,15           | 33 034,83           | 19 922,03                 | 52 956,86           |
| Fonctionnement                    | 7 073 895,37         | 7 094 206,28         | 20 310,91           | 334 861,98                | 355 172,89          |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>7 402 142,69</b>  | <b>7 455 488,43</b>  | <b>53 345,74</b>    | <b>354 784,01</b>         | <b>408 129,75</b>   |
| Budget déchets ménagers           | Dépenses 2017        | Recettes 2017        | Résultat brut 2017  | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017   |
| Investissement                    | 272 422,11           | 133 466,30           | -138 955,81         | 341 307,58                | 202 351,77          |
| Fonctionnement                    | 8 429 710,89         | 7 860 537,17         | -569 173,72         | 3 147 435,53              | 2 578 261,81        |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>8 702 133,00</b>  | <b>7 994 003,47</b>  | <b>-708 129,53</b>  | <b>3 488 743,11</b>       | <b>2 780 613,58</b> |
| Budget Hôtel de projets           | Dépenses 2017        | Recettes 2017        | Résultat brut 2017  | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017   |
| Investissement                    | 402 385,46           | 419 484,32           | 17 098,86           | 118 366,50                | 135 465,36          |
| Fonctionnement                    | 385 013,79           | 381 842,67           | -3 171,12           | 3 171,12                  | 0,00                |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>787 399,25</b>    | <b>801 326,99</b>    | <b>13 927,74</b>    | <b>121 537,62</b>         | <b>135 465,36</b>   |
| Budget Résidences personnes âgées | Dépenses 2017        | Recettes 2017        | Résultat brut 2017  | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017   |
| Investissement                    | 107 742,49           | 111 568,01           | 3 825,52            | -3 826                    | -0,00               |
| Fonctionnement                    | 338 837,56           | 333 859,03           | -4 978,53           | 47 300,35                 | 42 321,82           |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>446 580,05</b>    | <b>445 427,04</b>    | <b>-1 153,01</b>    | <b>43 474,83</b>          | <b>42 321,82</b>    |

| Budget aire des gens du voyage                  | Dépenses 2017         | Recettes 2017         | Résultat brut 2017   | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017    |
|---|-----------------------|-----------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|
| Investissement                                  | 305 101,51            | 172 480,46            | -132 621,05          | 462 564,40                | 329 943,35           |
| Fonctionnement                                  | 649 587,42            | 652 856,44            | 3 269,02             | -3 269,02                 | -0                   |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>954 688,93</b>     | <b>825 336,90</b>     | <b>-129 352,03</b>   | <b>459 295,38</b>         | <b>329 943,35</b>    |
| Budget aérodrome                                | Dépenses 2017         | Recettes 2017         | Résultat brut 2017   | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017    |
| Investissement                                  | 87 691,00             | 39 832,82             | -47 858,18           | 712 974,82                | 665 116,64           |
| Fonctionnement                                  | 101 221,52            | 101 221,52            | -                    | -                         | -                    |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>188 912,52</b>     | <b>141 054,34</b>     | <b>-47 858,18</b>    | <b>712 974,82</b>         | <b>665 116,64</b>    |
| Budget assainissement                           | Dépenses 2017         | Recettes 2017         | Résultat brut 2017   | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017    |
| Investissement                                  | 3 918 747,33          | 3 506 891,43          | -411 855,90          | 1 210 190,45              | 798 334,55           |
| Fonctionnement                                  | 2 855 597,73          | 3 606 788,89          | 751 191,16           | 2 654 801,04              | 3 405 992,20         |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>6 774 345,06</b>   | <b>7 113 680,32</b>   | <b>339 335,26</b>    | <b>3 864 991,49</b>       | <b>4 204 326,75</b>  |
| Budget SPANC*                                   | Dépenses 2017         | Recettes 2017         | Résultat brut 2017   | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017    |
| Investissement                                  | 14 515,20             | 14 515,20             | -                    | 258 281,73                | 258 281,73           |
| Fonctionnement                                  | 8 633,09              | 8 122,56              | -510,53              | 37 337,44                 | 36 826,91            |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>23 148,29</b>      | <b>22 637,76</b>      | <b>-510,53</b>       | <b>295 619,17</b>         | <b>295 108,64</b>    |
| * Service Public d'Assainissement Non Collectif |                       |                       |                      |                           |                      |
| Budget eau potable                              | Dépenses 2017         | Recettes 2017         | Résultat brut 2017   | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017    |
| Investissement                                  | 941 167,27            | 444 685,51            | -496 481,76          | 4 441 967,82              | 3 945 486,06         |
| Fonctionnement                                  | 2 451 223,72          | 1 839 298,38          | -611 925,34          | 1 935 525,20              | 1 323 599,86         |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>3 392 390,99</b>   | <b>2 283 983,89</b>   | <b>-1 108 407,10</b> | <b>6 377 493,02</b>       | <b>5 269 085,92</b>  |
| Budget tourisme                                 | Dépenses 2017         | Recettes 2017         | Résultat brut 2017   | Déficits / Excédents 2016 | Résultat net 2017    |
| Investissement                                  | 16 287,44             | 75 880,99             | 59 593,55            | 8 376,47                  | 67 970,02            |
| Fonctionnement                                  | 337 571,04            | 337 571,04            | -                    | -                         | -                    |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>353 858,48</b>     | <b>413 452,03</b>     | <b>59 593,55</b>     | <b>8 376,47</b>           | <b>67 970,02</b>     |
| <b>TOTAL BUDGET</b>                             | <b>112 075 503,81</b> | <b>116 325 368,86</b> | <b>4 249 865,05</b>  | <b>19 303 629,67</b>      | <b>23 553 494,72</b> |

# LES INDICATEURS DE L'ARC

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018





# L'ARC ET SES PARCS D'ACTIVITÉS



**BÉTHISY-SAINT-MARTIN**  
**ALAIN DRICOURT,**  
Maire

**SAININES**  
**JEAN-PIERRE DESMOULINS,**  
Maire

**JANVILLE**  
**PHILIPPE BOUCHER,**  
Maire

**NÉRY**  
**CLAUDE PICART,**  
Maire

**VIEUX-MOULIN**  
**BÉATRICE MARTIN,**  
Maire

**SAINT VAAST DE LONGMONT**  
**MICHELINE FUSÉE,**  
Maire

**LACHELLE**  
**PASCAL SERET,**  
Maire

**ARMANCOURT**  
**ÉRIC BERTRAND,**  
Maire

**BIENVILLE**  
**CLAUDE DUPRONT,**  
Maire

**SAINT-JEAN-AUX-BOIS**  
**JEAN-PIERRE LEBŒUF,**  
Maire

**JONQUIÈRES**  
**JEAN-CLAUDE CHIREUX,**  
Maire

**L'ARC**  
11 des 22  
communes

Communes classées par ordre croissant d'habitants. Retrouvez les 11 autres communes p. 2.

Accusé de réception en préfecture  
060-216001586-20180928-08CM280918-DE  
Date de télétransmission : 03/10/2018  
Date de réception préfecture : 03/10/2018

**AGGLO**  
—  
**compiègne.fr**

 **ARC**  
AGGLOMÉRATION  
DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

Place de l'Hôtel de ville - CS 10007 - 60321 Compiègne cedex - Tél. 03 44 40 76 00

MAIRIE DE COMPIEGNE (Oise)

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018

**9 - Rapports d'activité 2017 des parcs de stationnement  
faisant l'objet d'une gestion par délégation de service  
public**

Date de convocation : L'an deux mille dix-huit, le **VENDREDI VINGT-HUIT SEPTEMBRE à  
04 juillet 2018** **20 heures 45, le CONSEIL MUNICIPAL de COMPIEGNE** s'est réuni à  
l'Hôtel de Ville, en la salle ordinaire de ses séances, sous la présidence de  
Date d'affichage : **Philippe MARINI, Sénateur honoraire de l'Oise, Maire de ladite Ville.**  
06 juillet 2018

Nombre de  
Conseillers présents  
ou représentés :  
38

**Etaient présents :**

**Philippe MARINI, Maire, Sénateur Honoraire,**  
Michel FOUBERT, Sylvie OGER-DUGAT, Nicolas LEDAY, Evelyse  
GUYOT, Eric VERRIER, Eric HANEN, Arielle FRANÇOIS, Françoise  
TROUSSELLE, Oumar BA, Dominique RENARD, Sandrine de  
FIGUEIREDO, Sophie SCHWARZ, Marie-Pierre DEGAGE, Marie-  
Christine LEGROS, Philippe TRINCHEZ, Christian TELLIER, Jacqueline  
LIÉNARD, Joël DUPUY de MERY, Etienne DIOT, Richard VELEX,  
Sylvianne ROMET, Liliane VÉZIER, Jean-Luc LESAGE, Christine  
BRAULT, Christopher CAUVIN, Maria ARAUJO de OLIVEIRA, Richard  
VALENTE, Solange DUMAY, Dilvin YUKSEL, Jean-Marc BRANCHE,  
François GACHIGNARD

Date de transmission :  
03 octobre 2018

**Etaient représentés :**

Date d'affichage :  
04 octobre 2018  
Eric de VALROGER représenté par Joël DUPUY de MÉRY  
Emmanuel MARSIGNY représenté par Philippe MARINI  
Anne KOERBER représentée par Christian TELLIER  
Rendue exécutoire le :  
04 octobre 2018  
Monia LHADI représentée par Françoise TROUSSELLE  
Arnaud THOREL représenté par Éric VERRIER  
Patricia RENOULT représentée par François GACHIGNARD

**Etait absent :**

Marc-Antoine BREKIESZ

## 9 - Rapports d'activité 2017 des parcs de stationnement faisant l'objet d'une gestion par délégation de service public

Sept parcs de stationnement de la Ville de Compiègne font l'objet d'une gestion déléguée à la société INDIGO (ex-Vinci Park) par délégation de service public, répartis sur 3 contrats distincts :

- Délégation de Service Public par affermage pour l'exploitation du parc de stationnement des « Capucins » ;
- Délégation de Service Public pour l'exploitation des parcs de stationnement « Marché », « Solferino » et « Centre » ;
- Délégation de Service Public pour l'exploitation des parcs de stationnement « Gare », « Oise » et « Saint-Jacques » ;

L'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) précise que :

« Le délégataire produit chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte. ».

Le rapport de synthèse annexé à la présente délibération rappelle notamment :

- Le descriptif des parcs de stationnement ;
- Les principaux faits marquants de l'année 2017 ;
- Une analyse de l'activité présentant notamment les recettes de fonctionnement.

Il est notamment à noter :

Une augmentation des recettes encaissées par la Ville de Compiègne au titre de ses délégations de service public de 105 042,59 € en 2016 à 123 186,31 € en 2017 (+17,27%).

### **Le Conseil Municipal,**

Entendu le rapport présenté par M.HANEN,

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 19 septembre 2018,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 19 septembre 2018,

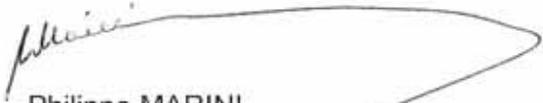
**Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,**

**PREND ACTE** des rapports d'activité 2017 du délégataire de l'exploitation des parcs de stationnement en gestion déléguée.

Fait et délibéré à COMPIEGNE, le 28 septembre 2018  
Et ont signé au registre, les membres présents,  
Pour copie conforme,



Le Maire de Compiègne,

  
Philippe MARINI  
Sénateur Honoraire de l'Oise



**EXAMEN DES RAPPORTS D'ACTIVITE DES PARCS DE STATIONNEMENT 2017  
(DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC)**

-----  
**RAPPORT DE SYNTHESE**

La gestion sous forme de délégation de service public concerne au total sept parcs de stationnement de la Ville de Compiègne, répartis en 3 contrats distincts. L'exploitation de l'ensemble de ces parcs de stationnement est assurée par la société INDIGO (ex-Vinci Park).

## **1. Parcs de stationnement « Gare », « Oise » et « Saint Jacques »**

### **1.1. Descriptif – rappel de la nature du service proposé**

#### **1.1.1. Gare**

- Capacité : 200 places réparties sur 1 niveau dont 4 places PMR
- Heures d'ouverture du parc : 24h/24 et 7j/7
- 1 entrée véhicule, 1 sortie véhicule, 1 accès piétons
- Equipements de péage : 1 caisse, 1 borne d'entrée, 1 borne de sortie et 2 lecteurs de plaques d'immatriculations
- Moyens de paiement acceptés : pièces, billets (à la caisse automatique), chèques-parkings, cartes de paiement CB, TOTAL GR et Amex en caisse et en borne de sortie

#### **1.1.2. Oise – Rue de Clermont**

- Capacité : 69 places réparties sur 1 niveau dont 2 places PMR
- Heures d'ouverture du parc : 24h/24 et 7j/7
- 1 entrée véhicule, 1 sortie véhicule, 2 accès piétons
- Equipements de péage : 1 caisse automatique, 1 borne d'entrée, 1 borne de sortie et 2 lecteurs de plaques d'immatriculation
- Moyens de paiement acceptés : pièces, chèques-parkings, cartes de paiement CB, Amex et TOTAL GR en caisse et en borne de sortie. Le badge Liber'T est accepté **uniquement en borne de sortie.**

### 1.1.3. Saint Jacques

- Capacité : 56 places réparties sur 1 niveau usage uniquement à la clientèle horaire
- Heures d'ouverture du parc (clients horaires uniquement) : 24h/24 et 7j/7
- 1 entrée véhicule, 1 sortie véhicule, 1 accès piétons
- Equipements de péage : 1 caisse, 2 bornes d'entrée, 2 bornes de sortie, 2 bornes de sortie, et 2 lecteurs de plaques d'immatriculation
- Moyens de paiement acceptés : pièces, billets (à la caisse automatique), chèques-parkings, cartes de paiement CB, Amex et TOTAL GR en caisse et en borne de sortie. Le badge Liber'T est accepté uniquement en borne de sortie.

## **1.2. Principaux faits marquants de l'exercice 2017**

### 1.2.1. Gare

- Un véhicule a été vandalisé en janvier ;
- Un panneau d'affichage avec compteur de places a été installé ;
- Une ligne internet secondaire en cas de panne sur le réseau a été mise en place.

### 1.2.2. Oise – Rue de Clermont

- Un véhicule du loueur Hertz a été volé, sans effraction des barrières d'entrée et sortie (les images enregistrées montrent que le véhicule a franchi les espaces verts pour sortir du parking) ;
- Des potelets empêchant les sorties sauvages au travers des pelouses ont été installés ;
- Une ligne internet secondaire en cas de panne sur le réseau a été mise en place.

### 1.2.3. Saint Jacques

- 50 m<sup>2</sup> de pavage ont été restaurés ;
- Le parking a été fermé du 26 au 28 mai en raison de la Foire aux fromages et aux vins ;
- Des actes de vandalismes réguliers sont constatés sur les barrières (forcées, ou dégonflées), la plupart du temps dans la nuit du samedi au dimanche ;
- La signalétique sur l'information de la vidéosurveillance du parking a été renforcée ;
- Une ligne internet secondaire en cas de panne sur le réseau a été mise en place.

## **1.3. Analyse de l'activité – Compte-rendu financier**

### 1.3.1. Gare

Le parc Gare progresse en recettes (+19,4%), suite notamment à une campagne de flyers faite par le délégataire sur le secteur de la gare et au renforcement des contrôles du stationnement sur voirie par la Police Municipale.

La fréquentation du parc reste fortement liée aux déplacements pendulaires, avec une clientèle arrivant tôt le matin et repartant le soir et très peu de mouvements durant la journée.

| En euros TTC                   | 2017           | 2016           | Evolution en valeur | Evolution en % |
|--------------------------------|----------------|----------------|---------------------|----------------|
| Fréquentation horaire (nombre) | 19 575         | 18 301         | 1 274               | 7%             |
| Recettes horaires              | 103 565        | 82 452         | 21 120              | 25,6%          |
| Part de la recette totale      | 69,07%         | 65,69%         | 3,38                | -              |
| <i>Ticket moyen horaire</i>    | 5,3            | 4,51           | 0,8                 | 17,8%          |
| <i>Durée moyenne horaire</i>   | 17h13          | nc*            |                     |                |
| Sorties gratuites              | 353            | 332            | 21                  | 6,3%           |
| Abonnés (en nb de mensualités) | 117            | 16             | 11                  | 10,3%          |
| Recettes abonnés               | 45 812         | 41 266         | 4 554               | 11%            |
| Part de la recette totale      | 30,56%         | 32,44%         | -1,88               | -              |
| <i>Ticket moyen abonné</i>     | 32,77          | 32,54          | 0,23                | 0,7%           |
| <i>Durée moyenne abonné</i>    | 14h42          | nc*            |                     |                |
| Autres recettes                | 550            | 1 799          | -1 247              | -69,6%         |
| <b>Recettes totales</b>        | <b>149 927</b> | <b>125 517</b> | <b>24 417</b>       | <b>19,4%</b>   |
| Recette annuelle par place     | 750            | 628            | 122                 | 19,4%          |

\*L'outil développé par Indigo permettant de connaître les durées moyennes de stationnement sur les différents parcs est disponible par la première année en 2017. L'analyse de l'évolution sera possible à partir des rapports d'activité 2018.

### 1.3.2. Oise – Rue de Clermont

Les recettes du parc Oise sont en progression (+13,9%), tant pour la fréquentation horaire que pour les abonnés. Cette hausse peut s'expliquer par la rareté des places sur le secteur et par l'augmentation du nombre d'abonnements souscrits par les loueurs de véhicules (Hertz et Rent a car).

| En euros TTC                   | 2017   | 2016   | Evolution en valeur | Evolution en % |
|--------------------------------|--------|--------|---------------------|----------------|
| Fréquentation horaire (nombre) | 6 390  | 6 042  | 348                 | 5,8%           |
| Recettes horaires              | 16 913 | 14 805 | 2 108               | 12,5%          |
| Part de la recette totale      | 44,37% | 44,23% | 0,14                | -              |
| <i>Ticket moyen horaire</i>    | 2,6    | 2,45   | 0,1                 | 4%             |
| <i>Durée moyenne horaire</i>   | 5h09   | nc*    |                     |                |
| Sorties gratuites              | 698    | 790    | 92                  | 11,6%          |
| Abonnés (en nb de mensualités) | 55     | 49     | 6                   | 12,2%          |
| Recettes abonnés               | 21 033 | 18 628 | 2 405               | 12,9%          |
| Part de la recette totale      | 55,18% | 55,66% | -0,48               | -              |
| <i>Ticket moyen abonné</i>     | 31,97  | 32,02  | -0,03               | -0,01%         |
| <i>Durée moyenne abonné</i>    | 17h56  | nc*    |                     |                |

| En euros TTC                      | 2017          | 2016          | Evolution en valeur | Evolution en % |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------------|----------------|
| Autres recettes                   | 174           | 30            | 144                 | 463,3%         |
| <b>Recettes totales</b>           | <b>38 120</b> | <b>33 469</b> | <b>4 651</b>        | <b>13,9%</b>   |
| <i>Recette annuelle par place</i> | 552           | 485           | 67                  | 13,9%          |

### 1.3.3. Saint Jacques

Si les recettes du parc Saint Jacques sont en progression (+5,3%), la fréquentation quant à elle a diminué sur la période. La hausse mécanique du ticket moyen peut être expliquée par une durée de stationnement plus longue des véhicules de sociétés.

| En euros TTC                      | 2017           | 2016           | Evolution en valeur | Evolution en % |
|-----------------------------------|----------------|----------------|---------------------|----------------|
| Fréquentation horaire (nombre)    | 96 204         | 101 255        | -5 051              | -5%            |
| Recettes horaires                 | 224 799        | 214 227        | 10 572              | 4,9%           |
| Part de la recette totale         | 99,51%         | 99,84%         | 0,07                | -              |
| <i>Ticket moyen horaire</i>       | 2,3            | 2,12           | 0,2                 | 9,5%           |
| <i>Durée moyenne horaire</i>      | 1h45           | nc*            |                     |                |
| Sorties gratuites                 | 3 768          | 6 058          | -2 290              | -37,8%         |
| Abonnés (en nb de mensualités)    | -              | -              | -                   | -              |
| Recettes abonnés                  | -              | -              | -                   | -              |
| Part de la recette totale         | -              | -              | -                   | -              |
| <i>Ticket moyen abonné</i>        | -              | -              | -                   | -              |
| <i>Durée moyenne abonné</i>       | -              | -              | -                   | -              |
| Autres recettes                   | 1 096          | 342            | 754                 | 218,7%         |
| <b>Recettes totales</b>           | <b>225 895</b> | <b>214 572</b> | <b>11 323</b>       | <b>5,3%</b>    |
| <i>Recette annuelle par place</i> | 4 034          | 3 832          | 202                 | 5,3%           |

La recette 2017 pour la Ville sur ce contrat affiche un résultat positif de 96 651,29€, compte tenu d'un chiffre d'affaires ayant excédé le seuil fixé pour déclencher la redevance variable, portant ainsi cette part variable à 63 355,08€, qui s'ajoutent à la redevance fixe annuelle de 33 296,21€ (indexation au 1<sup>er</sup> janvier 2017).

## 2. Parc de stationnement « Capucins »

La gestion et l'exploitation du stationnement payant du parc de stationnement des Capucins fait l'objet d'une délégation de service public par affermage confiée à INDIGO.

### 2.1. Descriptif – rappel de la nature du service proposé

- Capacité : 90 places réparties sur 1 niveau dont 2 places PMR
- Heures d'ouverture du parc : du lundi au samedi de 7h à 20h / Abonnés : 24h/24

- 1 entrée véhicule, 1 sortie véhicule, 3 accès piétons dont un équipé d'un ascenseur
- Equipements de péage : 1 caisse automatique, 1 borne d'entrée, 1 borne de sortie
- Moyens de paiement acceptés : cartes de paiement CB, Total GR, Liber T et Amex

## 2.2. Principaux faits marquants de l'exercice 2017

- Ajout de 4 caméras de surveillance afin d'améliorer les moyens de prévention de la sécurité incendie ;
- Habillage du bureau d'accueil par une signalétique spécifique « Boutique » ;
- Fuites importantes causant des dommages constatés par huissier suite à des travaux d'installation de climatisation réalisés sans autorisation du délégataire ou de la collectivité.

## 2.3. Analyse de l'activité – Compte-rendu financier

Le parc Capucins accuse une baisse de recette en 2017 s'expliquant en majeure partie par la fin du contrat avec l'UTC (-3 648€ en 2017) après la réouverture de leur parking interne et par la baisse de fréquentation horaire.

Les clients horaires ont tendance à privilégier les parcs plus proches du cœur de ville à proximité des commerces.

Les recettes liées aux abonnements sont stables en comparaison de l'exercice précédent.

| En euros TTC                      | 2017          | 2016          | Evolution en valeur | Evolution en % |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------------|----------------|
| Fréquentation horaire (nombre)    | 6 012         | 6 532         | -520                | -8%            |
| Recettes horaires                 | 13 451        | 14 203        | -752                | -5,3%          |
| Part de la recette totale         | 25,76%        | 25,03%        | 0,73                | -              |
| <i>Ticket moyen horaire</i>       | 2,2           | 2,2           | 0                   | 0%             |
| <i>Durée moyenne horaire</i>      | 2h17          | nc*           |                     |                |
| Sorties gratuites                 | 218           | 281           | -163                | -58%           |
| Abonnés (en nb de mensualités)    | 73            | 72            | 1                   | 0,2%           |
| Recettes abonnés                  | 35 645        | 35 627        | 18                  | 0,5%           |
| Part de la recette totale         | 68,28%        | 62,77%        | 5,5                 | -              |
| <i>Ticket moyen abonné</i>        | 40,92         | 41,01         | -0,09               | 0%             |
| <i>Durée moyenne abonné</i>       | 14h37         | nc*           |                     |                |
| Autres recettes                   | 3 110         | 6 918         | -3 808              | -55%           |
| <b>Recettes totales</b>           | <b>52 207</b> | <b>56 755</b> | <b>-4 548</b>       | <b>-8%</b>     |
| <i>Recette annuelle par place</i> | 580           | 630           | -50                 | -8%            |

**La recette 2017 reste donc cantonnée à la redevance fixe annuelle fixée à 1 000€ HT par an sur ce contrat, le chiffre d'affaires n'atteignant pas les 54 000€ nécessaires à l'octroi d'une part complémentaire.**



- Mise en place de 5 caméras de surveillance supplémentaires ;
- Mise en place d'antennes pour la radio-continuité dans le parc pour les services de secours et incendie ;
- Remplacement du disjoncteur général du niveau -4 ;
- Remplacement d'une poulie sur l'ascenseur ;
- Installation de 2 bornes de recharge pour véhicules électriques ;
- Mise en place de l'habillage de la boutique Indigo et de la signalétique dans le parc ;
- Installation rue Solférino d'un panneau indiquant la Boutique Indigo ;

### 3.2.2. Solferino – Cours Guynemer

- Mise en place de 3 caméras de surveillance supplémentaires ;
- Remplacement des cellules de rideau côté rue du Harlay et côté du Port à Charbon ;
- Remplacement d'une barre palpeuse sur la porte véhicules ;
- Remise en peinture des trois cages d'escaliers piétons ;
- Occultation des anciens locaux non utilisés ;
- Prêt d'une partie de la dalle supérieure en octobre pour l'organisation du « Rallye des Teuf Teuf ».

### 3.2.3. Centre - Bouvines

- Accès au parc rendu difficile du 17/07 au 18/08 suite aux travaux de voirie par EDF ;
- Installation de 10 caméras de surveillance supplémentaires ;
- Remplacement de 2 portes piétons coupe-feu ;
- Occultation des anciens locaux non utilisés.

## 3.3. Analyse de l'activité – Compte-rendu financier

### 3.3.1. Marché aux Herbes

Le parc Marché accuse une perte de recettes de 2,7% en 2017, due à la baisse de fréquentation (-7,5% de sorties payantes).

Depuis la mise en place en juillet 2016 du logiciel permettant la remontée automatisée des recettes, une partie des recettes « horaires » est basculée dans les recettes « diverses ».

La recette des abonnés est en hausse de 4,1%, soit une moyenne de 10 abonnements supplémentaires, compensant une partie de la baisse de recette horaire.

| En euros TTC                   | 2017    | 2016    | Evolution en valeur | Evolution en % |
|--------------------------------|---------|---------|---------------------|----------------|
| Fréquentation horaire (nombre) | 133 818 | 144 613 | -10 795             | -7,5%          |
| Recettes horaires              | 335 206 | 378 767 | -43 561             | -11,5%         |
| Part de la recette totale      | 57,29%  | 63,01%  | -5,72               | -              |
| Ticket moyen horaire           | 2,5     | 2,6     | -0,1                | -3,8%          |
| 1h41                           | nc*     |         |                     |                |

| En euros TTC                   | 2017           | 2016           | Evolution en valeur | Evolution en % |
|--------------------------------|----------------|----------------|---------------------|----------------|
| Sorties gratuites              | 3 922          | 4 465          | -543                | -12,2%         |
| Abonnés (en nb de mensualités) | 296            | 286            | 10                  | 3,5%           |
| Recettes abonnés               | 202 840        | 194 932        | 7 908               | 4,1%           |
| Part de la recette totale      | 34,67%         | 32,43%         | 2,24                | -              |
| Ticket moyen abonné            | 57,17          | 52,40          | 0,37                | 0,65%          |
| Durée moyenne abonné           | 14h07          | nc*            |                     |                |
| Autres recettes                | 47 096         | 27 400         | 19 696              | 71,88%         |
| <b>Recettes totales</b>        | <b>585 142</b> | <b>601 099</b> | <b>-15 957</b>      | <b>-2,7%</b>   |
| Recette annuelle par place     | 1 474          | 1 514          | -40                 | -2,7%          |

### 3.3.2. Solferino – Cours Guynemer

Malgré la perte de 22 contrats d'abonnement suite au déménagement du laboratoire rue Solférino et de l'association humanitaire d'entraide sociale, les recettes globales sur le parc sont en hausse en 2017 (+2,2%).

La hausse des recettes s'explique par une augmentation de la fréquentation horaire.

| En euros TTC                   | 2017           | 2016           | Evolution en valeur | Evolution en % |
|--------------------------------|----------------|----------------|---------------------|----------------|
| Fréquentation horaire (nombre) | 38 025         | 36 734         | 1 291               | 3,5%           |
| Recettes horaires              | 104 892        | 97 567         | 7 325               | 7,5%           |
| Part de la recette totale      | 53,57%         | 50,91%         | 2,66                | -              |
| Ticket moyen horaire           | 2,8            | 2,7            | 0,1                 | 3,7%           |
| Durée moyenne horaire          | 3h56           | nc*            |                     |                |
| Sorties gratuites              | 676            | 911            | -235                | -28,8%         |
| Abonnés (en nb de mensualités) | 216            | 223            | -7                  | -3,1%          |
| Recettes abonnés               | 89 700         | 91 141         | -1 441              | -1,6%          |
| Part de la recette totale      | 45,81%         | 47,56%         | -1,75               | -              |
| Ticket moyen abonné            | 34,63          | 34,03          | 0,6                 | 1,76%          |
| Durée moyenne abonné           | 10h59          | nc*            |                     |                |
| Autres recettes                | 1 200          | 2 919          | 1 719               | -58,9%         |
| <b>Recettes totales</b>        | <b>195 792</b> | <b>191 638</b> | <b>4 154</b>        | <b>2,2%</b>    |
| Recette annuelle par place     | 559            | 548            | 11                  | 2,2%           |

### 3.3.3. Centre - Bouvines

Le parc connaît une nouvelle diminution de ses recettes en 2017 (-2,9%), expliquée principalement par la moindre fréquentation et la fin du contrat avec l'UTC.

La baisse de la fréquentation s'explique en partie par le fait que certains clients

| En euros TTC                      | 2017           | 2016           | Evolution en valeur | Evolution en % |
|-----------------------------------|----------------|----------------|---------------------|----------------|
| Fréquentation horaire (nombre)    | 16 643         | 18 552         | -1 909              | -10,3%         |
| Recettes horaires                 | 35 374         | 38 234         | -2 860              | -7,5%          |
| Part de la recette totale         | 30,46%         | 31,98%         | -1,52               | -              |
| <i>Ticket moyen horaire</i>       | 2,1            | 2,1            | 0                   | 0              |
| <i>Durée moyenne horaire</i>      | 2h17           | nc*            |                     |                |
| Sorties gratuites                 | 344            | 428            | -84                 | -19,6%         |
| Abonnés (en nb de mensualités)    | 159            | 150            | 9                   | 6%             |
| Recettes abonnés                  | 73 091         | 67 291         | 5 800               | 8,6%           |
| Part de la recette totale         | 62,93%         | 56,29%         | 6,64                | -              |
| <i>Ticket moyen abonné</i>        | 38,23          | 37,32          | 0,91                | 2,44%          |
| <i>Durée moyenne abonné</i>       | 15h42          | nc*            |                     |                |
| Autres recettes                   | 7 679          | 14 021         | -6 342              | -45,3%         |
| <b>Recettes totales</b>           | <b>116 144</b> | <b>119 552</b> | <b>-3 408</b>       | <b>-2,9%</b>   |
| <i>Recette annuelle par place</i> | 558            | 575            | -17                 | -2,9%          |

Sur le contrat lié à ces 3 parcs, la redevance forfaitaire annuelle s'élève en 2017 à 25 535,02€ compte tenu de l'indexation en cours à cette date.

Le total des recettes annuelles 2017 encaissées par la Ville de Compiègne, sur les 3 contrats de délégations de gestion des parcs de stationnements s'élève à 123 186,31€.

| Recettes versées à la Ville   | 2017              | 2016              | Evolution      |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| DSP Capucins                  | 1 000             | 1 000             | 0 %            |
| DSP Marché, Solferino, Centre | 25 535,02         | 22 307,06         | +14,65%        |
| DSP Gare, Oise, St Jacques    | 96 651,29         | 81 735,53         | +18,2%         |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>123 186,31</b> | <b>105 042,59</b> | <b>+17,27%</b> |

| Fréquentation | Clients Horaires 2017 | Clients Horaires 2016 | Evolution    | Abonnés 2017 (mensualités) | Abonnés 2016 (mensualités) | Evolution   |
|---------------|-----------------------|-----------------------|--------------|----------------------------|----------------------------|-------------|
| Capucins      | 6 012                 | 6 532                 | -8%          | 73                         | 72                         | 0,2%        |
| Marché        | 133 818               | 144 613               | -7,5%        | 296                        | 286                        | 3,5%        |
| Solferino     | 38 025                | 36 734                | 3,5%         | 216                        | 223                        | -3,1%       |
| Centre        | 16 643                | 18 552                | -10,3%       | 159                        | 150                        | 6%          |
| Gare          | 19 575                | 18 301                | 5%           | 117                        | 106                        | 10,3%       |
| Oise          | 6 390                 | 6 042                 | 7,8%         | 55                         | 49                         | 12,2%       |
| St Jacques    | 96 204                | 101 255               | -5%          | -                          | -                          |             |
| <b>TOTAL</b>  | <b>316 667</b>        | <b>332 029</b>        | <b>-4,6%</b> | <b>916</b>                 | <b>886</b>                 | <b>3,4%</b> |

MAIRIE DE COMPIEGNE (Oise)

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018

10 - Mandats spéciaux

L'an deux mille dix-huit, le **VENDREDI VINGT-HUIT SEPTEMBRE à 20 heures 45**, le **CONSEIL MUNICIPAL de COMPIEGNE** s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en la salle ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Philippe MARINI, Sénateur honoraire de l'Oise, Maire de ladite Ville.**

Date de convocation :  
04 juillet 2018

Date d'affichage :  
06 juillet 2018

Nombre de  
Conseillers présents  
ou représentés :  
38

Nombre de  
Conseillers en  
exercice :  
39

**Etaient présents :**

**Philippe MARINI, Maire, Sénateur Honoraire,**  
Michel FOUBERT, Sylvie OGER-DUGAT, Nicolas LEDAY, Evelyse GUYOT, Eric VERRIER, Eric HANEN, Arielle FRANÇOIS, Françoise TROUSSELLE, Oumar BA, Dominique RENARD, Sandrine de FIGUEIREDO, Sophie SCHWARZ, Marie-Pierre DEGAGE, Marie-Christine LEGROS, Philippe TRINCHEZ, Christian TELLIER, Jacqueline LIÉNARD, Joël DUPUY de MERY, Etienne DIOT, Richard VELEX, Sylvianne ROMET, Liliane VÉZIER, Jean-Luc LESAGE, Christine BRAULT, Christopher CAUVIN, Maria ARAUJO de OLIVEIRA, Richard VALENTE, Solange DUMAY, Dilvin YUKSEL, Jean-Marc BRANCHE, François GACHIGNARD

Date de transmission :  
03 octobre 2018

Date d'affichage :  
04 octobre 2018

Rendue exécutoire le :  
04 octobre 2018

**Etaient représentés :**

Eric de VALROGER représenté par Joël DUPUY de MÉRY  
Emmanuel MARSIGNY représenté par Philippe MARINI  
Anne KOERBER représentée par Christian TELLIER  
Monia LHADI représentée par Françoise TROUSSELLE  
Arnaud THOREL représenté par Éric VERRIER  
Patricia RENOULT représentée par François GACHIGNARD

**Etait absent :**

Marc-Antoine BREKIESZ

## 10 - Mandats spéciaux

---

I) La réunion du Comité Directeur de l'association nationale des élus en charge du sport (ANDES) et la réunion des référents départementaux se sont déroulées cette année, à Lyon les 19 et 20 septembre 2018.

M. Christian TELLIER, invité à participer, s'y est rendu, dans le cadre de sa délégation aux Sports.

Il vous est proposé de prendre en charge le remboursement des frais liés à ce déplacement qui s'élève à 391,10 €, correspondant aux frais d'hébergement et de transport.

II) Madame Arielle FRANÇOIS, dans le cadre de sa délégation, doit effectuer un déplacement au Japon du 8 au 11 octobre prochain, à l'occasion de la 6<sup>ème</sup> rencontre franco-japonaise de la coopération décentralisée à Kumamoto puis à Shirakawa, ville jumelée avec Compiègne, pour la signature officielle de la Charte de nos 30 ans de jumelage.

Il est rappelé qu'en 2008, pour le 150<sup>ème</sup> anniversaire des relations entre la France et le Japon, furent organisées par la ville de Nancy, les 1<sup>ères</sup> Rencontres Franco-japonaises de la Coopération Décentralisée, avec les 48 villes françaises ayant un jumelage avec le Japon, ce qui est le cas de Compiègne avec Shirakawa depuis 1988. Ces Rencontres ont lieu tous les 2 ans alternativement en France et au Japon, et furent accueillies à Compiègne en 2012.

Il est proposé de prendre en charge les frais liés à ces déplacements et qui comprennent (les montants indiqués constituent des maximums) :

- Billets d'avion à payer auprès de l'agence de voyage Thomas Cook, sise 17 rue Saint Nicolas à Compiègne sur présentation de facture (1.500 euros),
- 2 nuitées avec petits déjeuners à payer auprès de l'hôtel Nikko à Kumamoto sur présentation de facture (340 euros),
- Billets de train pour se rendre à Shirakawa qui seront remboursés à Mme François sur présentation de justificatifs (250 euros).

L'association de jumelage Compiègne-Shirakawa dans le cadre des 30 ans du jumelage a pris en charge l'accueil d'un interprète. La ville de Compiègne participera à ses frais en versant la somme forfaitaire de 300€ sous forme de subvention exceptionnelle à cette association.

### **Le Conseil Municipal,**

Entendu le rapport présenté par M.MARINI,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 19 septembre 2018,

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés,**

**AUTORISE** la prise en charge des frais de déplacement relatifs à la participation de M. Christian TELLIER à la réunion du Comité Directeur de l'ANDES à LYON du 19 au 20 septembre 2018, et leur remboursement à l'intéressé pour un montant de 391,10 €,

**AUTORISE** le remboursement des frais de déplacement de Madame Arielle FRANÇOIS à l'occasion de la 6<sup>ème</sup> rencontre franco japonaise pour la signature officielle de la Charte de nos 30 ans de jumelage, pour un montant de 2 090 euros,

**AUTORISE** le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 300 € à l'association de jumelage Compiègne-Shirakawa dans le cadre des 30 ans du jumelage, pour la prise en charge d'un interprète,

**PRÉCISE** que les dépenses correspondantes seront financées sur le budget principal de la Ville.

Fait et délibéré à COMPIEGNE, le 28 septembre 2018  
Et ont signé au registre, les membres présents,  
Pour copie conforme,



Le Maire de Compiègne,

*Philippe Marini*  
Philippe MARINI  
Sénateur Honoraire de l'Oise